

Fatima
Ouassak

Pour une
écologie
pirate

Et nous serons

libres



La Découverte

Fatima Ouassak

Pour une écologie pirate

Et nous serons libres

 La Découverte

2023

Présentation

Nous manquons, aujourd’hui en Europe, d’un projet écologiste capable de résister aux politiques d’étouffement, dans un monde de plus en plus irrespirable.

D’un projet initié dans les quartiers populaires, qui y articulerait enfin l’ancrage dans la terre et la liberté de circuler.

D’un projet dont le regard serait tourné vers l’Afrique et qui viserait à établir un large front internationaliste contre le réchauffement climatique et la destruction du vivant. D’un projet qui ferait de la Méditerranée un espace autonome et un point de ralliement des mutineries du Nord comme du Sud.

D’un projet se donnant comme horizon à la fois la libération des terres, la libération animale et l’égale dignité humaine, fondamentalement liées.

D’un projet assumant la sécession face à des forces d’extrême droite toujours plus menaçantes.

D’un projet permettant de prendre le large en quête du *One Piece*, le fameux trésor du manga éponyme, devenu symbole, dans les quartiers populaires, de la soif de liberté qui y gronde.

D’un projet qui se mettrait à hauteur d’enfants et chercherait leur bien-être et leur libération.

Ce projet, c’est celui de l’*écologie pirate*.

L’auteurice

Fatima Ouassak est politologue, cofondatrice du Front de mères et de Verdragon, première Maison de l’écologie populaire en France, à Bagnolet. Elle est aussi l’auteurice de *La Puissance des mères* (La Découverte, 2020 ; « Points », Seuil, 2023).

Collection

Cahiers libres

Copyright

Composé par DV Arts Graphiques à Saint-Nazaire
Conception graphique de la couverture : Valérie Gautier

© Éditions La Découverte, 2023.
34, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

ISBN numérique : 978-2-348-07545-2
ISBN papier : 978-2-348-07544-5

Composition numérique : Facompo (Lisieux), février 2023

Cette œuvre est protégée par le droit d’auteur et strictement réservée à l’usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L’éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

S’informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d’information par courriel, sur notre site www.editionsladecouverte.fr.

Nous suivre sur



Table

Préambule. D'île en île

Introduction. Comment élargir le front écologiste ?

1. - *Les quartiers populaires, une sous-terre pour les Sans-terre*

La condition de l'immigré : utile, errant et privé de pouvoir politique

La hogra et le petit supplément de haine du capitalisme

Race, travail et désastre climatique

Les populations descendantes de l'immigration postcoloniale ont besoin d'une terre

2. - *Les murs infranchissables*

L'islamophobie, processus de désancrage et d'assignation à l'utilité

Nos corps colonisés : la domination de l'industrie agroalimentaire

Pollutions de l'air et présence policière : une politique de l'étouffement

Résidentialisation, idéologie sécuritaire et écologie pavillonnaire

3. - *Prendre la mer*

Lutter

Des luttes écologiques de référence : Algérie, Plogoff, Palestine

Casser les murs, fabriquer du commun

Verdragon, naissance (mouvementée) de la première Maison de l'écologie populaire

4. - *Ancrage et liberté*

Réappropriation des terres et droit d'accueillir – et nous serons libres

Circuler sans entraves – et nous serons libres

La Méditerranée, espace autonome et hypersujet – et nous serons libres

Alliance des résistances – et nous serons libres

Libération animale – et nous serons libres

La ville aux enfants – et nous serons libres

Conclusion. Faire sécession

Un conte d'écologie pirate

Le Roi Kapist, les Dragons et les enfants-pirates

Remerciements

Préambule. D'île en île

Les trois enfants, Ace, Sabo et Luffy, habitent un quartier pauvre qui tient lieu de décharge au riche quartier d'à côté. Les deux quartiers font partie d'un même royaume mais sont séparés par un mur infranchissable. Les habitants du quartier bourgeois traitent leurs voisins de misère comme des déchets qu'ils peuvent exploiter et maltraiter – et auxquels ils finiront même par mettre le feu quand ils décideront de *nettoyer* la décharge. Les trois enfants étouffent dans ce monde extrêmement injuste et violent, mais ils comptent s'en libérer en devenant pirates. Un jour, alors qu'ils se retrouvent face à la mer après s'être échappés un court moment de la décharge, Sabo en fait la promesse : *Ace, Luffy, un jour, nous prendrons la mer, nous quitterons ce royaume ! Et nous serons libres !*

Cette scène, et tout le manga *One Piece* d'Eiichirō Oda dont elle est extraite, symbolisent l'immense aspiration à la liberté de toutes celles et ceux qui subissent une oppression étouffante. Et c'est certainement la principale raison pour laquelle on aime passionnément *One Piece* dans les quartiers populaires : la très forte identification à la figure de l'enfant-pirate, écrasé par des murs infranchissables, qui rêve de liberté. Cette aspiration à la liberté de circuler pour tout le monde, sans entraves, est au cœur du projet écologiste proposé dans cet essai. C'est pourquoi j'ai choisi comme sous-titre une référence à *One Piece* et au serment des trois enfants-pirates.

La centralité de la question de la liberté peut étonner. On évoque en effet rarement cet enjeu quand il s'agit d'écologie associée aux quartiers populaires. On fait comme si leurs habitants n'avaient pas besoin d'être libres. Ou plutôt comme s'ils n'étaient pas censés l'être, eux que l'on a pris l'habitude de placer sous contrôle permanent : la liberté, ça ne peut concerner que les Blancs et les riches, les gens capables de l'apprécier.

À propos des classes populaires, l'écologie majoritaire parle plutôt de choses dites *concrètes*, du quotidien : comment mieux manger, mieux se chauffer, avoir accès aux espaces verts, aux besoins primaires. Et d'applaudir ces braves gens qui gaspillent peu et présentent un faible bilan carbone – une sorte de *bravo les pauvres d'être pauvres*. L'écologie majoritaire les voit comme des écologistes qui ne font pas exprès de l'être, qui pratiquent une écologie par la force des choses, inconsciente d'elle-même. Alors autant le préciser dès le préambule : l'écologie proposée dans cet essai n'a rien à voir avec ce paternalisme suintant le mépris de classe. Nous ne voulons pas de ces médailles ridicules. Nous voulons prendre la mer, libérer nos terres et être libres. C'est parce que nous ne sommes pas libres que le monde brûle. Et le monde n'arrêtera de brûler que si nous nous libérons.

Pour une écologie pirate est le deuxième volet d'une trilogie commencée il y a quelques années avec *La Puissance des mères*. Une trilogie composée d'un sujet, d'un verbe et d'un complément – qui donnera tout son sens à la phrase. Le sujet, révolutionnaire, ce sont les mères, accompagnées de la figure du dragon comme symbole de puissance. Le verbe, outil de libération, c'est l'écologie, accompagnée de la figure du pirate comme symbole de liberté. Quant au complément, il fera l'objet d'un prochain livre qui mettra un point final au triptyque avec la question de l'organisation de la société.

Si les thèmes abordés dans ces livres sont différents, il s'agit bien de répondre à la même question : comment faire un monde plus respirable pour les enfants ? L'ambition est double : la participation à la conscientisation des quartiers populaires comme sujet politique et la définition d'un projet écologiste. La méthode déployée ici est la même que dans *La Puissance des mères* : faire un pas de côté pour mettre en pensée et en projet la pratique et la réflexion militantes. Ce pas de côté s'appuie sur le travail militant passé et a pour but de renforcer le travail militant à venir. Si on réfléchit mieux – plus vite – aux solutions quand on milite et qu'on est confronté directement à la gravité des problèmes à résoudre, c'est entre

deux temps militants que l'on peut mettre nos pensées en ordre et en forme. C'est là que l'on peut prendre de la hauteur et mettre de côté ses colères, du moins celles qui ne sont pas nécessaires, pour ne garder que le politique, que ce qui peut améliorer les choses, ce qui peut valoir projet.

Ce livre s'appuie notamment sur l'expérience de Verdragon, première Maison de l'écologie populaire en France, que j'ai cofondée dans un quartier populaire de Bagnolet en Seine-Saint-Denis. Mais si c'est bien sur cette base que ce livre propose une écologie pirate, il ne le fait pas uniquement à destination des quartiers populaires. Il cherche à décentrer l'écologie afin d'envisager une autre manière de voir les choses – une autre perspective que celle des classes moyennes et supérieures blanches des centres-villes –, mais il le fait *pour tout le monde*.

Enfin, ce livre défend une proposition à hauteur d'enfants, tant dans son projet que dans sa manière, et notamment avec le conte qui se trouve à la fin de ce livre – *Le Roi Kapist, les Dragons et les enfants-pirates* –, pour associer les enfants à leur sort. C'est en effet avec eux, ici et maintenant, que se prépare le monde de demain ; toute proposition politique, surtout écologiste, devrait l'avoir en tête et penser pour, avec et à partir des enfants. Contre la destruction du vivant, l'heure de l'écologie pirate a sonné, une écologie dont l'ambition est d'être la plus large possible, une écologie qui associe les pirates aux dragons pour porter les aspirations à la liberté de tous les emmurés de la Terre. À l'abordage !

Introduction.

Comment élargir le front écologiste ?

À la mosquée, le vieil homme entend dire que des incendies ravagent des milliers d'hectares en Algérie. En rentrant, il demande à sa fille : *Regarde sur Internet dans quel coin ça se passe exactement ; on m'a parlé du Congo aussi, cherche bien, la Terre brûle !*

La jeune femme cherche mais s'étonne : *Tu t'inquiètes pour la Terre qui brûle toi maintenant ?*

Le vieil homme s'étonne à son tour : *Avec toutes ces forêts et ces corps calcinés, comment pourrais-je ne pas m'inquiéter ?*

La jeune femme : *Et pourquoi tu ne t'inquiètes jamais de ce qui se passe en France ? Ici aussi, c'est la Terre ; ici aussi, elle brûle.*

Le vieil homme pointe son index vers le sol : *Ici, ce n'est pas la Terre. Ici, c'est la terre des Français.*

La réalité du désastre climatique est aujourd'hui largement documentée et très précisément chiffrée. Il s'agit de faits scientifiques fiables et dramatiques quant à ce qu'ils nous enseignent sur l'irréversibilité de la catastrophe qu'auront à subir nos enfants et petits-enfants : leur monde est déjà en partie détruit, quoi que nous fassions. Pour autant, c'est notre action présente qui déterminera l'ampleur de la destruction. L'heure ne devrait donc pas être à la résignation ; nous pouvons toujours agir afin que ce monde soit moins invivable, plus respirable que ce qu'il promet de devenir si nous ne faisons rien.

Alors, comment expliquer que les descendants de l'immigration africaine qui vivent dans les quartiers populaires s'intéressent aux conséquences du dérèglement climatique de l'autre côté de la Méditerranée, en Afrique, allant jusqu'à s'organiser collectivement pour financer des projets de

plantation d'arbres ou de forage de puits, mais ne s'intéressent visiblement pas à ce qui risque de se passer de ce côté de la Méditerranée, en Europe, où ils vivent depuis si longtemps, et où naissent leurs enfants et petits-enfants ?

Pourtant, personne n'est plus sensible au désastre écologique que les populations vivant en périphérie des grandes métropoles. Alors pourquoi ne cherchent-elles pas à protéger leurs quartiers de la bétonisation pour mieux y respirer ? Pourquoi la terre dont elles se soucient, cette terre qu'elles voudraient protéger des inondations et des sécheresses, est-elle celle *du pays*, en Afrique, et non celle où elles vivent, en Europe ?

Il faut dire pour commencer que les habitants des quartiers populaires ont de bonnes raisons de s'inquiéter davantage pour l'Afrique que pour l'Europe. *Notre maison brûle*, certes, mais le système trie entre les maisons qui comptent et celles qui ne comptent pas. Et les habitants des quartiers populaires le savent à double titre : parce qu'ils habitent dans les quartiers ségrégués en France et parce qu'ils viennent de pays colonisés par la France. Ils savent que c'est la maison européenne qui, depuis des siècles, met le feu chez sa voisine africaine tous les soirs afin de préparer son copieux repas, et qui aujourd'hui plus que jamais ferme ses portes à double tour quand sa voisine vient chercher refuge. C'est un fait, les populations qui vont le plus souffrir du désastre climatique, ce sont celles qui vivent en Afrique. Les pays européens sont responsables de bien plus d'émissions de gaz à effet de serre que les pays africains, mais ce sont les pays africains qui payent le prix du réchauffement climatique que l'Europe a largement engendré, décennie après décennie.

Surtout, le manque d'intérêt des populations habitant les quartiers populaires envers la question du climat est lié à leur *désancrage* organisé et systématique, aux processus, reconduits de génération en génération, qui en font des sans-terre et donc des sans-pouvoir. Tout est fait pour que ces populations ne s'ancrent pas dans cette terre européenne et pour les condamner à l'errance. Mille frontières physiques et symboliques les y contraignent : *Tu n'es pas d'ici, tu n'es plus de là-bas, tu es de nulle part*. Même aux enfants et petits-enfants nés ici et qui ne connaissent pas d'autres

terres, on répète qu'ils sont étrangers, qu'ils ne sont pas chez eux, pas à leur place, qu'ils n'ont pas le droit de circuler librement, qu'ils doivent montrer leurs papiers comme s'ils passaient la douane alors qu'ils ne font que discuter au pied de leur immeuble.

On ne peut pas demander aux habitants des quartiers populaires de s'impliquer contre ce qui détruit la terre ici et, en même temps, leur rappeler sans cesse qu'ils n'y sont pas chez eux à coups de discriminations raciales massives dans tous les espaces sociaux, de contrôles policiers racistes, de difficultés à obtenir des papiers ou d'islamophobie plus ou moins assumée. On ne peut pas attendre de populations qui n'ont même pas le droit de dire publiquement *Dieu est grand* qu'elles veuillent bien rejoindre le front climat par amour pour Gaïa, obscure sous-divinité grecque. On n'est pas en position de protéger une terre en danger là où on est soi-même écrasé et sous contrôle permanent. On n'est pas en position de protéger une terre là où on n'a aucun pouvoir de changer les choses. Dans les quartiers populaires, la question écologique ne peut pas être celle de la protection de la terre – de l'environnement, de la nature, du vivant ; elle doit être celle de sa libération.

Ce ne sera pas une mince affaire. La *maison brûle*, des milliers d'articles scientifiques synthétisés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) le démontrent : l'extraction des combustibles fossiles, le transport routier et les élevages industriels font partie des principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, elles-mêmes responsables du réchauffement climatique. Cela n'empêche pourtant pas Total de continuer à sévir notamment en Ouganda, avec un projet de pipeline chauffé dont les conséquences sociales, environnementales et climatiques s'annoncent dramatiques. Ni l'industrie automobile de fabriquer toujours plus de SUV. Ni le secteur agroalimentaire d'élever toujours plus d'animaux destinés à la consommation et, à cette fin de défricher toujours plus de forêts. L'Europe se contente de délocaliser dans les pays du Sud ses industries les plus émettrices et les plus polluantes et est bien décidée à extraire autant d'énergie fossile que possible. Les objectifs

des États européens aujourd'hui restent de trouver à satisfaire les besoins en énergie, en force de travail, en consommateurs, en données personnelles et en décharges, toutes choses dont dépend la survie du système capitaliste.

C'est toute la force de ce système que de savoir retomber sur ses pattes, en jouant les uns contre les autres comme il l'a toujours fait. C'est ce que lui permet la structuration coloniale et raciste du monde : trier entre le monde à protéger et le monde à spolier afin de négocier avec l'un contre l'autre. Sa proposition est connue : le niveau élevé des émissions de dioxyde de carbone et de méthane va certes conduire une grande partie de l'humanité et du vivant à la destruction, mais grâce à la géo-ingénierie et aux murs infranchissables, le confort des Européens sera plus que jamais protégé ; ce confort peut même se voir accru par l'augmentation des inégalités provoquée par le réchauffement climatique.

Nombreux sont ceux qui, en Europe, ne croient pas à cette fable de la géo-ingénierie. C'est notamment le cas de la jeunesse, qui voit bien que son monde, celui de demain, est sacrifié dès à présent à la satisfaction de besoins matériels absurdes et à la cupidité sans limites de quelques-uns.

Alors comment amener les États européens à plier et changer radicalement d'orientation politique ? C'est la question que tout le mouvement climat européen se pose et à laquelle il répond depuis plusieurs années en travaillant à la formation d'une grande vague contestataire. Mais la mobilisation est relativement faible au regard d'une urgence climatique de plus en plus palpable. Elle est en effet composée essentiellement de populations issues des classes moyennes et supérieures blanches. C'est un mouvement qui n'est pas *populaire*, en tout cas pas assez au regard de la gravité de la situation.

En France, les manifestations climat sont les plus *CSP + blanches* du mouvement social. C'est leur grande faiblesse. En effet, quand le pouvoir en place ouvre la fenêtre sous laquelle des dizaines de milliers de personnes scandent qu'il faut *protéger le vivant* et qu'il constate que *le vivant* présent est quasi exclusivement de classe moyenne et supérieure blanche, comment pourrait-il trouver cela crédible et s'en inquiéter ? Certes, sur les pancartes,

on en appelle à la révolution, mais un tel mouvement social dans un pays qui compte des millions de personnes de classes populaires et non blanches peut-il vraiment engendrer une révolution ? Du moins une révolution qui irait dans le sens de la justice sociale et environnementale ? C'est certainement ce qui explique que, pour l'instant, les pouvoirs publics n'accordent à ceux qui manifestent sous leurs fenêtres que de menus privilèges – comme des subventions visant à assurer l'isolation thermique d'habitations auxquelles, dans les faits, seules les classes moyennes supérieures peuvent prétendre. Ce que le pouvoir en place propose, ce n'est finalement qu'un monde putride encore plus inégalitaire.

Évidemment, beaucoup dans le mouvement climat ne veulent pas de ce monde-là et cherchent à organiser l'élargissement du front écologique. On regarde notamment, et logiquement, du côté des quartiers populaires, puisque ce sont les personnes qui ont le plus à gagner de la lutte contre le réchauffement climatique. Sont donc organisés depuis plusieurs années des temps de réflexion sur les stratégies d'élargissement du front. On y regrette de voir le mouvement climat si peu présent dans les quartiers populaires, alors que ce sont – l'expression est quasiment consacrée – de *formidables réservoirs d'énergie* qui n'attendent que d'être *sensibilisés* pour *massifier le mouvement*.

Cette stratégie d'élargissement du front climat traduit une vision coloniale des quartiers populaires. Elle n'est pas spécifique au mouvement climat, elle s'inscrit dans le continuum colonial du traitement de leurs populations, considérées comme de l'énergie à extraire afin d'élargir tel ou tel front.

Ainsi, à l'occasion des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, les populations colonisées par la France en Afrique ont-elles été appelées – de manière plus ou moins forcée – à rejoindre le *front de libération de la France*. Elles étaient perçues comme de la chair à canon africaine dans des guerres entre puissances coloniales européennes, dont la fonction, l'utilité,

étaient de *libérer la France* coloniale. Et quand les *libérateurs* ont demandé à être payés comme les autres et à être libérés, on les a massacrés – comme ce fut le cas à Thiaroye, Sétif ou Guelma.

Plus tard, dans les années 1960 et 1970, on a appelé les populations qui s'étaient enfin libérées de la colonisation française sur un autre front, celui de la *reconstruction de la France*. Les anciennes terres colonisées étaient alors considérées comme des réservoirs d'énergie, de force de travail, dont la fonction, l'utilité, étaient de *reconstruire la France* néocoloniale et lui permettre de profiter pleinement de ses Trente Glorieuses. Ces immigrés *reconstructeurs* sont descendus dans les profondeurs des mines de charbon, là où personne d'autre ne voulait plus aller, et quand ils ont revendiqué l'égalité, même les syndicats de travailleurs leur ont tourné le dos.

Depuis le début des années 1980, à chaque grande élection, les habitants des quartiers populaires sont appelés à rejoindre un *front républicain* et à former ce que les partis appellent un *réservoir de voix*. Le *modus operandi* est toujours le même : attiser la peur de l'extrême droite (qui menace effectivement de déporter les familles musulmanes et descendantes de l'immigration africaine) afin de capter les voix de populations dont on ne s'est jamais soucié. Mais tout ce que l'on parvient à créer dans les quartiers populaires, c'est de l'impuissance et de la résignation : leurs habitants sont infantilisés, jamais traités comme des sujets politiques capables de s'organiser eux-mêmes contre l'extrême droite. Et aux lendemains des élections, ils sont laissés seuls face à cette menace qui devient de plus en plus réelle, au point qu'il n'est plus absurde de l'imaginer aux portes du pouvoir.

En 2020, à l'occasion du confinement général décidé contre la propagation de l'épidémie de covid, les quartiers populaires ont été à nouveau traités comme des réservoirs d'énergie, comme une force de travail dont la fonction, l'utilité, étaient d'*assurer les services essentiels*, dans le secteur du traitement des déchets, le nettoyage industriel, le transport, le commerce, ou encore la livraison de produits inutiles dont avaient absolument besoin les classes supérieures *confinées*, elles, dans

leurs résidences secondaires à proximité de plages ou de forêts. On a appelé ces travailleurs et travailleuses les *essentielles*. Au féminin, pour que ce soit encore plus romantique. Difficile de réduire davantage un être humain à sa stricte utilité pour les Blancs des classes moyennes supérieures. Cela s'est traduit par une très forte surmortalité covid directement liée au fait d'avoir été obligé de travailler (étant donné la nature des contrats souvent précaires) et de prendre les transports en commun. On a remercié les *essentielles* en infligeant des amendes à leurs enfants qui prenaient l'air dehors parce que les conditions du confinement étaient insupportables dans les HLM.

Au-delà de la notion de *réservoir* ou de *vivier*, le lexique colonial des appels à rejoindre le front écologique est riche. On appelle à *massifier*, les habitants des quartiers populaires étant là pour faire masse, pour faire corps, mais pas pour participer à l'élaboration du projet politique. On appelle à *sensibiliser*, ce qui permet de leur renvoyer la responsabilité de leur absence dans les espaces écologiques : ils ne sont pas assez *sensibles* à ce qui pourtant les étouffe. On appelle à l'*inclusivité*, étant entendu que ce sont les classes moyennes et supérieures blanches qui font aux classes populaires non blanches la grâce de les *inclure*. Dans les années 2000, ce mot était déjà en vogue dans la « politique de la ville ». Des membres des classes moyennes supérieures blanches débarquaient dans un quartier populaire et obtenaient des subventions publiques pour monter des projets *inclusifs* avec leurs habitants, pourtant nés *là* – par exemple des projets d'exposition où les photographes et exposants étaient de classe moyenne supérieure blanche et les photographiés et exposés de classe populaire non blanche.

Beaucoup dans le mouvement écologique s'étonnent ou se plaignent que les habitants des quartiers populaires restent sourds aux campagnes de sensibilisation. Mais comment ces derniers pourraient-ils se sentir concernés par un mouvement dont l'appel consiste en une injonction paradoxale – *le racisme que vous subissez et qui vous empêche de vous mobiliser politiquement n'est pas une urgence pour l'écologie* et, dans le même temps : *il y a urgence (écologique), il faut vous mobiliser politiquement ?*

Vaille que vaille, on continue à chercher à *sensibiliser* à la question climatique alors qu'il faudrait avant tout *informer* de manière claire, objective et pertinente dans les quartiers populaires. Mais surtout, on cherche à *sensibiliser* sans jamais poser la question de l'accès au pouvoir politique de leurs habitants. On leur parle de *développement durable*, de *développement humain*, de *transition écologique*. Or, dans ces quartiers, entre la novlangue de la « politique de la ville », l'hypocrisie de l'universalisme à la française et les programmes d'ajustement structurel – qui, dès les années 1970, mobilisaient les oxymores injonctifs du néolibéralisme dans les pays d'origine en Afrique –, on a l'habitude des tartuferies. Il est normal que les oreilles restent fermées quand on use de ce type d'expressions. Croire que les marges vont rejoindre le centre afin de défendre ses intérêts est, pour le moins, une erreur d'appréciation du temps qu'elles ont à perdre. D'autant que cette fois, on ne peut pas forcer le ralliement.

La mobilisation à travers les campagnes de sensibilisation ne marche pas et cela se voit sur les photos des manifestations. Alors, comme les médias, les ONG – notamment nord-américaines – et les réseaux sociaux exercent une pression pour plus de *diversité* au lieu de se poser des questions de fond, le mouvement climat va, à défaut d'*élargir* le front, le *décorer* de quelques corps non blancs. Il cherche ainsi à montrer que le projet n'est pas raciste, qu'il se veut dans l'intérêt de toutes et tous. Mais dans la mesure où seule la classe moyenne supérieure blanche travaille au projet, où il n'y a pas de réelle prise en compte du racisme structurel et où les enjeux écologiques des quartiers populaires sont folklorisés, cette combine décorative ne trompe évidemment personne.

Je pense que le mouvement climat ne se pose pas les bonnes questions. Les campagnes de mobilisation ne marcheront pas tant qu'elles n'exprimeront pas clairement la nature politique du projet écologiste. La question n'est pas celle de l'élargissement du front ou de sa diversité.

Il ne s'agit pas d'un problème de mobilisation. La question est celle des caractéristiques du projet politique derrière lequel on appelle à se rassembler.

On continue de faire comme s'il suffisait de mettre en mouvement des données scientifiques, du haut vers le bas, des experts vers les incultes. On agite les synthèses du GIEC et on alerte : *Vite, il ne nous reste que trois ans pour agir !* C'est vague. L'écologie ne défend pas forcément les enjeux d'égalité humaine ; elle peut être fasciste, réactionnaire, sexiste, transphobe. On trouve dans le champ écologique le pire comme le meilleur. Le terme *écologie* a d'ailleurs été inventé en 1866 par un théoricien européen de la suprématie blanche, Ernst Haeckel. Et l'écologie européenne a largement accompagné l'entreprise coloniale en Afrique, mesurant et cartographiant à tout-va, participant à faire de cette partie du monde, humains compris, des réservoirs d'énergie à exploiter afin d'assurer la montée en puissance du capitalisme industriel européen. L'écologie européenne a bel et bien participé au désastre écologique sur tout le continent africain. C'est pourquoi se contenter du terme *écologie* pour dessiner un projet politique ne suffit pas. Il faut préciser, si je puis dire, la *nature* du projet.

En France, le projet écologique majoritaire, tel qu'il est porté aujourd'hui par les partis politiques et la plupart des organisations écologiques, relève à mon sens d'une aspiration non pas au changement, comme il le prétend, mais au maintien de l'ordre social actuel. Il y est beaucoup question de protection, mais jamais de libération ; il exprime clairement une inquiétude face au changement (*On veut que nos enfants aient la même vie que nous*) et une aspiration à la préservation de la vie d'avant, avant le réchauffement climatique, avant le *risque démographique et migratoire*.

Si on le lit bien, il apparaît clairement que ce projet écologique consiste à assurer le maintien, autant que possible, d'un certain niveau de confort. Bien manger, vivre longtemps et en bonne santé, dans de grandes maisons, circuler librement partout dans le monde, voyager, être libre de s'exprimer ou de manifester, contempler la nature, être heureux : ce projet est porté par

une fraction de la population française qui a du pouvoir politique et du poids électoral et qui veut négocier dans le cadre de rapports de forces la possibilité de se protéger au maximum des ravages écologiques. Il investit le champ politique et électoral par le biais des questions d'adaptation et d'adaptabilité, négociant la possibilité de se projeter très en amont quant aux moyens mobilisés face au dérèglement climatique. Ce projet consiste au fond à s'adapter avant les autres, car le niveau de confort de ceux qui le promeuvent est tel qu'il ne peut s'étendre à l'ensemble de la population ; il n'y aura de confort des uns qu'au prix de l'exploitation et de la destruction des autres.

Ainsi, le projet écologique majoritaire est parfaitement compatible avec le système colonial-capitaliste¹. Il témoigne d'une relative indifférence à l'égard du sort du reste du vivant et des humains (malgré la mobilisation de grands discours universels sur la Planète, l'Humanité, la Biodiversité, le Vivant...) de manière à s'assurer un pré-carré qui seul pourrait réserver le niveau de confort matériel atteint aujourd'hui en Europe par les classes supérieures blanches. S'il y est question de *radicalité*, de *rupture*, voire de *révolution*, il ne remet jamais réellement en question le système de domination raciale et coloniale – *Il faut que tout change pour que rien ne change*. La critique anticapitaliste y est parfaitement dosée, à la marge, ne portant que sur certains aspects des modes de production et de la société de consommation. Mais il n'y a pas de réelle remise en question du rapport social que le système capitaliste produit et sur lequel il repose, notamment en termes de domination de classe, de genre et de race. Dans ce projet, on ne se soucie en rien de la haine raciste que le système capitaliste produit en masse, pas plus que des conséquences de cette haine raciste organisée (le suprémacisme blanc) sur la vie des populations non blanches vivant en Afrique ou d'origine africaine vivant en Europe. On n'y évoque pas ces questions, ou alors seulement de manière très superficielle. On n'y revendique ainsi jamais ce qui devrait être un droit fondamental pour tout écologiste digne de ce nom : la liberté de circulation et d'installation de tous

les humains ; il se contente de promouvoir des campagnes d'*aide au développement*, d'*aide aux migrants*, ou de *sensibilisation à la question environnementale dans les pays/quartiers défavorisés*.

Présenté ainsi, le projet écologique majoritaire en France est tout sauf *populaire*, et il est facile de comprendre pourquoi. Il ne correspond en rien aux aspirations au changement dans les quartiers populaires – où l'inquiétude est plutôt que rien ne change (*On ne veut pas que nos enfants aient la même vie que nous*).

Aujourd'hui, dans le champ politique, c'est l'aspiration des classes moyennes et supérieures au maintien de leur confort matériel qui l'emporte, et largement. Mais il existe des tensions, notamment au sein du mouvement climat, beaucoup plus réceptif à la question anticoloniale et antiraciste que les partis politiques et les organisations écologiques plus traditionnelles. Il est donc possible d'imposer un rapport de forces en faveur d'un projet alternatif visant à bâtir un front écologiste redoutable et massif.

Si nous voulons y voir plus clair et avancer, il nous faudra répondre à quelques questions importantes, rarement posées dans le débat politique. Nous sommes d'accord pour régler le problème climatique, mais du point de vue et dans l'intérêt de qui ? Est-ce l'humanité que l'on veut sauver, ou juste sa fraction blanche et fortunée ? Quelle écologie garantit toutes les libertés, dont celle de circulation et d'installation pour tous sans distinction ? Quelle écologie défendons-nous ? Une écologie qui viendrait ajouter des frontières aux frontières, ou une écologie qui cherche à casser les murs ?

L'écologie pirate proposée dans cet essai tente de répondre à ces questions et envisage la possibilité de se libérer du système responsable du désastre climatique et des entraves à la liberté de circuler dont il a besoin pour se perpétuer. Si l'écologie est une science, alors l'écologie pirate est la science des stratégies qui permettent de reprendre du pouvoir, du temps et de l'espace au système colonial-capitaliste. Si l'écologie est une lutte, alors l'écologie pirate est une lutte collective pour que chaque individu puisse circuler librement. Si l'écologie est un mouvement social, alors l'écologie

pirate est le mouvement de toutes celles et ceux qui refusent l'injustice et veulent laisser autre chose aux enfants que ce monde nauséabond. L'écologie pirate est un projet de résistance qui a comme objectif la libération de la terre et comme horizon l'égalité humaine et la liberté de circuler.

Nous sommes nombreux à étouffer dans ce monde, assignés à résidence par mille murs infranchissables. C'est de là que vient notre soif de liberté. Mais nous ne pourrions nous libérer qu'ensemble, à l'issue d'une aventure collective. Le Roi des pirates est une Reine, et ce sera nous !

1. . Dans cet essai, par commodité, l'expression *système colonial-capitaliste* sera utilisée pour désigner l'imbrication du système capitaliste et du système colonial, de manière à ne pas invisibiliser les processus de hiérarchisation des terres et des individus dont ce système œuvrant à la destruction du vivant a besoin pour perdurer.

Les quartiers populaires, une sous-terre pour les Sans-terre

Le vieil homme finit de mettre les galettes de pommes de terre dans le pain.

La jeune femme le sermonne, inquiète pour son diabète : *Pourquoi mets-tu toujours les maâkouda dans du pain ? Inutile de jouer la nostalgie, je sais qu'on ne fait pas ça dans le Rif.*

Le vieil homme : *Ça vient de Bab-El-Oued...*

Le vieil homme continue en rentrant dans le détail, il sait comment attendrir son inspectrice de fille : ... *C'est la dernière chose que j'ai mangée à Alger avant de prendre le bateau pour Marseille, il y a plus de soixante ans.*

La jeune femme, effectivement attendrie : *Je comprends, ce sandwich a le goût de la terre que tu as quittée.*

Le vieil homme : *Je n'ai jamais quitté l'Algérie.*

La jeune femme : *Parce qu'à l'époque tu pensais y revenir ?*

Le vieil homme : *Ni je pensais revenir, ni je pensais quitter. J'avais dix-huit ans, je ne connaissais pas d'autre pays que l'Algérie, j'avais des faux papiers, pas un sou et pas un mot de français en poche. Et pourtant, quand je croquais dans mon sandwich en attendant le bateau face à la mer, j'étais fou de joie et d'impatience.*

Et le vieil homme conclut, en pirate : *Ce sandwich-là, il a le goût de l'aventure !*

Les raisons pour lesquelles les émigrés d'Afrique sont venus en Europe sont diverses : leur terre était devenue inhabitable, ils voulaient assurer un

meilleur avenir à leurs enfants ; ou alors ils sont partis à l'aventure, ils ont pris la mer, pour voir le monde, pour réaliser un rêve. Certes, on parle depuis la France de l'immigration africaine comme d'une immigration de travail. Et elle l'est en effet du point de vue du capital. Mais ce n'est pas une émigration de travail. Aucun émigré n'a pris la mer *pour* travailler en France, *pour* reconstruire la France. Pourquoi seraient-ils venus *pour* refonder l'ancienne puissance coloniale qui, quelque temps auparavant, était venue enfumer et gazer leurs familles jusque dans les grottes et les forêts où elles s'étaient réfugiées ? Non, quand ces émigrés d'Afrique ont pris la mer, ce n'était pas *pour* être réduits à leur force de travail.

La condition de l'immigré : utile, errant et privé de pouvoir politique

Reste qu'en France, un immigré est apprécié en fonction de son utilité. On a fait venir d'Afrique les jeunes hommes qui semblaient les plus exploitables pour descendre dans les mines de charbon, réparer les rails gelés des trains par des températures insupportables, travailler dans les champs sous un soleil de plomb. Lors des nombreux débats sur l'immigration, il est très rare que l'on évoque la dignité humaine de ces immigrés d'hier et d'aujourd'hui. On cherche plutôt à comparer les coûts et les avantages de l'immigration. Certains disent que les immigrés coûtent trop cher. Les plus progressistes arguent que les immigrés – *formidable vivier indispensable aux secteurs de la restauration et du bâtiment* – rapportent plus qu'ils ne coûtent au système d'allocations familiales et à la Sécurité sociale. Les pouvoirs publics vont jusqu'à calculer le coût des discriminations raciales dans et pour les entreprises, tentant de démontrer qu'il est plus coûteux de discriminer que de ne pas discriminer. Ainsi, ce n'est jamais l'égalité humaine qui détermine le choix de ne pas opprimer, c'est le coût de l'oppression pour le capital.

La population descendante de l'immigration postcoloniale n'a de valeur que par ce qu'elle rapporte. Elle doit être *utile* à la société, comme les arbres qui n'existent que pour absorber le dioxyde de carbone et servir d'îlots de fraîcheur, ou les chèvres des bergeries urbaines dont la fonction est de divertir les passants. Ce vivant-là doit *servir* à quelque chose.

La population descendante de l'immigration postcoloniale doit constamment faire la démonstration de son utilité et, si elle n'est pas jugée assez utile, elle doit disparaître. Elle est jetable. Mise au travail mais aussi constamment en sursis. D'autant mieux mise au travail qu'elle est en sursis : si elle n'est pas assez utile, alors dehors ! La condition jetable des immigrés et de leurs descendants est régulièrement mise en scène et en œuvre, de l'« Aide au retour volontaire » – *Prends 10 000 balles et casse-toi !* – à l'organisation des retours forcés dans les années 1970, en passant par la double peine, le harcèlement et l'enfermement des personnes migrantes, y compris des enfants, jusqu'aux débats sur la déchéance de nationalité, à gauche comme à droite, qui se font toujours plus menaçants. Au point qu'aujourd'hui, en 2022, sont organisés, durant plusieurs mois, des débats publics à des heures de grande écoute afin de savoir s'il faut, ou non, déporter une grande part des familles musulmanes vivant en France. Comme un rappel à l'ordre : une partie de la population est ici chez elle, l'autre est éjectable, en sursis, en débat. Voilà dans quelle abjection médiatique et politique grandissent aujourd'hui les enfants des quartiers populaires en France.

Les immigrés n'ont pas été installés n'importe où : ils se sont retrouvés dans des foyers de travailleurs dirigés par des anciens de l'Algérie française, puis, avec le regroupement familial, dans des HLM à proximité de leurs lieux de travail, dans la périphérie des grandes villes industrielles, sur des terres polluées, dans une atmosphère polluée. Ces familles d'immigrés ont été isolées du reste de la population (*Nous les Français/Vous les étrangers*) et assignées au plus petit espace – identitaire, communautaire, physique, spirituel – possible, de manière à réduire les

individus à leur seule force de travail. Et on a toujours pris soin de les maintenir en dessous : *Quoi que vous fassiez, qui que vous soyez, vous n'êtes pas ici chez vous.*

La condition d'*utilité économique* de l'immigration dite de travail dans les années 1960 et 1970 s'est transmise, de génération en génération, *via* un processus de *désancrage* consistant à empêcher cette population de se sentir chez elle là où elle vit, à la mettre en situation d'*errance* perpétuelle. C'est d'ailleurs ce qui fait la spécificité des descendants de l'immigration africaine par rapport à celles et ceux de l'immigration européenne pour lesquels, la *condition utilitaire* a disparu au bout d'une génération, la deuxième génération ayant été autorisée à s'ancrer dans le territoire. De leur côté, les troisième et quatrième générations de descendants de l'immigration africaine continuent de souffrir de cette réduction à l'utilité et de cette mise en errance.

La condition d'*errance* caractérise notamment le fait que des personnes, qui pourtant n'ont pas migré, qui parfois même n'ont jamais quitté le quartier où elles sont nées, continuent d'être taxées d'immigrées. On associe au fait migratoire les populations non blanches nées en France, non pas pour dire qu'elles sont venues d'ailleurs, mais pour répéter qu'elles n'y sont pas chez elles. Cela fait partie du processus de *désancrage* : empêcher des personnes de se sentir chez elles là où elles habitent.

À cause de ce *désancrage* organisé, ce qui aurait pu être une richesse – être d'ici et de là-bas – est devenu une malédiction : n'être ni d'ici ni de là-bas, continuer à errer. C'est d'ailleurs à mon sens ce qui définit le mieux la population venue d'Afrique installée en Europe : elle est privée de terre, elle vit sans terre, elle erre.

Les politiques publiques contribuent de mille et une manières à *désancrer* la population non blanche vivant dans les quartiers populaires. Elles promeuvent par exemple, au niveau local, une *lutte contre l'oisiveté* en direction de la jeunesse : circuler dans la rue, être dehors sans raison valable, c'est, aux yeux des autorités, être *oisif*. Tout un arsenal législatif

a même été mis en place afin de punir les jeunes qui se retrouvent à plusieurs en bas d'un immeuble. En somme, ils n'ont pas le droit de *traîner dehors*.

Et pourtant, ces jeunes *traînent*, de plus en plus nombreux depuis les années 1970. Que va-t-on faire d'eux ? Difficile de leur enjoindre d'être *utiles* : les enfants sont justement cette partie de l'humanité censée ne pouvoir être réduite à cela. Ce devrait au contraire être la société qui leur porte assistance, qui les protège, les éduque, leur garantisse de bonnes conditions de vie. En conséquence, ces enfants-là ont droit à un régime spécial : on les *désenfantise*. C'est logique : si ces enfants ne sont pas des enfants, rien n'oblige à leur garantir leurs droits d'enfants. On les fixe dans le quartier, tout en leur interdisant de s'y *ancrer*. Ils sont sous contrôle. Ils doivent apprendre un métier utile. Ne pas perdre de temps à philosopher.

Ces enfants d'immigrés africains, qui rêvent eux aussi d'aventure et de prendre la mer, mais que l'on veut à tout prix assigner à résidence, que va-t-on en faire ? L'État français n'a toujours pas répondu à la question. Il hésite, il ne se décide pas. Il lui arrive parfois, de plus en plus rarement, de leur mettre une petite tape sur l'épaule en leur promettant – *On va y arriver !* – des jours heureux grâce à la mise en œuvre d'un énième *Plan Marshall des banlieues* ; mais cela ne consiste qu'à passer une ou deux couches de peinture sur les bâtiments et à organiser des *job dating*. Le résultat de ce saupoudrage financier sur cinquante ans de problèmes structurels est parfaitement visible : il est nul. Alors le plus souvent, l'État brandit les chiffres de la délinquance et se plaint que si rien ne se passe, c'est à cause des jeunes des quartiers. Et que le seul *Plan* que méritent ces irrécupérables, c'est – quand il ne s'agit pas de *passer un coup de karcher* – un plan qui les maintienne sous contrôle, en attendant. Mais en attendant quoi ? Sur ce point, l'État français n'en finit plus de tergiverser, et les enfants des quartiers populaires grandissent depuis des décennies à l'ombre de cette hésitation qui, alors que le champ politique ne cesse de s'extrême-droitiser, les menace de plus en plus directement.

En attendant, donc, ils n'ont pas à sortir. Ils n'ont rien à faire dehors. L'espace public dans leurs quartiers n'est pas considéré par les autorités comme un lieu de vie : pas d'agora, pas de jeux ; la population ne décide pas de l'aménagement de son environnement, on décide pour elle. Cet espace public-là ne doit servir qu'à faire circuler les individus d'un point A à un point B, notamment les travailleurs vers leur lieu de travail, et à faciliter les patrouilles de police.

Mais ce *désancrage* organisé est aussi très utile pour une autre raison : il permet d'utiliser les lieux de vie des descendants de l'immigration postcoloniale afin d'y installer des incinérateurs, des usines, des *data centers*, des parkings, des échangeurs autoroutiers, des décharges, du bruit, du laid, des odeurs nauséabondes. Il permet d'en faire des lieux où l'on peut polluer et maltraiter la terre sans que cela ne provoque ni désordre ni révolte, puisque l'on ne cesse de répéter à cette population que cette terre n'est pas la sienne. Et cela s'insinue dans les esprits : *Ici ce n'est pas la Terre, ici c'est la terre des Français.*

La hogra et le petit supplément de haine du capitalisme

Bien que se comptant par millions, les habitants des quartiers populaires ne disposent d'aucun pouvoir politique. Il faut dire que la très grande majorité d'entre eux ne votent pas – tout est d'ailleurs fait pour – et que le fameux droit de vote des étrangers, promis de toute éternité par la gauche, apparaît désormais comme une chimère à laquelle on ne peut penser sans être pris de nausée.

Au sein des partis politiques, les cadres et dirigeants habitent presque tous en dehors des quartiers populaires. Et comme tout est mis en œuvre afin d'empêcher les espaces, organisations et propositions politiques autonomes, aucune offre électorale alternative n'existe. Les populations des quartiers populaires n'ont donc guère d'autre choix que de se résigner à participer au système clientéliste, seule forme tolérée de rapport au politique.

Quand il s'agit d'écologie, on a pris l'habitude de voir des Blancs des quartiers pavillonnaires parler au nom des quartiers populaires, sans jamais prendre en compte leur point de vue. Faisant mine de s'en attrister, les uns prétendant que les autres ne s'y intéressent pas. À aucun moment, la très forte ségrégation socio-raciale et les inégalités environnementales ne sont abordées, et les habitants des quartiers populaires sont ainsi laissés sans pouvoir. Le processus qui a fait d'eux des Sans-terre et des Sans-pouvoir facilite la mise à disposition des quartiers où ils vivent au profit de populations qui n'y vivent pas, mais qui y sont, elles, considérées comme plus légitimes car blanches, et peuvent si besoin se les approprier.

Sans terre, sans pouvoir, les descendants et descendantes de l'immigration postcoloniale sont aussi sous-humanisés ; ils et elles vivent dans leur chair et dans leur quotidien l'expérience de la *hogra*. Par *hogra*, il faut entendre la volonté institutionnelle de terroriser et humilier les individus ; la *hogra* est l'expression d'une haine en apparence gratuite, du viol de ce qui fait la dignité d'un être, jusqu'à le *faire passer sous terre* (traduction d'une expression rifaine synonyme de *hogra*). Mais sa fonction est de rappeler l'individu à l'ordre socio-racial. C'est ce qui se passe par exemple quand un policier chuchote à l'oreille d'un enfant de quatorze ans que s'il le revoit encore *traîner dehors* il le battra jusqu'au sang.

Ce qui est terrifiant, c'est que cette terreur d'État ne choque personne ou presque. C'est comme ça, c'est normal : il n'avait qu'à ne pas *traîner dehors*.

Ce qui est terrifiant, c'est que ce rappel à l'ordre n'est pas un cas isolé ; il participe d'un système qui dépasse cet homme en uniforme, un système qui organise la société depuis très longtemps et qui aujourd'hui apparaît comme le seul possible, sans alternative claire. Tout peut changer – le système monétaire, l'organisation du travail, les règles du jeu démocratique, le système fiscal... –, il y a un plan alternatif pour tout, sauf pour libérer ces enfants de la *hogra*. Quoi que disent, quoi que fassent les parents de ces enfants-là, bons ou mauvais élèves de la République, ils et elles seront violés dans leur dignité. Comment ces enfants pourraient-ils grandir

heureux sachant qu'ils auront à subir ce traitement toute leur vie, comme leurs parents avant eux ? Comment faire face à cette humiliation érigée en système, à cette manière de traiter les descendants de l'immigration africaine, partout en Europe, du plus jeune au plus vieux ? Il n'y a personne pour écouter ces enfants terrifiés, aucun contre-pouvoir ni aucune échappatoire, rien que des murs. Les descendants de l'immigration postcoloniale doivent apprendre à vivre avec cette *hogra*.

Mais ce qui est plus terrifiant encore, c'est de savoir depuis son plus jeune âge que la *hogra* est *nécessaire*. Que c'est parce que l'on est humilié que la société est en ordre. Il faut que certaines personnes soient détruites dans leur dignité, *passées sous terre*, terrorisées, afin qu'elles acceptent d'être exploitées et dépossédées. Si l'on n'est pas humilié, si l'on n'est pas sous-humanisé, la société ne peut plus fonctionner. Ce qui n'empêche pas que soit présent dans la *hogra* un petit supplément de haine que le système capitaliste n'exige pas, quelque chose qui pourrait conduire les hommes armés en uniforme au service d'un gouvernement d'extrême droite à terroriser des enfants jusqu'au sang, sans que cela soit nécessaire. Ce qui veut dire que même si la lutte anticapitaliste devait l'emporter, le problème ne serait pas réglé : demeurerait cet incontrôlable petit supplément de haine qui menace les enfants descendants de l'immigration africaine depuis si longtemps.

Race, travail et désastre climatique

Mais la question raciale ne concerne pas que les populations non blanches. Sur le marché du travail par exemple, le racisme détermine l'expérience de tous les individus, et pas uniquement l'expérience des non-Blancs. Il détermine l'accès à l'emploi, les conditions de travail et les revenus des uns et des autres, des uns par rapport aux autres. Les uns seront discriminés, les autres privilégiés. Le racisme permet aussi de réguler la masse salariale grâce au licenciement. Ainsi, par exemple, chaque attentat islamiste fournit une occasion de se débarrasser de certains salariés sans

avoir à le justifier. En 2015, l'ambiance islamophobe était telle – *des* musulmans avaient commis des attentats, il fallait que *les* musulmans payent pour ça – que le simple fait de la critiquer faisait encourir le risque d'être soi-même taxé d'islamiste. Les vagues de licenciements abusifs s'étaient alors multipliées, normalisées grâce au racisme.

Pour fonctionner aujourd'hui, le capitalisme a besoin de produire de la race et du territoire. Pour accumuler le maximum de profits, il a besoin de hiérarchiser les individus et les terres, de produire du vivant respectable et du vivant méprisable ; des groupes d'humains supérieurs et des groupes d'humains inférieurs ; des terres à protéger et des décharges : si les non-Blancs ne sont pas des humains comme les autres, il est légitime qu'ils ne puissent pas circuler librement, qu'ils soient moins rémunérés, que la terre où ils vivent ne leur appartienne pas, que l'on puisse extraire de cette dernière l'énergie convoitée et y enfouir les déchets encombrants.

Les populations des quartiers populaires sont mises au service de ce système qui les dupe et les vole, qui exploite les enfants, qui fabrique des choses inutiles en même temps que les besoins poussant à vouloir les posséder absolument, des choses que l'on ne peut ni réparer ni fabriquer soi-même. C'est cela qui détruit le monde. Et ce système perdure car les personnes qui travaillent à en assurer le fonctionnement en sont totalement dépendantes, y compris et surtout pour leurs besoins les plus élémentaires. Ce système perdure aussi grâce au racisme, qui neutralise les résistances au désastre écologique.

Afin de bien le comprendre, partons d'un cas concret, le secteur du téléconseil, où le taux de personnes non blanches habitant les quartiers populaires – qui sont par ailleurs souvent diplômées, sans que cela les aide à s'extraire de leur classe sociale – est particulièrement élevé. Dans ce secteur, *le petit supplément de haine* consiste à demander aux employés de changer de prénom. La raison ? Rien de bien précis. Or, pour une femme musulmane et d'origine africaine, le fait de se faire appeler Anne des centaines de fois par jour, huit heures durant, trente-cinq heures par semaine, finit évidemment *par la faire passer sous terre*. Mais qui cela

intéresse-t-il ? Ces personnes sont payées à la performance, avec un système de primes liées aux ventes effectuées ou aux crédits qu'elles auront réussi à refourguer. On les encourage à gruger un maximum de clients et, le plus possible, des clients qui leur ressemblent. La nuit, elles rêvent qu'elles se trompent sur les commandes ou les taux de réduction et que c'est un drame. Au-dessus d'elles, les superviseurs, eux-mêmes sous pression, sont à peine plus respectés que les téléconseillers.

De plus en plus, le téléconseil est délocalisé au Maroc ou au Sénégal, car le coût du travail y est moins élevé. Là-bas aussi on leur demande de se faire appeler Anne ou Antoine, comme s'ils habitaient au coin de la rue. Le *petit supplément de haine* n'a pas de frontière. On maximise les profits – tant pis pour les ravages que cela provoque – grâce à la délocalisation, mais surtout grâce aux entraves à la liberté de circuler : on peut payer moins cher le travail des Marocains et des Sénégalais parce qu'ils ne peuvent pas venir travailler en France où leur salaire serait plus élevé. Les entraves à la liberté de circuler permettent de comprimer les coûts du travail tout en divisant les travailleurs du Nord et les travailleurs du Sud. Ce qui a pour effet de neutraliser les résistances à l'exploitation des humains et à la spoliation des terres, au Nord mais surtout au Sud. On parle de plus en plus de *l'éthique au travail*, mais qui a les moyens de satisfaire l'exigence éthique ? Qui a le luxe de ne pas être mis au service de l'exploitation et de la spoliation du vivant ? Qui a la possibilité aujourd'hui de bifurquer vers les *nouveaux métiers de la transition écologique* ? Les mêmes que ceux qui sont partis hier à l'assaut des *nouveaux métiers de la transition numérique*. Faire croire que tout le monde peut prétendre à ces nouveaux métiers est une vaste escroquerie. La mécanique raciste qui structure l'orientation scolaire et le marché du travail fera que les bas revenus, la précarité, la faible valeur sociale resteront le lot des classes populaires, notamment non blanches, et que les plus hauts revenus, les conditions de travail avantageuses et la forte valeur sociale reviendront aux classes moyennes et supérieures blanches.

Les populations descendantes de l'immigration postcoloniale ont besoin d'une terre

Alors comment reprendre la main et le pouvoir de changer les choses ? Comment s'ancrer dans la terre qui nous fait tant défaut ? Comment la libérer et nous libérer avec elle ?

Pour y parvenir, il est bien sûr important de s'organiser en syndicats dans le sous-marché du travail qui nous est dédié ; la question de la reprise en main des moyens de production et de l'organisation du travail reste centrale. Le renouveau syndical à l'œuvre aujourd'hui dans les pays du Nord s'appuie sur les revendications antiracistes enfin considérées comme centrales. C'est ce dont témoigne l'expérience du tout jeune syndicat Amazon Labor Union, qui a remporté en 2022 dans un entrepôt de New York une victoire historique, notamment parce qu'il a su prendre en considération la question raciale au travail et mis la lutte antiraciste au cœur de son projet. Cela constitue une véritable source d'espoir.

Mais il faut aussi s'organiser à partir du territoire – et travailler à la jonction entre luttes de territoire et luttes syndicales –, et le faire en tant qu'*habitants des quartiers populaires*. Beaucoup d'entre nous ont déjà choisi de se définir politiquement en tant que tels. De ce point de vue, le tournant majeur a eu lieu à l'occasion des révoltes ayant suivi la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré en 2005. Certes, comme toutes les catégories, celle de *quartiers populaires* est mouvante, et si elle ne convient plus, on en changera. Nous sommes plus que d'autres condamnés à flibuster dans la manière de nous présenter au monde. En tout cas, nous ne voulons pas de ces stigmates que l'on aurait soi-disant réussi à retourner, nous voulons du beau. Et quand on parle des *habitants des quartiers populaires*, on se comprend, on ne se rabaisse pas, on ne s'enferme pas : le *quartier* signifie simplement qu'on a besoin d'un territoire, *populaire* que c'est notre classe sociale.

Pour nous, se dire *habitants des quartiers populaires* n'est pas un euphémisme visant à éluder la question raciale. C'est bien plutôt un choix

tactique qui a le mérite de contourner le piège du manichéisme colonial, de l'assignation raciale et de l'essentialisation. Si nous voulons améliorer nos conditions matérielles d'existence et nous libérer, il faut choisir le territoire (*les quartiers populaires*) plutôt que la race (*les personnes non blanches*), car le territoire est moins enfermant et possède une dimension collective, une puissance stratégique que nos corps respectifs, pris un par un, abîmés par les humiliations subies du ventre de nos mères jusqu'à la tombe, n'ont pas. Par ailleurs, un vécu discriminatoire, une expérience commune de l'oppression ne peuvent fonder un projet politique. Enfin, étant donné la politique de concentration des populations descendantes de l'immigration postcoloniale en France, le territoire dit déjà la race.

Les populations non blanches n'existent pas politiquement en tant que telles en France, elles ne sont pas organisées en communautés. Sans que l'on sache vraiment si c'est uniquement parce qu'elles sont empêchées de le faire ou si c'est aussi parce qu'elles ne le souhaitent pas. Mais c'est un fait. Ce qui existe en revanche, ce sont les quartiers populaires, avec de l'entraide éprouvée, des tensions, des conflits, des règlements de conflits, des élections locales, une communauté, des deuils, des naissances, des mariages, des trahisons et des luttes. Nous ne sommes pas chez nous en France, on nous le répète suffisamment, mais quand nous parlons de *quartiers populaires*, c'est pour dire que *dans nos quartiers du moins, nous sommes chez nous !*

D'ailleurs, plus que dans un territoire, les populations descendantes de l'immigration postcoloniale ont besoin de s'ancrer dans une terre. Le territoire désigne une partie par rapport à une autre, il traduit les rapports sociaux, il relève d'une gestion administrative. Ce qui nous fait défaut, c'est la terre : le tout, notre appartenance à l'humanité et au vivant, l'amour – ce sentiment qui lie la terre à ceux qui mourraient de la voir spoliée.

Être dépossédé de l'ancrage dans une terre, c'est être voué à l'errance et à l'impasse politique. Pendant des décennies, le débat a tourné autour de notre appartenance, ou non, à la nation. Mais ce qui nous manque, ce n'est pas une nation. Une terre, voilà ce qu'il manque aux populations

descendantes de l'immigration postcoloniale en France et en Europe. C'est pour ça que nous sommes à moitié morts à moitié vivants, morts-vivants, que nous ne cessons de tourner en rond. C'est pour ça que nous n'arrivons à rien.

Il y a quelques années, à Lund en Suède, à l'occasion d'un colloque universitaire intitulé *Écologie et extrême droite en Europe* – vaste programme... –, une jeune femme s'est approchée de moi et m'a dit avec une joyeuse familiarité qu'elle vivait en Suède depuis plusieurs années mais que nous venions du même endroit. Comme la jeune femme était visiblement originaire d'Afrique du Nord, je lui ai demandé, certaine de la réponse : *Ah, vous êtes du Maroc ?* Et elle de me répondre : *Non, de Seine-Saint-Denis !* Il existe donc bien un peuple du 93, et nous avons même un début de diaspora. Quelle joie. Quel potentiel surtout.

Aujourd'hui, en réalité, étant donné l'urgence climatique et politique, nous n'avons pas d'autre choix que de nous organiser *en tant que quartiers populaires*. Nous devons notamment tirer les enseignements de la gestion par les autorités de la crise sanitaire de 2020. Cette expérience donne une idée de ce que pourrait être la gestion de la crise climatique. Pendant cette période, en effet, une même politique sanitaire – le confinement – a entraîné des conséquences très différentes d'un territoire à un autre, d'une population à une autre. Les habitants des quartiers pavillonnaires ont ainsi été plus ou moins en mesure de s'adapter : école à la maison, télétravail, jardinage, maison de campagne, lectures permettant de s'apaiser ou de comprendre ce qui se passe, yoga... Beaucoup ont pu échapper au confinement en famille, se détendre, prendre du temps pour réfléchir en forêt ou au bord de la mer.

Côté quartiers populaires, les choix politiques des autorités ont causé une forte surmortalité. Les *premiers de cordée* et autres *essentiels* ont non seulement vu leurs conditions de travail se dégrader totalement – en ayant été plus ou moins contraints d'aller travailler la peur au ventre –, mais ont aussi subi un surcroît de répression policière, motivée par le rapport hygiéniste et raciste vis-à-vis de populations considérées comme

grouillantes et menaçantes – et qui n’ont pas à *traîner dehors*. Les choix politiques des autorités ont tué, notamment des hommes non blancs obligés d’aller travailler pour survivre. On sait que la surmortalité liée au covid est due à l’usage des transports en commun et au travail sur site, mais les causes sont en réalité nombreuses : moindre accès aux soins, soins de moins bonne qualité, plus de dépressions, maladies autres que le covid qui n’ont pas été traitées, appartements exigus. Et ces conditions matérielles ont été aggravées par la restriction totale de la liberté de circuler. D’ailleurs, alors que l’on s’alarmait de ces entraves et de l’enfermement parmi les classes moyennes et supérieures blanches, personne n’évoquait le sort des populations des quartiers populaires dont le confinement était beaucoup plus invivable et fréquemment létal. Comme si, concernant ces dernières, la liberté de circuler et de jouir d’un espace décent pour vivre, jouer ou se détendre, était hors-sujet. Comme si ces populations, elles, n’avaient pas besoin de liberté pour vivre.

Ainsi, les autorités n’ayant pris en considération que les intérêts des classes moyennes et supérieures, les habitants des quartiers populaires ont été dépossédés de leur capacité de *s’adapter* à la crise épidémique. La question de l’*adaptabilité* ne s’est posée qu’à l’égard des populations ayant du pouvoir politique et pouvant influencer sur les décisions en fonction de leurs intérêts.

À la lumière de cette expérience, il n’est pas difficile de prévoir qui aura la faculté de s’adapter au désastre climatique. Et qui ne l’aura pas. Il n’est pas non plus difficile de comprendre l’intérêt stratégique des classes moyennes et supérieures blanches à s’accaparer le champ de l’écologie et à se positionner comme la seule classe écologique. Cela leur permettra de négocier directement avec les autorités la nature et les modalités du changement jugé nécessaire en vue de *s’adapter* au dérèglement climatique. Telle question pourra être décrétée urgente et pas telle autre, telle lutte défendue comme nécessaire et pas telle autre, tel sacrifice comme indispensable et pas tel autre. Seule cette classe écologique sera habilitée à définir les critères à partir desquels le monde pourra être considéré

comme invivable. Sans pouvoir politique, les habitants des quartiers populaires – celles et ceux qui seront les premières victimes du désastre climatique en France – ne seront pas invités à cette table des négociations.

L'un des exemples les plus significatifs concerne la pollution atmosphérique. Si l'on respire mieux dans les quartiers pavillonnaires que dans les quartiers populaires, ce n'est pas un hasard. C'est le résultat de rapports de forces et de choix politiques qui, depuis le début de l'ère industrielle, ont déterminé par exemple les zones d'implantation des usines. Celles-ci ont toujours été construites très à l'écart des lieux de résidence des classes supérieures, mais à proximité des quartiers populaires.

De la même manière, face au désastre climatique, les choix politiques conduisent à une vulnérabilité différenciée des terres et des corps. La question de la vulnérabilité des terres est essentielle : on ne subira pas de la même façon les effets du réchauffement climatique selon que l'on se trouve sur tel ou tel territoire, plus ou moins bétonné, pollué, densifié, inondable. Mais la question de la vulnérabilité des corps est tout aussi fondamentale : sur un même territoire, on ne subira pas de la même façon le changement climatique selon son état de santé, l'accès aux soins et services publics, les autres réseaux de solidarité (parents, familles, collègues, voisins, eux-mêmes plus ou moins en possession de moyens et en capacité d'aider), l'espace pour vivre et circuler, les portes de sortie (s'abriter ailleurs, fuir à la campagne ou à l'étranger).

Sans organisation écologique, les classes populaires – et en particulier leurs fractions vivant dans les quartiers populaires – sont non seulement condamnées à littéralement étouffer, mais en plus à être tenues pour responsables de leur propre malheur : elles polluent à cause de leurs vieilles voitures diesel... On connaît les méthodes qui permettent d'inverser les rôles et de rendre responsables les victimes. Si les gens des quartiers populaires ne participent pas aux rapports de forces auxquels les contraint le réchauffement climatique et s'ils n'organisent pas eux-mêmes les modalités de leur *adaptation*, ils n'auront que leurs yeux pour pleurer. C'est en tant qu'habitants de quartiers populaires autonomes qu'ils doivent

impérativement et urgemment entrer dans l'arène électorale et politique. Même s'il faut en effet travailler à une alternative politique, il faut aussi sauver les meubles. Les deux doivent aller de pair : un pied dans l'institution, un pied dans le quartier.

Si nous ne le faisons pas, nous serons condamnés à revivre ce type d'histoire : en plein hiver, dans une ville très populaire gentrifiée à grande vitesse, l'eau brûlante de tous les radiateurs d'un immeuble a inondé les appartements sur plusieurs étages. Aucun des locataires – qui étaient pourtant dans l'eau jusqu'aux cuisses – n'a accepté de participer à la mobilisation pour dénoncer la vétusté et la dangerosité des installations ayant conduit à l'inondation. Ils et elles savaient bien que d'importants travaux étaient nécessaires, et ce depuis de longues années, faute de quoi leurs familles seraient en danger. Mais ils et elles ont fait comme si ce n'était pas grave afin de ne pas donner au bailleur social l'occasion de profiter des travaux pour les remplacer par de nouveaux locataires à même de payer un loyer beaucoup plus élevé. C'est ce qui était arrivé quelques années auparavant aux locataires de l'immeuble d'à côté. Sans pouvoir politique, la rénovation urbaine – si elle se traduit par des espaces publics et privés plus agréables, plus propres, plus confortables, moins dangereux et où les mobilités sont facilitées – restera synonyme de gentrification, et l'on ne pourra l'éviter même en renonçant, comme ici, aux droits les plus élémentaires.

Il s'agit là d'un exemple emblématique du prolongement de la gestion coloniale des quartiers populaires : leurs habitants ne sont pas considérés comme étant chez eux et doivent donc laisser la place aux populations blanches des classes moyennes supérieures si celles-ci estiment en avoir besoin (volonté d'acheter une maison, de se rapprocher de son lieu de travail, envie d'un jardin). C'est une guerre de territoire qui ne dit pas son nom mais est visible à l'œil nu par qui veut bien y regarder. Et avec la crise climatique et politique qui se profile, ces classes moyennes et supérieures blanches vont estimer avoir besoin de plus d'espace et de terres, celles des quartiers populaires, afin de mieux respirer et de mieux vivre. De fait, le

danger en France et en Europe n'est pas l'écofascisme, qui reste résiduel. Le danger, c'est le basculement à l'extrême droite des classes moyennes supérieures blanches et le projet écologique que cette force politique pourrait mener, dans le prolongement des processus de gentrification qui avancent déjà masqués derrière la cause environnementale.

Afin de se préparer au mieux aux effets du dérèglement climatique à venir, et face au danger que représente pour les familles des quartiers populaires un projet de lutte contre le dérèglement climatique porté par l'extrême droite, il faut peser politiquement. Les quartiers populaires, ce sont des millions de personnes, soit un potentiel démographique et stratégique colossal. Et d'expérience, on sait que le peu de victoires que l'on parvient à obtenir le sont au niveau local.

Dans tous les cas, une terre où vivent des Sans-terre sera toujours considérée comme une sous-terre ; il y a en effet un intérêt à ce que personne ne puisse protéger les terres destinées à être maltraitées, à ce que personne ne puisse refuser de quitter les lieux convoités par d'autres, plus riches. Notre sort, le sort de nos enfants, sont liés au sort des quartiers populaires. Nous ne serons pas libres tant que les territoires où nous vivons seront considérés comme une terre à coloniser ou un endroit où garer son SUV avant de se rendre en métro à Paris.

*

* *

Les quartiers populaires, c'est notre terre. Certes, ce n'est pas une terre très belle : elle a été abîmée, polluée, rendue dangereuse. Mais si elle a pu être ainsi maltraitée, c'est parce que nous sommes nous-mêmes maltraités. Sa libération passe par notre libération, notre libération passe par la sienne. On meurt de ne pas avoir de terre, de ne pas y être considérés comme chez nous. Cette terre meurt car ceux qui l'habitent ne sont pas considérés

comme chez eux. Et pourtant c'est dans cette terre-là qu'il faut nous ancrer car c'est là que grandissent nos enfants et petits-enfants. C'est avec elle et à travers elle qu'il faut se définir politiquement.

Les murs infranchissables

Le vieil homme se tourne vers sa fille : *Les frontières du Maroc sont fermées à cause du covid... Que Dieu nous vienne en aide, comment va-t-on faire si on meurt en France maintenant ?*

La jeune femme se veut rassurante : *Ne t'inquiète pas... Si Dieu le veut, tu ne mourras pas du covid, on va faire attention.*

Le vieil homme : *Je n'ai pas peur de mourir, qu'est-ce que tu racontes ? Si mon heure a sonné, elle aura sonné. Ce qui me fait peur, c'est d'être enterré ici.*

La jeune femme : *Ça c'est un détail ! Être enterré ici ou là-bas, c'est la même chose, c'est la même Terre.*

Le vieil homme fixe la jeune femme du regard, plus sérieux que jamais : *Écoute-moi bien ma fille, plutôt mourir que d'être enterré ici !*

La mort n'est pas une formalité administrative, juste un corps dont il s'agirait de se débarrasser car devenu inutile. L'enterrement est un droit et la dignité du défunt et de son corps doit être respectée. Où se faire enterrer ? Où enterrer les siens ? Ces questions sont des préoccupations fondamentales. Pourtant, personne ne semble s'étonner qu'elles ne soient jamais posées aux habitants des quartiers populaires, en grande partie musulmans.

L'islamophobie, processus de désancrage et d'assignation à l'utilité

En France, les musulmans ne peuvent pas être enterrés dignement car les règles en vigueur ne permettent pas que les rites funéraires propres à l'islam soient respectés. C'est le cas y compris sur certains territoires où la majorité de la population est musulmane et où, pourtant, il n'existe aucun cimetière musulman. Les autorités détournent le regard ou ne se posent même pas la question : *de toute façon, les immigrés ne sont pas ici chez eux, alors une fois morts, quand ils ne servent vraiment plus à rien, ils n'ont qu'à repartir.* Mais de fait, quel musulman voudrait être enterré dans un pays où l'on se voit privé de le faire dignement et où les rares tombes musulmanes sont régulièrement saccagées ? Quel musulman, qui subit l'islamophobie quotidiennement tout au long de sa vie, pourrait vivre en paix dans un pays où il ne pourra reposer en paix ? C'est une angoisse très forte ; et lorsque l'on se retrouve confronté à la question de l'enterrement et du rapatriement, cette angoisse est vécue en famille. Les parents ne cessent de s'assurer auprès de leurs enfants que leur volonté sera bien respectée : *plutôt mourir que d'être enterré ici !* Ils peuvent aussi compter sur les assurances, caisses de village ou systèmes de redistribution que chaque région de l'Afrique musulmane a mis en place pour gérer le retour à la terre natale de ses enfants qui ont pris la mer. Et ces caisses et systèmes sont bien dotés car les musulmans donnent beaucoup : si l'enterrement digne est un droit pour chacun, il est aussi une obligation de l'ensemble de la communauté.

Chez les musulmans, la France est cette terre où l'on a peur d'être enterré. Malgré ce que racontent les livres d'histoire au chapitre Immigrations, c'est tout sauf une terre d'accueil. La couche de béton armé qui, dans les quartiers populaires, sépare les immigrés musulmans de *la terre des Français* est tellement épaisse qu'il est impossible de se sentir accueilli, nourri et aimé par cette terre, tout comme il est impossible de l'aimer et d'envisager d'y reposer en paix.

Même aujourd'hui, après plusieurs générations de descendants de l'immigration africaine et de mariages mixtes, la question continue de se poser avec la même acuité : où seront enterrés les enfants des quartiers populaires ? Leurs âmes seront-elles, elles-aussi, condamnées à errer s'ils

n'ont pas de terre où être enterrés dignement ? Cette question n'est pas que religieuse, elle est également politique : c'est parce que les habitants musulmans des quartiers populaires nés en France n'ont pas de terre où être enterrés qu'ils sont sans-terre.

La question de l'espace nécessaire à un enterrement digne pose plus généralement la question de l'espace spirituel accordé aux musulmans de France, espace qui permet de ne pas rompre le lien avec la communauté humaine, avec le vivant, avec Dieu.

En France, les autorités cherchent par tous les moyens à réduire au maximum cet espace afin de garder les musulmans sous contrôle, de les assigner à résidence en faisant en sorte, de manière obsessionnelle, que ce soit *l'islam* qui ne puisse pas *traîner dehors*. L'islam a été renvoyé au foyer, enfermé entre quatre murs dans des HLM étriqués. Mais ce n'est jamais assez, et les autorités cherchent maintenant à entrer avec leurs gros sabots boueux dans le Coran, pensant pouvoir y faire leur marché : *Telle sourate oui, telle sourate non ; ça on peut le garder, ça il faut le jeter*.

La seule voie dans laquelle on encourage les musulmans à aller est celle de l'ordre, de la réaction et de la discrétion. Tout ce qui dépasse est surveillé, la politique et le sens critique sont combattus. Même lorsque les autorités font la promotion de la subversion en terre d'Islam, l'objectif n'est jamais de susciter les débats et d'améliorer la condition des musulmans et musulmanes, mais de diviser et d'humilier l'ensemble de la communauté.

Les aspirations spirituelles de la population musulmane qui vit dans les quartiers populaires sont de toute façon systématiquement ignorées ou dénigrées. Par mépris de classe – l'islam est la religion des classes populaires – et par racisme – l'islam est la principale cible du suprémacisme blanc. Les musulmans sont toujours présentés comme dénués de spiritualité, et leur religion n'est considérée au mieux que comme une somme d'interdits plus ou moins archaïques.

Tout ça me semble parfaitement illustré par l'anecdote suivante. Cela se passe à Sciences-Po il y a quelques années, où un professeur de droit constitutionnel commence son premier cours en parlant du ramadan en

Afrique du Nord. Il vient d'apprendre par la radio que débute ce jour-là le mois de ramadan : *Faut-il être stupide pour mettre à l'arrêt la production et la consommation d'un pays sous-développé comme la Tunisie pendant un mois entier ?! Le ramadan en Arabie au VIII^e siècle, parce qu'il y faisait très chaud et pour éviter les problèmes de digestion, on peut bien le comprendre. Mais dans le monde d'aujourd'hui, le ramadan n'a absolument aucun sens, ça n'est plus du tout utile.* Malgré l'absence de lien entre le ramadan et le droit constitutionnel, aucun des étudiants présents – parmi lesquels quelques futurs députés et ministres – ne réagit. Soit le tableau d'une élite politique biberonnée à l'islamophobie, par laquelle la dimension spirituelle et intellectuelle de l'islam restera à jamais ignorée : comme les immigrés d'Afrique, la religion musulmane doit être *utile*, c'est-à-dire compatible avec l'organisation sociale et économique du pays. C'est ce qui explique que, lorsqu'ils ne sont pas ridiculisés ou diabolisés, les musulmans sont sans cesse appelés à *moderniser* leur religion, à *l'adapter au monde d'aujourd'hui*.

La *salât* par exemple, la prière islamique, est vue d'un très mauvais œil parce qu'elle est un espace-temps autonome, à soi, que rien ne peut déranger – pas même, aime-t-on à répéter dans la culture musulmane des quartiers populaires, Hassan et Hussayn, enfants chéris qui jouent gaiement sur les épaules de leur grand-père prosterné. Cet espace-temps de quelques minutes qui se répète cinq fois par jour n'est pas compatible avec la cadence infernale des trois-huit. D'ailleurs, dans les années 1970, les immigrés d'Afrique ont dû se battre pour obtenir des salles de prière dans les foyers de travailleurs où ils vivaient.

La *salât*, c'est un lien entre l'individu et Dieu qui échappe au contrôle institutionnel et que les autorités considèrent comme un *signe de radicalité* beaucoup plus dangereux que le ramadan. Car si le jeûne chasse le consumérisme par la porte au lever du soleil, l'industrie agroalimentaire grimée en industrie du halal peut revenir par la fenêtre au soleil couchant : *consommez, consommez, chers clients musulmans !*, chantent les

hypermarchés sur une musique aux mille et une saveurs orientales. À la différence du ramadan, la *salât* ne peut en rien être *utile*. Le temps de la *salât* est un temps perdu pour le système colonial-capitaliste, ce qui explique largement pourquoi cette pratique est autant diabolisée par les autorités.

L'islamophobie en France a donc pour conséquence d'assigner l'islam entre quatre murs et de désacraliser l'espace spirituel des musulmans. Cela contribue à couper du vivant et de la terre une population musulmane placée dans l'incapacité de s'ancrer en France. Et cela explique en partie sa faible participation à la *protection de l'environnement*. En ce sens, la lutte contre l'islamophobie devrait avoir toute sa place dans le champ écologique : elle permettrait à cette population de s'ancrer davantage dans le vivant et le monde sensible et de sentir qu'elle est chez elle au sein du mouvement écologique.

Malheureusement, l'islamophobie règne aussi dans le champ écologique, y compris à gauche ; et à tel point que cette perspective n'est même jamais évoquée. La plupart des courants écologiques se présentant comme *décroissants*, par exemple, continuent d'être considérés comme de gauche malgré des positions islamophobes. S'ils ne nient pas la dimension spirituelle dans l'écologie – difficile de faire autrement, l'écologie partout dans le monde est associée à une forme de spiritualité –, ils distinguent la bonne spiritualité de la mauvaise. À les entendre, les bonnes croyances sont lointaines et ancestrales, on évoque tel ou tel peuple autochtone d'Amérique du Sud. Mais jamais l'islam. Il y aurait pourtant un lien à faire entre le sort réservé à ces peuples et celui de la minorité musulmane en Europe (même si la situation est bien sûr moins dramatique pour cette dernière) : discriminations massives, désacralisation de la spiritualité et privation de terre. Mais évidemment, ce lien n'est jamais fait car les musulmans ne sont pas considérés comme une minorité religieuse discriminée, mais comme une masse dangereuse pour le reste de la population.

Si l'on dénie aux musulmans toute capacité à entretenir un rapport profond à ce qui nourrit l'esprit, on le fait également quand il s'agit de ce

qui nourrit le corps. On leur répète sans cesse : *Avant on mangeait tous la même chose. Les immigrés ne faisaient pas toutes ces histoires de halal, ils mangeaient ce qu'on leur donnait, point ! Et tout le monde était content.* Cela est faux bien sûr, les jeunes hommes venus d'Afrique dans les années 1960 et 1970, même dans les conditions déplorables des foyers Sonacotra, étaient beaucoup plus exigeants sur la nourriture que quiconque aujourd'hui. Ils cuisinaient tous leurs repas, souvent en collectivité, et surtout ne mangeaient que ce dont ils pouvaient retrouver la provenance – en somme, des adeptes de la *traçabilité* avant même que le mot ne soit inventé. Jusqu'à aujourd'hui, ces immigrés installés en France n'ont jamais mangé de légumes en conserve ou de fruits en compote – *comment être sûr de leur provenance ?* –, cette nourriture industrielle étant pour eux synonyme de fin du monde. La viande provenait de telle ferme et pas de telle autre, et sa réputation devait se stabiliser sur de nombreuses années avant d'être reconnue comme *halal*.

Évoquer la première génération d'immigrés africains en disant qu'ils mangeaient *tout ce qu'on leur donnait*, c'est une manière de renvoyer leurs descendants à la docilité – inventée de toutes pièces – de leurs parents : ils doivent arrêter de faire des histoires. Et s'ils posent la question pourtant essentielle – universelle – du *bien manger*, ils se voient pointés du doigt : *Vous avez vu, on vous avait bien dit qu'ils n'étaient pas végétariens mais musulmans.* Comme si l'on ne pouvait pas être les deux. En France, quand des musulmans parlent de nourriture, ils sont tout de suite enfermés dans les polémiques dont ce pays a le secret : *Ce qu'ils veulent, en vérité, c'est mettre du halal partout.* Il y aurait pourtant un vrai débat à avoir sur le *halal*, un débat philosophique, subtil, qui existe depuis des décennies au sein de la communauté musulmane et pourrait intéresser tout le monde. Étant donné les conditions de vie des animaux dans les élevages industriels, la nourriture *halal* – c'est-à-dire *licite*, en arabe – peut-elle véritablement être considérée comme telle ? En clair, les élevages industriels sont-ils

licites ? Cette question ne peut pas être traitée dans le débat public en France car le point de vue des musulmans n'est pas légitime : *ils doivent manger ce qu'on leur donne, point.*

Nos corps colonisés : la domination de l'industrie agroalimentaire

De manière plus générale, *bien manger* n'est pas un droit, ce qui relève d'une très grande injustice sociale. La nourriture belle, bonne, saine, en accord avec sa religion et son état de santé, est réservée à une toute petite minorité. Les autres sont pris dans les filets de l'industrie agroalimentaire. Bien manger n'est donc pas un droit, c'est une distinction. Une petite minorité s'organise, souvent au nom de la cause environnementale et écologique, de manière à s'assurer un accès exclusif à la petite part de nourriture de qualité, grâce aux murs infranchissables érigés entre cette nourriture et les classes populaires : prix, distance géographique, distance culturelle. La question du bien-manger n'est pas considérée par cette minorité comme un enjeu d'égalité, elle se pose de manière individuelle et performative : *Je mange sain, mon corps est sain.* On va retirer son panier de fruits et légumes à l'Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), dispositif de classe par excellence, sans se soucier que l'on ne produit pas de nourriture de qualité pour tout le monde. C'est dire l'hypocrisie de ceux qui invitent les habitants des quartiers populaires à se fournir auprès des Amap, par exemple : si toutes les classes populaires décidaient tout à coup de le faire, le dispositif s'effondrerait immédiatement. Il n'y a pas assez de nourriture saine pour tout le monde, cela ne dépend pas de la capacité des classes populaires à comprendre que cette nourriture est meilleure. Accessoirement, les dispositifs type Amap, axés sur le changement des modes de consommation de quelques-uns et non sur une remise en question des modes de production, permettent de ne pas fréquenter les mêmes lieux – *la queue au supermarché, quelle horreur !* – que les pauvres.

Il est donc généralement admis que bien manger est réservé à une minorité qui le mérite – parce que riche et/ou *écolo* – et que la question de la justice sociale ne se pose qu’avec la nourriture industrielle – comme en témoignent le secteur de l’économie sociale et solidaire, les épiceries solidaires, les maraudes, etc. Cette nourriture industrielle, pourtant, outre qu’elle tue les individus à petit feu, tue parfois brutalement des enfants avec des barres chocolatées ou des pizzas rendues toxiques par leurs conditions de production. Mais le danger de mort qu’elle fait planer est amorti par les assurances, et de toute façon la mort ne sera pas cher payée. Les profits valent plus que la vie et la santé des plus pauvres.

Les enfants des classes populaires sont particulièrement la cible de cette industrie qui n’hésite pas à les droguer au sucre dès leur plus jeune âge afin de les rendre dépendants et ainsi de maximiser ses profits. Le sucre industriel, qui ne sert à rien d’autre qu’à rendre malade et à susciter l’addiction, est partout... Et si l’on veut s’en passer, l’industrie a d’autres *sucres* sous le coude : des régimes, des cures, des magazines de psychologie, etc.

C’est la publicité qui permet à l’agroalimentaire de s’assurer le plus efficacement la mainmise sur les esprits et les corps des classes populaires. L’industrie de la viande, par exemple, n’hésite pas à faire de l’entrisme dans les écoles publiques, où elle présente le repas carné sous un jour flatteur et désirable, ou en organisant des visites scolaires de fermes urbaines en collaboration avec des enseignants. Le procédé est simple : faire croire aux enfants que la consommation de viande est indispensable et que celle-ci provient non pas d’élevages indignes mais de jolies fermes où les animaux vivent à l’air libre.

Et quand enfin on obtient une alternative végétarienne à la cantine, ce sont des steaks de soja qui sont servis aux enfants ; non seulement ces steaks sont pleins d’arômes industriels et de sucre, mais surtout personne n’en a la recette. Le message est clair et répété quotidiennement : si l’on veut manger végétarien, la seule solution est d’acheter un repas à base

d'aliments transformés par l'industrie. Quand même l'alternative est industrielle, les classes populaires n'ont plus aucun moyen de subvenir à leurs besoins.

De ce fait, les parents des quartiers populaires redoutent particulièrement que leurs enfants soient mis en danger par l'industrie agroalimentaire. Quand on fait les courses au supermarché, avec un budget si serré, comment ne pas empoisonner ses enfants ? Comment ne pas leur pourrir les dents ? Ne pas provoquer telle ou telle maladie ? Résister à l'envie de leur donner du sucre ? Résister aux demandes de l'entourage ou à celles des enfants ?

Afin de libérer leurs enfants des griffes de l'industrie agroalimentaire, les classes populaires sont encouragées par les institutions à cuisiner. Mais cuisiner n'est pas un droit, c'est aussi une pratique soumise à une très grande injustice sociale. Aujourd'hui, avoir le temps de cuisiner, avoir la possibilité de transmettre ses savoirs culinaires à ses enfants, ce n'est pas donné à tout le monde. De fait, ce sont les classes populaires qui consomment le plus de produits industriels et qui cuisinent le moins. Comment avoir envie de cuisiner lorsque l'on rentre chez soi après une journée de travail particulièrement pénible ? Et comment cuisiner alors que les cuisines ne sont pas adaptées ou trop exigües ?

Cette question de l'espace est absolument cruciale si l'on veut prendre la mesure des difficultés à vivre normalement dans les quartiers populaires. On n'y a de place pour rien. On étouffe à l'intérieur, entre les quatre murs des appartements HLM, trop étroits, trop chauds l'été, véritables passoires thermiques l'hiver, où l'air est pollué par l'ameublement bon marché. On étouffe à l'extérieur, entre les quatre murs du quartier, submergés par le bruit des voitures, les odeurs nauséabondes, l'éclairage artificiel et la pollution atmosphérique.

Pollutions de l'air et présence policière : une politique de l'étouffement

En 2021, l'Unicef et le Réseau Action Climat ont publié un rapport sur les liens entre pauvreté et vulnérabilité des enfants à la pollution de l'air. À Paris, les habitants les plus pauvres risquent trois fois plus de mourir d'un épisode de pollution que les habitants les plus riches. Et les plus vulnérables sont les enfants. La pollution atmosphérique est causée en grande partie par le transport routier ; or ce sont les enfants qui respirent au plus près des pots d'échappement alors même qu'ils inspirent plus d'air et que leur système immunitaire respiratoire est moins développé que celui des adultes. La pollution de l'air est une question de territoire, mais c'est aussi une question de classe et de race, notamment parce que les populations descendantes de l'immigration ouvrière et postcoloniale vivent concentrées dans les territoires les plus pollués, où l'exposition au bruit et à la chaleur est la plus forte, où l'alimentation est la plus industrielle et où l'accès aux soins, sans même parler de soins de qualité, est le plus discriminatoire. Les enfants des quartiers populaires subissent donc tout particulièrement les conséquences les plus graves de la pollution de l'air : asthme, maladies respiratoires, diabète, syndromes dépressifs.

Les classes populaires, dans l'impossibilité de se soustraire à ces conditions de vie parfois dramatiques faute de ressources suffisantes, cumulent donc souvent plusieurs expositions néfastes. De plus, leurs enfants n'ont guère la possibilité d'aller respirer l'air frais de la campagne le week-end, et beaucoup d'entre eux n'ont même jamais vu la mer. Il s'agit là d'une atteinte majeure aux droits de l'enfant, au droit à la santé, au droit de respirer un air non pollué et au droit d'être protégé face aux violences environnementales. Surtout celles qui pourraient être évitées.

Si le désastre climatique touche en premier lieu les quartiers populaires, c'est parce que les autorités ont décidé d'y concentrer les architectures en béton, d'y réduire les espaces de jeu, de ne pas y installer de brumisateurs contre les effets des pics de chaleur ou d'y limiter toujours plus la présence des services publics, notamment de santé. Les politiques menées le sont exclusivement du point de vue des classes moyennes et supérieures, pas du

tout du point de vue des classes populaires – et encore moins du point de vue de leurs enfants. C'est un système qui trie, en fonction de leur classe et de leur couleur de peau, les enfants qui ont le droit de respirer.

Certes, depuis la fin des années 1990, et après de nombreuses démolitions, les quartiers populaires ont été rénovés. Mais ce n'était pas dans le but de planter des arbres ni d'agrandir les espaces verts que l'on a cassé des murs, ni afin que les enfants puissent mieux respirer ou qu'ils puissent jouer. On a démoli, et on continue à le faire, pour laisser place à la police. C'est la montée en puissance de l'idéologie sécuritaire dans l'ensemble du champ politique qui oriente les choix en matière de rénovation des quartiers populaires, pas les enjeux écologiques. Si l'on y respire si mal, c'est aussi à cause de la police.

L'institution policière y est quasiment devenue le seul représentant de l'État. Or la place que prend la police, c'est la place qu'il faut pour s'occuper d'un enfant. La place que prend la police, c'est la place qu'il faut pour créer une agora et que le plus grand nombre participe à la vie politique et tisse des réseaux de solidarité. La place que prend la police empêche les habitants des quartiers populaires de s'y sentir chez eux, de pouvoir s'y ancrer.

En contrôlant et quadrillant sans cesse, la police représente une menace pour les familles, et plus particulièrement pour les garçons ; elle constitue une entrave armée et institutionnelle à la liberté de circuler, elle empêche les enfants d'être libres, elle fait d'eux des sans-terre.

La police représente un danger d'autant plus redoutable qu'elle cherche à s'autonomiser de l'État, notamment dans les quartiers populaires. En 2021, elle s'est même autorisée à menacer le pouvoir législatif en manifestant sous les fenêtres de l'Assemblée, se regroupant derrière les mots d'ordre des syndicats les plus racistes, dans une atmosphère qui ne pouvait pas ne pas rappeler la manifestation antiparlementaire organisée par les ligues d'extrême droite le 6 février 1934. On ne sait pas si le plus inquiétant est que la classe politique française, de droite comme de gauche, y ait été très largement présente, y compris *via* des dirigeants du principal

parti écologique. Ou que la police vote très majoritairement à l'extrême droite, nous obligeant à anticiper que si celle-ci accède au pouvoir, elle disposera d'une police déjà acquise, idéologiquement prête à mettre en œuvre son projet, connaissant les moindres détails des quartiers populaires et de leurs habitants, disposant d'un arsenal répressif et sécuritaire terrifiant mis en place petit à petit depuis les années 1990, avec une montée en puissance accélérée depuis 2015.

Malgré les milliers de victimes de crimes policiers, les morts, les blessés, les violés, malgré la terreur que fait régner la police dans les quartiers populaires, cherchant à y anéantir les garçons, malgré la menace d'une police aux ordres d'un gouvernement d'extrême droite, la gauche française – y compris celle qui s'encanaille en période électorale sur les plateaux de télévision en déclarant que *la police tue* – ne cesse de réclamer plus de moyens pour la police dans ces quartiers. Mais qui va protéger nos enfants de la police ? Et qui va protéger nos enfants de cette gauche-là ?

Résidentialisation, idéologie sécuritaire et écologie pavillonnaire

On l'a dit, les enfants des quartiers populaires ont très peu la possibilité d'en sortir. C'est dans les mangas qu'ils partent à l'aventure ; c'est dans *One Piece* qu'ils prennent la mer. Dans la vraie vie, les murs sont tellement hauts qu'ils ne voient jamais le soleil se coucher.

De ce point de vue, la residentialisation n'a pas aidé les quartiers populaires, déjà très emmurés. Ainsi peuvent sortir de terre du jour au lendemain, en plein milieu d'une dalle, là où habituellement les enfants jouaient au football, de hauts murs blancs qui n'ont d'autre utilité que de séparer – protéger – ceux qui habitent le nouvel immeuble des enfants du quartier. Ce sont à la fois les murs les plus inutiles et les plus nécessaires : ils incarnent *le petit supplément de haine* qui permettra de maintenir l'ordre dans les quartiers amputés afin de laisser place aux *écoquartiers*. Ils n'ont d'autre fonction que d'humilier les enfants, de leur faire comprendre, et

même incorporer, l'idée qu'ils sont indésirables. C'est la *hogra* faite murs. Des murs sur lesquels, de temps en temps, un enfant tape avec son ballon pendant quelques minutes avant de rentrer chez lui. Des murs infranchissables érigés au nom de la résidentialisation, ce dispositif, pur produit de l'idéologie sécuritaire de droite comme de gauche, qui s'est généralisé dans les villes populaires et a accéléré leur gentrification. Des murs synonymes d'espace en moins pour des enfants qui en avaient déjà si peu.

La sécurité est devenue le maître mot des autorités pour penser l'organisation des quartiers populaires. Barrières, grillages, murs, portiques, digicodes, vidéosurveillance : de plus en plus d'espaces jusque-là publics se sont retrouvés réservés aux seuls habitants des quartiers pavillonnaires. Des panneaux *sauf riverains* interdisant l'accès à certains quartiers ont fleuri. Et si les habitants des quartiers pavillonnaires peuvent circuler librement dans les quartiers populaires – notamment en voiture, puisque c'est là que sont les routes et autres nuisances –, l'inverse n'est pas vrai : les habitants des quartiers populaires n'ont rien à faire du côté des pavillons, où tout doit rester propre et calme car les enfants ont école le lendemain.

Aujourd'hui, le projet écologique tel qu'il existe au niveau local dans les quartiers populaires accompagne la mise en œuvre de cette idéologie sécuritaire-liberticide. En effet, l'espace de ces quartiers situés près des grandes métropoles vaut d'ores et déjà de l'or et il en vaudra plus encore quand seront achevés les vastes réseaux de transports en commun actuellement en chantier. Dans ce projet écologique, les descendants de l'immigration africaine n'ont pas leur place. N'y est pris en compte que le point de vue des classes moyennes et supérieures blanches. Avec un tel projet écologique sous le bras, il est facile à ces dernières de se présenter comme les seules légitimes à parler d'écologie, y compris dans les quartiers populaires. Et de s'y comporter en terrain conquis, d'y prendre toute la place. Elles se payent même le luxe de venir exposer leurs projets écologiques – qui ne sont rien d'autre que des projets de gentrification à coups de « tiers-lieux » et de pistes cyclables – aux habitants des quartiers

populaires afin de les *sensibiliser à l'environnement* et tenter de les *inclure* dans ce dispositif. Évidemment, ceux-ci n'adhèrent pas à ce projet écologique pensé sans eux et même très souvent contre eux. C'est ainsi que dans les territoires populaires, la classe écologique reste quasi exclusivement blanche et issue des classes moyennes et supérieures alors même que la population globale est majoritairement non blanche et issue des classes populaires.

Les élections municipales sont un bon poste d'observation pour comprendre ce processus. On a ainsi pu voir, sur des affiches de campagne du principal parti écologiste français, une quinzaine de personnes – uniformément blanches et domiciliées dans le quartier pavillonnaire – posant dans le quartier le plus pauvre d'une ville populaire, sur une dalle entourée de barres d'immeubles HLM. Et sous la photo, ce slogan : *Changeons la ville !* Comment mieux dire ce qu'est l'écologie majoritaire en France aujourd'hui : un projet écologique de gentrification parfaitement assumé.

À la question de savoir pourquoi pareils choix sont faits pour représenter des villes pourtant très populaires, la réponse est souvent la même : *Nous ne regardons pas les couleurs, nous avons constitué notre liste sur la base des compétences des uns et des autres.* Soit la méritocratie associée à la *color blindness* afin de justifier l'entre-soi de classe, de race et de territoire.

Dans des villes où l'on étouffe de chaleur l'été, où se trouvent des décharges et des sites industriels dangereux, où les enfants tombent malades à cause de la proximité des échangeurs autoroutiers, ces listes censées incarner l'écologie font peur aux habitants des quartiers populaires. Elles leur apparaissent pour ce qu'elles sont : une menace de se voir chasser de chez soi. C'est dans les villes les plus populaires que l'accaparement de la question écologique est à ce point perçu comme un enjeu de pouvoir par les classes moyennes supérieures blanches. Et c'est à mon sens ce qui explique pourquoi l'écologie politique et électorale n'est pas du tout implantée dans

les quartiers populaires en France. Pourtant, on l'a vu, pour tout un tas de raisons évidentes, l'écologie devrait être au cœur des préoccupations de leurs habitants.

Le rapport de domination politique exercé par les classes moyennes supérieures blanches au nom de l'écologie risque de s'exacerber avec la crise climatique, quand l'espace, l'air et l'énergie – peut-être même l'ombre – dans les quartiers populaires seront encore plus convoités. C'est particulièrement inquiétant car leurs habitants ont été largement dépossédés de leur puissance d'agir. Ils ont été maintenus sous contrôle étroit, enfermés derrière les murs qui les séparent des quartiers pavillonnaires, comme ils l'ont été derrière ceux qui les séparent de l'Afrique. À cause des frontières unilatéralement fermées par l'Europe, alors même qu'une grande partie de la population européenne est africaine, les habitants des quartiers populaires sont en effet coupés de leur pays, de leurs villages, de leurs communautés, puisque l'on a créé une hiérarchie entre les immigrés et les migrants, entre les légaux et les illégaux. En fermant les frontières, l'Europe a érigé des murs entre les habitants des quartiers populaires et leurs familles restées au pays, entre eux et leurs langues, entre eux et leurs terres. Cela explique aussi leur errance, leur sentiment d'être sans-terre. Mais qui s'en soucie, puisque les immigrés africains n'ont été appelés à rejoindre l'Europe qu'à la condition de s'y rendre *utiles* ? C'est d'ailleurs toujours le cas des personnes autorisées à rejoindre l'Europe. Voilà ce qu'ont en commun les populations des quartiers populaires et celles qui tentent de circuler entre l'Afrique et l'Europe : on ne tolère leur circulation que dans la mesure où elle leur permet de se montrer *utiles*.

Celles et ceux qui viennent d'Afrique circulent vers et en Europe comme des marchandises et non comme des humains : en fonction de leur valeur d'échange. Ils et elles représentent une variable d'ajustement selon l'utilité de leur force de travail dans les secteurs les plus durs et où l'on prétend qu'il y a pénurie de main-d'œuvre, comme l'agriculture, la restauration, l'hôpital public ou le bâtiment.

Les personnes d'origine africaine autorisées à venir travailler en France quelques mois circulent, certes, mais elles ne sont pas libres de circuler, elles ne décident ni du moment ni de la durée. Leur circulation est régulée par le capital, leurs allées et venues sont contrôlées par ceux qui les exploitent. On ne leur permet pas de s'installer, ni de s'ancrer, de s'organiser ou d'exister politiquement, car elles sont d'autant plus exploitables qu'elles sont *désancrées*.

On l'aura compris : la liberté de circuler est le lieu d'une injustice meurtrière. Il n'est qu'à voir le nombre de personnes migrantes réprimées, emprisonnées, tuées, noyées, violées, pour avoir tenté de circuler librement.

Tout le monde s'alarme des centaines de millions de réfugiés dits *climatiques* annoncés d'ici 2050 par les organisations internationales. Face au réchauffement, l'État français répète qu'il faut *armer le pays pour affronter une déstabilisation migratoire*, qu'il faut *s'adapter*. Or cette *adaptation* est clairement envisagée comme un durcissement encore plus fort des frontières unilatérales entre l'Europe et l'Afrique. Jamais la liberté de circuler n'est considérée comme une mesure alternative d'*adaptation* au réchauffement climatique, ne serait-ce que comme une option à envisager dans le cadre d'un débat public. Au contraire, dans un contexte de haine terrifiante envers les personnes migrantes, l'idée que la liberté de circulation et d'installation serait garantie à tous les humains partout dans le monde est devenue en France et en Europe non seulement quasi inexistante, mais aussi violemment attaquée dans le débat public – taxée d'*immigrationniste* –, comme s'il s'agissait de haute trahison.

L'écologie majoritaire, pas plus que les autres forces politiques, ne considère la liberté de circuler comme un droit fondamental et un enjeu central de l'écologie. Sûrement parce que celles et ceux qui animent ce mouvement jouissent du privilège de circuler partout et tout le temps de manière insouciant. La liberté est rarement une priorité de ceux qui n'en sont pas privés. Et l'idée qu'elle soit également distribuée peut facilement être perçue comme une menace pesant sur leurs privilèges.

*
* *

Comment, alors, se libérer des murs infranchissables entre les quartiers populaires et les quartiers pavillonnaires ? Entre l'Europe et l'Afrique ? C'est en priorité aux personnes qui vivent du côté du mur où se trouvent les terres et les populations dominées de répondre à ces questions. Et de lutter, bien sûr, même si c'est difficile parce que de ce côté-là du mur nos corps et nos esprits sont abîmés par la *hogra* quotidienne, fatigués par un sous-marché du travail destructeur, isolés par des politiques institutionnelles qui visent à couper systématiquement sous nos pieds l'herbe naissante de nos ambitions collectives. Mais nous ne sommes ni les premiers ni les seuls à devoir lutter. Afin de libérer la terre et l'humain, les terres et les peuples, des luttes ont déjà été menées. Dont nous sommes les héritiers et pouvons nous inspirer.

Prendre la mer

Le vieil homme revient de son jardin, il pose les haricots verts et la menthe sur la table. Il n'a plus la force. Le dernier de ses amis avec qui il tenait le jardin ouvrier depuis quarante ans est mort il y a deux mois. Le cœur n'y est plus. Il demande à sa fille d'écrire à la mairie qu'il va rendre le jardin.

La jeune femme écrit. Elle relève la tête et veut le rassurer : *Au moins ça t'aura permis de garder une main dans la terre.*

Le vieil homme reste inconsolable : *Comment une main dans un jardin aurait pu remplacer la contemplation de la mer ?*

Lutter

Certains voudraient faire croire qu'il n'est pas nécessaire de lutter pour développer une conscience écologique et se libérer, comme s'il suffisait que le savoir écologique descende vers les classes populaires : *Alertons les décideurs, sensibilisons la masse, et le problème, enfin connu et reconnu, sera réglé.* Comme ça ne marche pas, on accuse les médias de ne pas assez informer. Mais que sont censées faire les classes populaires de cette information ? Si elles n'ont pas de pouvoir politique – le pouvoir de changer les choses –, à quoi cette information pourrait-elle bien leur servir ?

La priorité doit être d'organiser les conditions du changement : montrer qu'il n'y a pas de fatalité, que c'est possible, et que c'est politique. Nous sommes tellement dépendants du système qui détruit le vivant et l'humanité, ce système s'est tellement immiscé jusque dans nos espaces les plus intimes, qu'envisager de le renverser peut paraître impossible. Par quel

bout le prendre ? La finance fossile ? Le productivisme ? Le consumérisme ? L'impérialisme ? L'exploitation des données personnelles ? Le rêve américain ?... La liste est longue et peut donner le vertige.

Et puis le contexte aujourd'hui est particulièrement difficile, peu propice aux grands souffles révolutionnaires. Comment ne pas être nostalgique des luttes de libération des années 1950, 1960 et 1970, ces luttes menées par nos parents et nos grands-parents, dont certaines furent victorieuses, pleines d'espoir en tout cas ? Tout a été dévasté, il n'en reste presque plus rien. Les luttes sociales des dernières décennies se sont quasiment toutes soldées par des échecs et le capitalisme semble aujourd'hui n'avoir plus aucun ennemi sérieux, crédible. Il est global, total, il a réponse à tout. Il est partout. L'alternative, elle, est rare, locale, partielle, éparpillée, divisée par mille murs infranchissables. On n'ose même pas nommer la société à laquelle on aspire, souvent par crainte de paraître ridicule. On se contente de dire que l'on est anti ceci ou anti cela, on en dit le moins possible, comme pour rassurer, comme si l'on n'y croyait pas vraiment.

Si l'on veut contester la fatalité coloniale-capitaliste, il faut prendre la mer, montrer qu'il existera toujours une alternative solide. Que nous sommes en réalité très nombreux – la grande majorité de l'humanité – à étouffer, et tout aussi nombreux à aspirer à un monde plus respirable. Que malgré les rapports de domination – de classe, de genre, de race – et les murs qui se multiplient, on peut se retrouver derrière un front commun si l'on prend la peine d'y travailler.

Mais pour gagner, pour nous libérer de ce qui nous opprime, il faudra mener trois luttes principales : les luttes pour la terre, les luttes syndicales et les luttes culturelles.

Parmi ces dernières, il faut mettre en avant la valorisation et la transmission des luttes passées et des victoires à raconter – à conter et même à chanter – aux enfants, mais aussi la création artistique et les contours d'une esthétique visant à en finir avec le militantisme désincarné, terne, ennuyeux, qui cherche à faire pitié ou à faire peur – à l'heure où

l'ennemi, lui (le capitalisme comme l'extrême droite), est flamboyant et quasiment irrésistible. Il faut mener le combat culturel sérieusement. La libération, c'est une aventure, avec des dragons et des pirates. Où nous a menées la solennité des estrades académiques et laides face à un public à moitié endormi ? Vive la joie, le partage, la musique jouée et écoutée ensemble, les repas en commun ! Ça ne veut pas dire baisser le niveau : la science et les scientifiques – lorsqu'ils savent se rendre indépendants de la technostructure –, la complexité des choses, le doute en tout, y compris dans ce que l'on a de plus intime et de plus sacré, le débat intellectuel, la confrontation des points de vue ont évidemment toute leur place. Mais il faut que tout le monde puisse y prendre part, et pas seulement écouter. Sur des questions aussi essentielles que l'écologie, tout le monde a son mot à dire. Les enfants aussi.

Afin de mener à bien le combat culturel, nous avons besoin de références qui nous parlent, dont nous ne sommes pas exclus, d'histoires qui nous permettent de reprendre la main. De fait, des luttes ont déjà été menées : nous ne venons pas de nulle part, nous ne tombons pas du ciel.

Le problème est que la grille de lecture des luttes écologiques n'est pas adaptée aux quartiers populaires. On ne sait – on ne veut – pas voir le potentiel écologiste qui s'y trouve. Par exemple, quand est soumis à débat public un Grand Projet Inutile prévu dans un quartier populaire, il arrive souvent que ses habitants expriment clairement, auprès de qui veut bien l'entendre, leur rejet. Ils et elles refusent d'adhérer à la promesse de création d'emplois que les *maîtres d'ouvrage* – État ou entreprises privées – leur font miroiter pour faire passer la pilule du désordre environnemental que cela va causer, et dont ils et elles seront les premières victimes. Cette promesse leur est faite depuis des décennies par des gens qui tentent ainsi d'opposer enjeux sociaux – l'emploi dans des territoires où le chômage peut atteindre 40 % – et enjeux environnementaux. Comme ces habitants ont été confrontés aux discriminations raciales massives dans l'accès à ces nouveaux emplois et qu'ils ont une très bonne mémoire des promesses trahies – tant les conséquences sur leurs vies en sont importantes –, ce

qu'ils expriment clairement, c'est qu'ils ne sont pas dupes et ne veulent pas de ces *Grands Projets*. Mais la plupart des écologistes qui militent sur ces territoires ne prennent pas en considération cette participation objective à leur mise en échec.

En réalité, les écologistes refusent de considérer la question raciale comme pouvant faire partie du débat. Ils préfèrent continuer à croire – à faire croire – que les habitants des quartiers populaires sont insensibles à la cause environnementale. Lier la question raciale et l'écologie leur paraît souvent incongru. Or, si les populations des quartiers populaires ne rejoignent pas les opposants aux Grands Projets Inutiles, la responsabilité est clairement du côté des écologistes et de leur obsession à vouloir mettre sous le tapis la question du racisme. Les écologistes prétendent *défendre la biodiversité* dans les quartiers populaires, mais ils font comme si leurs habitants n'en faisaient pas partie, comme s'ils n'habitaient pas là, comme si ce n'était pas leur terre, comme s'il s'agissait d'une terre vierge – ou *pas vraiment* habitée. Et ce rapport colonial qu'entretiennent les écologistes vis-à-vis des quartiers populaires explique pourquoi les uns et les autres ne se retrouvent pas sur des luttes communes. Si l'exigence antiraciste était prise en considération dans la lutte contre les Grands Projets Inutiles dans ou près des quartiers populaires, cela permettrait de faire voler en éclat la fausse opposition entre enjeux dits sociaux et enjeux dits environnementaux. Les habitants des quartiers populaires seraient plus enclins à rejoindre les mouvements écologiques, et l'écologie serait un peu plus *populaire* qu'elle ne l'est actuellement. Et cela permettrait à n'en pas douter de gagner plus souvent ces combats.

On peut admettre qu'il n'y ait pas – ou très peu – de luttes à proprement parler *écologiques* menées par les habitants des quartiers populaires. Mais à la condition d'ajouter qu'aujourd'hui il n'y a pas de luttes du tout – elles sont étouffées très en amont, on l'a vu, par un système d'assignation à résidence et de répression extraordinairement violent. C'est ce système colonial-capitaliste qui est par ailleurs responsable de la dépossession des

terres – engendrant toujours plus de sans-terre rendus incapables de les protéger – de manière à les mettre au travail jusqu'à épuisement, jusqu'au désastre écologique qui se poursuit aujourd'hui.

Si l'on veut lutter contre ce désastre, il faut donc que les habitants des quartiers populaires commencent par reprendre leur terre. La libération de la terre, qui fut au cœur des luttes anticoloniales, doit devenir l'enjeu principal d'un projet écologiste du point de vue des quartiers populaires. Et ce d'autant plus qu'un processus de gentrification mâtiné d'écologie y est à l'œuvre, un processus contre lequel il faut lutter armé d'une ambition de reconquête territoriale.

La gauche française a tendance à considérer tout projet politique valorisant la terre – en tant que lieu de vie, subsistance ou identité – comme étant de droite, voire d'extrême droite. Et l'on ne peut nier que l'attrait pour l'écologie portée par l'extrême droite européenne est très lié à la terre et à la peur d'en être dépossédé. Mais les quartiers populaires ont aussi quelque chose à dire à propos de la terre à libérer et de la nécessité de s'y ancrer. Et c'est à mon sens la base d'une discussion possible entre les classes populaires qui vivent à la périphérie des métropoles et celles qui vivent dans les campagnes : comment reconquérir la terre, comment la reprendre à un système dévastateur. Les enjeux de réappropriation de la terre pourraient également réunir autour de la table les classes populaires d'Europe, composées en partie de descendants de l'immigration africaine, et les classes populaires d'Afrique.

Il est certain que si l'on cherche des luttes de protection de la terre chez les habitants des quartiers populaires, leurs parents et grands-parents, on ne va pas trouver grand-chose. Mais si l'on considère que les luttes écologiques de référence sont les luttes de libération de la terre, alors certaines parmi les plus glorieuses sont indéniablement africaines. En effet, les luttes écologiques dont sont héritiers les quartiers populaires remontent aux luttes anticoloniales. C'est avec ces luttes qu'il faut renouer, celles que l'on voudrait nous voir oublier, celles qu'il faut faire vivre dans notre présent, dans nos luttes d'aujourd'hui.

Des luttes écologiques de référence : Algérie, Plogoff, Palestine

Algérie, 1830 : un enfant descend les marches de la Casbah jusqu'à la mer. L'eau est si lumineuse qu'elle semble refléter la blancheur éclatante de la ville. C'est l'endroit le plus beau du monde. L'enfant y est libre de contempler, sentir et écouter la mer pendant des heures. Mais voilà que débarque la France coloniale à qui cette Casbah aux ruelles étroites paraît dangereuse et incontrôlable. Et elle doit faire de la place aux colons qui affluent. Alors la France coloniale construit de nouveaux quartiers face à la mer, amputant et emmurant la Casbah. Mille murs infranchissables empêchent désormais l'enfant d'accéder au rivage. Finie la contemplation. La France coloniale a volé la mer à l'enfant ; l'enfant est devenu un sans-terre.

Mais le peuple algérien se lèvera pour libérer la terre spoliée. Il prendra la mer, pour la liberté et l'égalité humaine. Il luttera durant cent trente-deux ans et finira par gagner cette guerre de libération en 1962. La France coloniale quittera l'Algérie en laissant derrière elle une terre meurtrie. Ce qui ne l'empêchera pas de continuer à l'utiliser pour ses essais nucléaires jusqu'en 1966, montrant à quel point la terre africaine reste considérée comme une sous-terre ; une sous-terre que l'on peut contaminer pour des milliers d'années car ses habitants n'ont pas le pouvoir de contester. Ce mépris de la terre n'est pas réservé qu'à l'Afrique ; il a parfois concerné l'Hexagone, comme à Plogoff, où le nucléaire français a cherché à s'appropriier les terres bretonnes.

À Plogoff, en 1976, l'enfant longe le rivage, contemplant la mer terrible et bouleversante qui se fracasse sur les rochers. C'est l'endroit le plus beau du monde. L'enfant y est libre. Mais il voit débarquer l'État français et l'entend déclarer qu'il installera ici sa centrale nucléaire, chuchotant que la population y est tellement arriérée et stupide qu'elle ne comprend rien aux enjeux technologiques et politiques de la *modernisation* et qu'elle ne

cherchera pas à contester cette décision. L'enfant pleure, effrayé par les bataillons d'experts envoyés par l'État tout-puissant hérissés sa terre de mille murs infranchissables et lui voler la mer.

Mais le peuple de Plogoff se lèvera pour protéger la terre convoitée. Les femmes, armées de frondes et animées de leur attachement à leur terre, n'hésiteront pas à lancer des pierres. Ce sont elles qui pousseront l'État français à envoyer des escadrons de parachutistes, cette troupe qui naguère matait les résistances en Afrique et n'hésitera pas cette fois non plus à faire usage de la force. Mais les femmes, déterminées, lutteront jusqu'au bout pour que leurs enfants ne deviennent pas des sans-terre. Elles aussi réussiront à prendre la mer et à vaincre l'État français : le projet de centrale nucléaire sera abandonné en 1981. Plogoff a vaincu. Les pierres du peuple breton l'ont emporté face aux canons de la troupe.

En Palestine aujourd'hui, l'enfant est en colère ; armé de sa fronde, il lance des pierres sur l'armée coloniale israélienne qui occupe sa terre depuis la Nakba. Il lui en faut, du courage, pour se dresser face à un État colonial qui n'hésite pas à emprisonner, torturer et tuer les enfants. Quand les journalistes de passage lui demandent quel est son plus grand rêve, l'enfant répond, les yeux brillants : *Voir la mer*. Empêché par mille murs infranchissables, il ne l'a jamais vue. Il sait que c'est l'endroit le plus beau du monde et que l'État colonial israélien le lui a volé, faisant de lui un sans-terre.

Mais le peuple palestinien s'est levé pour libérer la terre spoliée. Pour que l'enfant puisse retrouver sa terre, s'y ancrer et circuler librement. Plus que partout ailleurs, c'est en Palestine que la *hogra* s'est déployée avec le plus de férocité, multipliant les humiliations dans le but d'anéantir un peuple entier. Mais c'est aussi en Palestine que la lutte contre les humiliations et pour la libération s'est révélée la plus soutenue. C'est pourquoi, dans les quartiers populaires de France et d'ailleurs, on scande depuis des décennies : *Qui sème la hogra récolte l'intifada*.

Si la lutte de libération de la Palestine est tellement importante pour les quartiers populaires en France et pour les descendants de l'immigration

postcoloniale en Europe – importante au point que l’on ne cessera jamais de soutenir les résistances face à la colonisation de peuplement israélienne –, c’est parce que nous sommes descendants des luttes de libération de la terre. Et c’est cet héritage et cette foi anticoloniale qui nous font répéter inlassablement, malgré le temps qui passe : *L’Algérie a vaincu, la Palestine vaincra.*

Si les luttes anticoloniales d’Algérie, de Plogoff et de Palestine sont selon moi des luttes écologiques de référence, bien d’autres ont eu lieu qu’il faudrait aussi raconter. Des luttes de territoire, pour la dignité humaine liée à la terre et à la Terre, des luttes pour ne plus errer, pour être libre de circuler, pour être libre tout court. Des luttes d’écologie pirate – pour que les enfants puissent enfin voir la mer, en toute liberté.

Casser les murs, fabriquer du commun

Le travail militant consiste à fabriquer du commun, à créer des ponts. Tâche plus que jamais nécessaire au vu de la menace fasciste qui pèse sur nous. Pour l’heure, entre quartiers populaires et quartiers pavillonnaires, le commun est quasi inexistant. Les habitants des quartiers pavillonnaires ne se soucient pas des garçons qui, côté HLM, meurent asphyxiés sous les coups de la police. Ils ne se sentent pas concernés par la terreur qu’y fait régner l’État français : l’enfant terrorisé n’est pas leur enfant et ils sont incapables de s’identifier à ses parents inquiets. Le mur de classe et de race est trop élevé et ils respectent la police qui garde ce mur en leur nom, pour leur sécurité.

Le travail militant consiste à montrer que le système qui trie entre les vies qui comptent et celles qui ne comptent pas, entre ceux qui ont le droit de respirer et ceux qui étouffent, est le même que celui qui détruit le vivant partout dans le monde. La question des violences policières est solidaire de la question écologique. Ainsi la terreur d’État qui sévit dans les quartiers populaires devrait-elle concerner tout le monde, pas seulement les quartiers populaires.

Le travail militant consiste par ailleurs à montrer qu'il n'y a de fatalité ni à la pollution de l'air ni aux violences policières. Il est vrai que l'énergie fossile est tellement centrale dans l'aménagement et le fonctionnement des villes que cela peut donner l'impression que l'on ne pourra jamais s'en passer. De la même manière, la police est si omniprésente que cela peut donner l'impression que l'on ne pourra jamais s'en défaire. En réalité, dans les deux cas, il s'agit de choix politiques. Il faut donc penser ces questions en termes stratégiques : comment faire pour que l'air que respirent les enfants ne soit pas pollué au point de les rendre malades et de les tuer à petit feu ? Comment faire pour que les enfants ne soient plus terrorisés par la police ?

Stratégiquement, lier la lutte contre les pollutions à la lutte contre les violences policières – qui reposent sur deux cultures militantes très différentes – pourrait faire levier, autour d'un même combat contre les injustices, dans le cadre d'un même projet écologiste. Il s'agit de montrer que ces deux questions ne sont pas liées de manière artificielle, qu'elles font chacune partie de la réalité des quartiers populaires : nous ne voulons pas que nos enfants meurent sous le poids des gendarmes ou des policiers, nous ne voulons pas qu'ils meurent d'avoir respiré l'air pollué de l'échangeur autoroutier. Il s'agit aussi de montrer que le système colonial-capitaliste assigne et réprime une partie de la population afin de pouvoir exploiter et polluer sans rencontrer de résistance, et que c'est cette exploitation et cette pollution effrénées qui sont en train de détruire le monde.

C'est pourquoi, au nom du Front de mères, j'ai entrepris de mettre en lien le Comité Adama Traoré et l'organisation climat Alternatiba. Ce qui a débouché sur la marche *Génération Adama/Génération Climat, on veut respirer !* à Beaumont-sur-Oise en juillet 2020. L'appel à la marche, que nous avons rédigé à cette occasion, disait notamment ceci :

Le système raciste trie les êtres humains qui ont le droit de circuler librement dans la rue en fonction de leur couleur de peau. Un système qui trie les êtres humains qui ont le droit de respirer, et de vivre. Un système qui détruit la nature et les humains.

C'est ce système inégalitaire et injuste, basé sur des rapports de dominations et d'oppressions, que nous refusons.

Nous voulons respirer, et pour ça, nous refusons d'être chassés de nos rues et de nos quartiers, nous refusons d'être assignés à résidence. Nous refusons d'être les victimes d'un système qui nous place en première ligne des injustices et de la pollution.

Cette marche à l'initiative des quartiers populaires, qui visait à lézarder un bout du mur les séparant des quartiers pavillonnaires, a connu un grand succès et marque pour moi les débuts de l'écologie pirate : *on veut respirer, on veut prendre la mer, on veut être libres !*

Verdragon, naissance (mouvementée) de la première Maison de l'écologie populaire

C'est dans la continuité de ce travail d'alliance des luttes, mais aussi parce que le Front de mères cherchait depuis longtemps un endroit où organiser et mener son projet politique, qu'est née Verdragon à Bagnolet en mai 2021. Il s'agit de la première Maison de l'écologie populaire en France, cofondée par le Front de mères et Alternatiba. Le fait d'avoir réussi à obtenir des autorités un lieu que nous pouvons gérer de manière autonome, de près de mille mètres carrés, est le résultat d'un rapport de forces politiques local, construit depuis près de vingt ans par les militants et militantes des quartiers populaires de Bagnolet.

Cet espace écologiste est singulier : géré en grande partie par des femmes non blanches, il est empreint de la culture des quartiers populaires avec la figure du dragon, les mangas, l'immigration... Sa fonction n'est évidemment pas de *sensibiliser* ; ce sont les quartiers populaires qui y décident d'une ligne dont le but est d'essayer, dans l'urgence, de casser les murs qui empêchent de lutter contre le désastre climatique, en associant les quartiers populaires et les quartiers pavillonnaires, les Blancs et les non-Blancs.

Évidemment, ce projet ne plaît pas à tout le monde. Sa création à peine annoncée, il a tout de suite été la cible d'une campagne visant à le détruire. Pendant plusieurs mois, nous avons subi harcèlement, diffamations et calomnies, insultes à caractère islamophobe, raciste et sexiste, mais également été l'objet de reportages et de débats en plateau – *le danger islamiste* – sur des chaînes d'info en continu.

C'est un cadre national d'un parti de gauche, député du coin, qui a lancé les hostilités dès mai 2021 en cherchant à dissuader les autorités de nous céder le lieu : *Le Front de mères est composé d'islamistes qui ont comme véritable projet de séparer les enfants musulmans des enfants non musulmans dans les écoles*. Sont ensuite venus des tribunes, un site internet et plusieurs comptes sur les réseaux sociaux entièrement dédiés à nous calomnier et à nous harceler. À plusieurs reprises, des affiches à caractère raciste appelant à nous chasser ont été collées sur les murs autour de Verdragon et distribuées dans toutes les boîtes aux lettres du quartier. Des cadres locaux de gauche ont déclaré publiquement que les autorités n'avaient pas à nous fournir un lieu pour *faire de la politique*, et qu'*une surface de 963 mètres carrés c'est beaucoup pour que ces dames y sirotent leur thé à la menthe*.

Cela aurait pu en rester là. Mais très rapidement, le lien a été établi avec les médias d'extrême droite, notamment une chaîne d'infos en continu brandissant la menace islamiste : *Le drapeau vert de l'islam flotte sur Bagnolet*. Nos noms ont été salis à des heures de grande écoute. À partir de là, des personnalités de gauche ont été interpellées à la télévision à propos du Front de mères. Le secrétaire national du Parti socialiste, interrogé, jugera par exemple *condamnabile* le texte fondateur – pourtant objectivement antiraciste – du Front de mères et *condamnera* notre présence, *contraire aux valeurs de la République*, à Verdragon. Quant au secrétaire national du principal parti écologiste, il refusera tout simplement de soutenir la première Maison de l'écologie populaire, de crainte, nous expliquera-t-il, de voir sa signature associée à celles de potentiels islamistes.

Cette séquence particulière permet de comprendre comment des alliances entre la gauche et l'extrême droite peuvent se nouer au niveau local, et de mesurer le risque de basculement dans l'extrême droite. Elle offre aussi un exemple éclairant sur les raisons pour lesquelles il n'y a pas en France d'écologie réellement populaire, pourquoi le front contre le dérèglement climatique est si faible.

Il est intéressant de noter que les attaques n'ont pas d'abord été lancées par l'extrême droite, mais par la gauche. La violence de la campagne visant à nous chasser du lieu traduit selon moi l'obsession raciale des cadres des partis de gauche, qui parlent d'une réalité qu'ils ne connaissent que de loin car aucun n'habite les quartiers populaires. Elle exprime aussi plus largement le rapport de domination et de contrôle politique qu'entretiennent les quartiers pavillonnaires vis-à-vis des quartiers populaires dans un contexte de gentrification.

Ce que la gauche refuse et combat, c'est l'autonomie politique des quartiers populaires, quartiers qu'elle prétend représenter, réduits à des *réservoirs de voix* et considérés comme une chasse gardée. Mais elle refuse et combat également le travail d'alliances entre quartiers populaires et quartiers pavillonnaires, entre non-Blancs et Blancs, entre classes populaires et classes moyennes. Car cela remettrait en cause l'ordre socio-spatial de ces territoires fortement ségrégués, qui permet justement à la gauche, bien installée dans les quartiers pavillonnaires, de dominer les quartiers populaires.

963 mètres carrés ! C'est ce que répétaient en boucle les harceleurs qui cherchaient à nous chasser de Verdragon. À leurs yeux, en effet, chaque mètre carré dont pourraient disposer des femmes non blanches dans l'espace public est un mètre carré de trop. Cette guerre de territoire, aussi raciste que sexiste, a été essentiellement menée par des hommes blancs ayant cherché à empêcher des femmes non blanches de *faire de la politique*, d'exister dans l'espace public, d'avoir leur mot à dire. Ce refus de céder *963 mètres carrés* à *des dames* qui risqueraient de s'en servir pour *siroter leur thé à la menthe* est aussi un refus de voir *traîner à ne rien faire* des

femmes que l'on perçoit comme devant être *utiles*. Et plus profondément un déni de ces femmes comme sujets politiques, elles dont on a pris l'habitude de confisquer la parole. On pouvait très clairement percevoir la volonté d'humilier publiquement ces femmes musulmanes et non blanches que l'on rêvait de chasser comme des malpropres. L'enjeu étant de réduire au maximum l'espace des femmes et, de manière plus générale, des habitants des quartiers populaires, de faire en sorte qu'ils et elles n'aient plus d'espace politique autonome.

Pendant toute la campagne de harcèlement, seul le Front de mères a été visé, par la gauche comme par l'extrême droite. Les rares fois où Alternatiba a été évoquée, c'était pour dire qu'elle était manipulée par le Front de mères. La gauche locale a même déclaré que l'organisation, *modérée* et *écologiste*, pouvait rester à Verdragon, que le problème était uniquement le Front de mères, *radical* et *islamiste*.

Évidemment, cette image d'Alternatiba est fautive. C'est un mouvement qui organise des occupations illégales, promeut des actions de désobéissance civile, et dont nombre de militants se retrouvent régulièrement en garde à vue. Alternatiba se demande même s'il ne faut pas aller *saboter des pipelines*. Les membres du Front de mères ne pourraient pas se permettre de revendiquer le millième de ces actions. Mais évidemment, ce n'est pas la génération climat, dont Alternatiba est emblématique, qui gêne les orchestrateurs de la campagne anti-Verdragon. Au contraire, ils considèrent que la génération climat, ce sont leurs enfants, des enfants dont la colère est légitime et le combat une fierté ; des enfants qui luttent pour *sauver le monde*... Cette écologie-là leur convient très bien car ils pensent que *le monde* en question se limite aux quartiers pavillonnaires, aux classes moyennes supérieures et aux Blancs. Non, ce qui était visé, c'était la génération Adama, les enfants du Front de mères, perçus comme une menace pour l'ordre établi. C'est pourquoi s'est formée une telle union sacrée afin d'empêcher *ces dames* de *faire de la politique* et d'étouffer dans l'œuf toute volonté de changement.

Ces nombreuses alliances objectives entre la gauche et l'extrême droite en France, à l'abri des regards au niveau local – quand dans le même temps, au niveau national, la gauche prétend protéger les musulmans et les immigrés de l'extrême droite –, ont poussé à bout et à l'abandon des générations entières de militants des quartiers populaires. Il ne faut pas chercher plus loin la raison de l'absence d'organisation politique autonome des quartiers populaires.

C'est parce que Verdragon a clairement représenté une – trop rare – occasion de soutenir une écologie réellement populaire, hors des cadres partisans, que la gauche a décidé de pactiser avec l'extrême droite. Il fallait à tout prix neutraliser ce début d'organisation politique autonome des quartiers populaires. Le résultat, aujourd'hui, c'est que l'extrême droite échappe de plus en plus à ceux qui jusqu'ici l'instrumentalisaient, gagne du terrain et risque de finir par prendre le dessus sur cette gauche obsédée par le contrôle des quartiers populaires.

Pour autant, cette alliance en apparence contre-nature entre gauche et extrême droite dans l'objectif de nous chasser de Verdragon s'est révélée un échec : nous avons gagné. Le bail a bel et bien été renouvelé par les autorités en décembre 2021. Nous avons gagné parce que nous avons défendu chacun des 963 mètres carrés de Verdragon, comme il faudrait défendre chaque mètre carré de chaque quartier populaire de France. La lutte a été menée avec détermination et stratégie. À tous les harceleurs rôdant autour de Verdragon, nous avons dit ceci : *Vous pouvez monter au ciel et descendre, nous ne partirons jamais car nous sommes ici pour nos enfants ; légalement ou illégalement, nous resterons : nous sommes ici chez nous.* Nous avons aussi été soutenus par nombre de personnalités, notamment écologistes, et Alternatiba a été remarquable de fraternité, non seulement en déjouant la tentative de nous diviser entre *manipulés* et *manipulatrices*, mais également en menant à nos côtés la lutte pour sauver Verdragon.

La solidarité, entre de nombreux habitants des quartiers populaires et des quartiers pavillonnaires, face aux attaques s'est également avérée

déterminante. C'est le résultat de plusieurs années de travail militant – sincère et de longue haleine – sur le terrain. On a vu le nombre de bénévoles à Verdragon passer de quelques dizaines à plusieurs centaines en quelques semaines, venus de tout le territoire, quartiers populaires comme quartiers pavillonnaires, Blancs comme descendants de l'immigration postcoloniale, classes populaires comme classes moyennes supérieures.

On y a depuis lors discuté des rapports du GIEC, commémoré le 17 octobre 1961, fêté le Nouvel An asiatique, récupéré nos paniers de légumes auprès de l'Amap, jardiné, discuté d'écologie décoloniale et de racisme environnemental, organisé des expositions sur les luttes paysannes ; on s'estentraîdés, on est partis ensemble à la mer, on a fait des fresques climat, on a beaucoup mangé. Les enfants y courent partout, ils y sont libres, ils y sont chez eux. Maintenant, il faut des Maisons de l'écologie populaire partout en France et ailleurs.

*
* *

Les luttes des quartiers populaires doivent trouver leur place dans le patrimoine écologiste. Mais ce qu'il faut pour rejoindre le nécessaire front contre le désastre climatique, c'est un projet précis, pensé depuis les quartiers populaires.

Ancrage et liberté

La jeune femme finit par poser la question au vieil homme : *Où te sens-tu le mieux ? Ici ou là-bas ?*

Le vieil homme répond d'un geste las de la main : *Ni ici ni là-bas, les problèmes de là-bas valent ceux d'ici. Je ne respire un peu que sur le bateau qui navigue entre la côte espagnole et la côte marocaine...*

La jeune femme est émue par cet entrebâillement sur une vie d'errance, qui la renvoie à sa propre condition. *Tu n'as jamais été chez toi nulle part, c'est triste*, murmure-t-elle sans regarder son père.

Il n'y a rien de triste ici à part toi, lui répond, rieur, le vieil homme qui devine que sa fille s'identifie à lui.

Et il ajoute, majestueux : *Sur le bateau, je suis libre !*

Ce n'est que par la terre que celles et ceux qui en sont dépossédés se libéreront. Cette libération passe par l'impérative combinaison d'un ancrage territorial (*On est ici chez nous !*) et de la liberté de circuler (*On est chez nous partout !*). Ancrage et liberté : voilà qui peut paraître contradictoire. D'ailleurs, la gauche revendique volontiers une certaine liberté de circuler (sous conditions), alors que l'ancrage territorial, souvent associé à un discours xénophobe (*On est ici chez nous ! Dehors les étrangers !*), est revendiqué par la droite et l'extrême droite. Le projet politique défendu ici a pour ambition de réconcilier la notion d'ancrage territorial (dans une perspective antiraciste) et la liberté de circuler (nécessairement sans conditions), pour forger l'un des fers de lance d'un large front de libération des êtres et des terres réduits au statut d'objets utiles au développement du système colonial-capitaliste.

Réappropriation des terres et droit d'accueillir – et nous serons libres

Pour sortir de l'errance, les descendants de l'immigration postcoloniale qui vivent en Europe ont besoin d'une terre. Et cette terre est ici : c'est la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, la Bretagne, les quartiers populaires de Marseille, de Toulouse, Amiens, Lyon, Roubaix, Rennes, Strasbourg, Bruxelles, Barcelone, Rome, Berlin, Francfort, Londres, Genève, Rotterdam, etc. C'est là que grandissent leurs enfants, là qu'ils finiront par enterrer leurs morts.

C'est une *terre* dont ils ont besoin, pas d'une *zone* : qui a envie de protéger des ZUP, des ZEP, des ZEP +, des ZUS, des QPV, des *Quartiers de reconquête républicaine* ? Qui aurait envie de protéger cette terre ainsi nommée, cet ignoble quadrillage semi-policier ? L'ancrage des populations qui vivent dans les quartiers populaires passe par l'abandon de ces appellations coloniales. Si l'on veut renouer un lien affectif entre sans-terre et sous-terre, permettre leur protection mutuelle, la première chose à faire est de débarrasser les quartiers populaires du jargon technique qui en fait des terres de seconde zone, de les soustraire à cette *hogra* d'autant plus insidieuse qu'elle adopte la fausse neutralité du langage administratif. Il leur faut des noms laissant libre cours à tous les espoirs – la *Terre des dragons*, la *Vallée des pirates*, et autres références populaires dans ces quartiers –, des noms évoquant ce rêve de *prendre la mer*, trop longtemps étouffé sous des amas de sigles dégradants.

Évidemment, renommer les lieux de vie ne suffit pas à se les réapproprier. Les descendants de l'immigration postcoloniale y seront vraiment chez eux quand ils auront le droit d'accueillir, sans conditions, leurs proches vivant de l'autre côté de la mer, la famille, les amis, les voisins, le village, les personnalités qui leur sont chères, le monde entier, s'ils le souhaitent. Être chez soi, c'est pouvoir accueillir qui l'on veut sans avoir à le justifier devant quelque autorité que ce soit. Et ainsi réparer l'affront de décennies entières durant lesquelles les communautés et

familles descendantes de l'immigration africaine ont été séparées par le mur qu'est devenue la Méditerranée, isolées, amputées du fait des règles racistes – *la gestion des flux migratoires* – qu'a imposées à ces communautés le système colonial-capitaliste pour en tirer le maximum de profit. Ces communautés et familles ont été de ce fait affaiblies au niveau politique – moins de force politique ici et là-bas – et culturel – moins de transmission des langues, de l'histoire et de la mémoire des luttes. Cela a entraîné également des inégalités de classe entre légaux et illégaux, entre immigrés et migrants, entre ici et là-bas, la construction de frontières entre sœurs et frères, entre conjoints, entre parents et enfants ; des blessures et des traumatismes sur plusieurs générations. Les enfants descendant de l'immigration postcoloniale ont le droit de vivre une vie familiale et communautaire pleine et entière. Ce droit d'accueillir sans condition les leurs en Europe est le meilleur moyen d'assurer leur ancrage territorial. Afin que ce droit d'accueillir puisse s'exercer, il faut que soit reconnue comme droit fondamental la liberté de circulation et d'installation.

Circuler sans entraves – et nous serons libres

En Europe aujourd'hui, le projet politique de fermeture totale des frontières aux personnes venues d'Afrique est devenu largement majoritaire. À l'extrême droite, la position des suprémacistes blancs monte en puissance ; elle est claire et assumée : pour éviter le *grand remplacement* des Européens blancs par les populations non blanches, musulmanes en particulier, il faut fermer totalement les frontières et organiser la *remigration* – déportation – de ces populations vers l'Afrique. Cette position ne fait que prolonger la logique coloniale-capitaliste du rapport qu'entretient l'Europe vis-à-vis de l'Afrique depuis des siècles : exploiter la part sous-humanisée de l'humanité et les terres dépréciées d'Afrique tout en érigeant des murs filtrants en sorte de ne subir aucune des conséquences des ravages provoqués.

Face à cette position, il n'y a pas de ligne politique claire et assumée. Il faut dire que la liberté de circulation et d'installation n'est pas reconnue comme un droit fondamental par les États européens et les organisations internationales. Dans la mesure où des personnes en sont légalement privées, la circulation sans entraves n'est pas une liberté, c'est un privilège. Dans leur grande majorité, les écologistes européens refusent de remettre en cause ce privilège et ne revendiquent pas l'abolition des frontières entre l'Europe et l'Afrique. À propos des milliers de personnes migrantes qui meurent chaque année à cause de la répression européenne, le discours écologiste est essentiellement humanitaire. De manière plus générale, face aux suprémacistes blancs, le camp écologiste est sur la défensive. Personne ou presque n'assume d'opposer au projet suprémaciste européen un autre projet de libre circulation et d'installation des humains, avec la garantie que cette liberté puisse effectivement s'exercer.

Cette manière de faire de l'écologie n'est pas à la hauteur des enjeux mondiaux. La liberté de circuler comme droit fondamental doit être conçue comme l'alternative à la question climatique et démographique, telle qu'elle est portée par l'extrême droite, et une alternative à la logique coloniale-capitaliste.

La liberté de circuler reconnue comme un droit fondamental garanti, et non plus restreinte par les autorités européennes, permettrait de dissocier la *dignité* humaine des populations non blanches de leur *utilité* pour le système colonial-capitaliste. C'est d'abord une question de lutte contre l'inégalité raciste, laquelle aggrave le désastre climatique global puisqu'elle permet au système colonial-capitaliste d'exploiter la population sous-humanisée et les terres qu'elle habite, laissées sans protection.

La liberté de circuler doit être considérée comme un outil indispensable de la réponse à l'urgence climatique. Plutôt que de jouer à se faire peur à l'idée d'un déferlement sur les plages européennes de *hordes de barbares* venus d'Afrique – qualifiés de *réfugiés climatiques*, comme le font les Européens aujourd'hui, y compris une grande partie du camp écologiste –,

l'urgence doit plutôt être d'organiser la possibilité de toute population en danger de quitter les lieux, de s'échapper, de prendre la mer. Et d'arriver à bon port.

Pour lutter contre le réchauffement climatique du point de vue de l'Afrique, exiger de la classe dominante des pays du Nord de se déplacer moins n'est pas suffisant. Cette revendication centrale du mouvement climat européen ne remet pas en question le privilège des Européens en matière de circulation, puisqu'il s'agit d'un choix et non d'une entrave à la circulation : elle est emblématique de la stratégie des écologistes européens, qui tend à *s'adapter* au réchauffement climatique en changeant certains modes de vie, dans les limites que permet le système colonial-capitaliste, et dans le seul objectif de maintenir les classes moyennes supérieures à un certain niveau de confort, en ne se souciant du sort du reste du monde que de manière très marginale. Du point de vue de l'Afrique, il s'agirait bien plutôt de la possibilité laissée à tout le monde de se déplacer plus facilement en cas de catastrophe écologique. De ce point de vue-là, la solution c'est la liberté de se déplacer pour tout le monde et l'abolition des frontières : faciliter les conditions de circulation et de mise à l'abri pour le Sud, l'Afrique, la classe ouvrière, les femmes, les quartiers populaires en Europe, les enfants, etc. : les populations les plus vulnérabilisées et les plus touchées par les catastrophes écologiques. C'est là que peut s'avérer pertinente la notion d'*adaptabilité* si chère aux écologistes actuellement : comment anticiper la mise à l'abri. Plus largement, il s'agit d'organiser les conditions d'une réelle possibilité de s'échapper, de ne pas être *tenu* quelque part, de ne pas être sous contrôle. Soulignons que c'est précisément l'argument qu'utilisent les pouvoirs publics en faveur de la classe dominante réfractaire à l'idée de s'acquitter de l'impôt qu'elle doit à la collectivité : *Ne taxons pas trop les grandes fortunes car si le taux d'imposition ne leur convient pas, elles fuiront et partiront s'installer ailleurs*. Pourquoi cette possibilité (partir s'installer ailleurs si la situation ne convient pas) est-elle criminalisée dès lors qu'il s'agit de populations

non blanches et pauvres ? C'est cette possibilité qu'il est urgent de décriminaliser afin de permettre aux plus vulnérables de fuir et de se mettre à l'abri.

La liberté de circuler comme droit fondamental garanti, c'est aussi ce qui peut éviter les massacres que pourraient provoquer les ravages climatiques. On se souvient de la menace brandie par la préfecture de police de Paris dans un communiqué publié le 5 octobre 1961 : *Les travailleurs musulmans devront s'abstenir de circuler la nuit dans les rues de Paris et de la banlieue parisienne, particulièrement de 20 h 30 à 5 h 30 du matin.* Quelques jours plus tard, le 17 octobre, des centaines d'Algériens et Algériennes avaient été assassinés par la police. Ce massacre avait donc été introduit par une entrave légale à la liberté de circuler, démontrant par là que la question du droit n'est rien moins que secondaire.

Les frontières unilatérales entre l'Europe et l'Afrique assurent au système colonial-capitaliste son bon fonctionnement. Si les Africains pouvaient se déplacer librement vers l'Europe, à l'instar des Européens vers l'Afrique, les entreprises européennes ne pourraient plus sous-payer les Africains par rapport aux Européens. Cette réflexion est à mener à l'heure où, en Europe, les États démantèlent les services publics et où il est urgent (de toute façon) de dissocier les systèmes d'entraide et les services publics des frontières et de l'appartenance à une nation. C'est la liberté de circuler qui doit façonner nos modes d'organisation politique et sociale, ce qui empêcherait les services publics nationaux de servir de prétexte à bafouer les libertés fondamentales. Cela donnerait à réfléchir à d'autres possibilités d'entraide, de solidarité et de redistribution au-delà des frontières, qui ne seraient pas conditionnées par l'appartenance à une nation. Cela obligerait à repenser les dispositifs comme la Sécurité sociale de manière à ce qu'ils deviennent compatibles avec le droit inaliénable de circuler librement et de s'installer sans conditions. Et à réfléchir à de futurs dispositifs, comme la Sécurité sociale de l'alimentation, en prenant en compte la liberté de circulation et d'installation comme condition nécessaire de leur mise en œuvre.

Le projet d'écologie pirate consiste à promouvoir la liberté de circuler comme revendication centrale, notamment dans le mouvement climat. Cela permettrait de reprendre de l'espace au système colonial-capitaliste, à commencer par la Méditerranée.

La Méditerranée, espace autonome et hypersujet – et nous serons libres

Le système colonial-capitaliste trie et hiérarchise les humains et les terres afin de mieux exploiter et tirer profit des sous-humanisés et des terres dépréciées. Cette hiérarchisation est à la fois un effet du système colonial-capitaliste et une cause du désastre écologique, lequel renforce encore la hiérarchisation des humains et des terres : elle est responsable d'un dérèglement climatique certes global, mais qui entraîne évidemment des conséquences beaucoup plus violentes sur les terres dépréciées du sud de la Méditerranée que sur celles plus valorisées du Nord. Ce qui aggrave encore les inégalités entre Europe et Afrique, permettant aux Européens de tirer profit du dérèglement climatique qu'ils ont eux-mêmes provoqué aux dépens des Africains.

Si l'on veut contrer cette entreprise de hiérarchisation et de division, penser un projet écologiste qui défend l'égale dignité humaine à l'échelle de la France ou même de l'Europe n'a aucun sens. Un tel projet ne peut être qu'internationaliste. Et pour être puissant, cet internationalisme doit être ancré dans une histoire et une mémoire partagées, une proximité évidente – ce sur quoi nous avons prise –, quelque chose qui paraît concret et familier. Ce quelque chose, c'est notamment l'opportunité pour les populations du Sud et celles originaires du Sud et vivant dans le Nord de renouer des liens, de renouer avec elles-mêmes. L'ancrage dans l'immigration ouvrière et postcoloniale, notamment africaine, donnerait de la substance et de la force à un internationalisme qui se voudrait réellement populaire.

En effet, en matière d'écologie et dans une perspective internationaliste, le point de vue des quartiers populaires d'Europe est particulièrement

stratégique, il est même central. Car ces quartiers, prolongement de l'Afrique en Europe, sont au cœur du système colonial-capitaliste – géographiquement bien sûr, mais aussi au sens où ils représentent une part de la main-d'œuvre et des consommateurs importante pour le bon fonctionnement du système (lequel vit grassement des guerres en Afrique qu'il alimente en armes, et toujours dans le sens des intérêts européens). C'est depuis l'Europe que les terres et les peuples d'Afrique ont été spoliés, c'est en Europe que le désastre écologique a été programmé, et c'est là qu'il continue en grande partie de se décider. Étant donné leur situation stratégique, c'est depuis ces quartiers populaires d'Europe qu'il faut agir.

Et si la clé, c'était la Méditerranée ? Celle qui pourrait unir et libérer, mais qui est utilisée à désunir et enfermer. La Méditerranée est maltraitée, mise elle aussi au travail pour faire le sale boulot : transporter les ressources des terres africaines vers l'Europe ; entraver la liberté de circuler des Africains, jauger leur utilité, les noyer si besoin ; et assurer la domination des Européens. La Méditerranée est occupée. Comme une terre sous occupation coloniale doit être libérée, elle aussi doit l'être. Et si la Méditerranée devenait un espace autonome, comme les bateaux pirates ? On prendrait la mer et, une fois la mer libérée, elle n'appartiendrait plus à aucun État, à aucune puissance. Elle deviendrait un lieu d'inaliénabilité. Elle ne serait plus le théâtre morbide où se joue la domination de l'Europe sur l'Afrique, mais l'espace où éprouver notre égale dignité humaine – quel beau retournement de situation ce serait ! La Méditerranée serait le théâtre du premier pas de l'internationalisme du point de vue des quartiers populaires d'Europe. Une étape importante dans le projet pirate, un symbole fort, reconnu en droit.

Et si la Méditerranée devenait un *hypersujet*, comme l'est désormais la Pachamama grâce aux luttes et savoirs autochtones des camarades de Bolivie ? La Méditerranée libérée obtiendrait des droits inaliénables et sacrés : le droit de ne pas être utilisée à des fins coloniales et oppressives, de ne pas être utilisée comme mur infranchissable et meurtrier, de ne pas être utilisée à piller la terre africaine. La Méditerranée libérée deviendrait

une grande figure de résistance dans le mouvement climat. Et, d'Europe, on entendrait mieux la voix des Africains, cette voix bouleversante, d'une puissance inouïe, qui se donne parfois à entendre massivement dans les stades juste avant que ne commencent les matchs de football. À Tanger, par exemple, des supporters par milliers entonnent d'une seule voix le chant de la *hogra* et de leur rêve de prendre la mer :

*C'est une terre de hogra
Où nos larmes ont coulé
La vie est amère
Ils n'ont pas menti ceux qui ont dit
Qu'ils nous ont tués avec des promesses
Dans les quartiers
Les pauvres forment une file d'attente
Une bougie nous éclaire
Notre seule eau provient de robinets publics
Et ils se moquent de nous
Et avec notre argent, ils achètent des villas
Et ils se moquent de nous
Et avec notre argent, ils se moquent de nous
Emmenez-nous sur un bateau
Sauvez-nous de cette terre.*

La Méditerranée, symbole d'un combat commun pour l'égalité humaine, lieu de rencontre de toutes les résistances et mutineries, au Nord comme au Sud, contre la *hogra* en Europe où le mal est né, contre la *hogra* en Afrique où le mot est né parce que le mal a continué. La Méditerranée, lieu de partage entre les classes populaires d'Europe et d'Afrique, de leurs expériences locales, des techniques ancestrales, des savoirs scientifiques et technologiques, pour réellement résister aux ravages écologiques. La Méditerranée, non plus cimetièrre, mais espace de liberté, de joie et d'entraide, où les enfants des deux rives qui rêveront de prendre la mer en pirates arriveront à bon port de l'autre côté, vivants.

Alliance des résistances – et nous serons libres

La soif de liberté, en particulier l'aspiration à la liberté de circuler, est une question stratégique si nous voulons allier les résistances et participer à un large front écologiste. Notamment parce que l'expérience sensible des entraves à la liberté de circuler se situe au croisement de plusieurs rapports sociaux de domination, liés au genre, à la classe, à la race et au territoire. Et que cette expérience commence très souvent dès l'enfance.

C'est par exemple l'expérience de la petite fille qui vit dans un appartement exigu d'un quartier populaire, où les voitures sont partout, et qui a un accès très limité à l'espace public – espace public présenté comme *dangereux pour les filles* à certains endroits et à certaines heures, très genré jusque dans la cour de récréation de l'école. C'est, plus tard, l'expérience d'une femme qui ne se rend pas à un festival de musique parce que plusieurs viols y ont été commis les années précédentes, et que rien n'a été mis en place afin que cela ne se reproduise pas. C'est l'expérience de toutes celles et tous ceux que l'on cherche à assigner à résidence, celles et ceux dont on cherche à contrôler le corps, la parole et la circulation dans l'espace de pouvoir qu'est l'espace public.

On voit bien comment la perspective féministe peut rejoindre la perspective anticoloniale : la liberté de circuler, est un moyen de reprendre de l'espace et du pouvoir au système colonial-capitaliste *et* au système patriarcal. Il n'est pas acceptable qu'un Africain soit moins libre de circuler qu'un Européen, une personne non blanche qu'une personne blanche, une femme qu'un homme, une personne homosexuelle qu'une personne hétérosexuelle, etc. Toutes les organisations qui défendent un projet de libération et d'émancipation doivent arracher collectivement ce droit de circuler librement. Si nous voulons gagner, il nous faut imposer ensemble cette question dans le débat public et dans le rapport de forces politique. Cela implique de créer du lien entre des questions *a priori* indépendantes les unes des autres : les luttes contre les violences policières, les luttes contre la criminalisation des personnes migrantes, les luttes contre les

agressions sexuelles, les luttes contre l'homophobie et la transphobie doivent prendre pour mot d'ordre la liberté de circuler comme droit fondamental à inscrire de manière égale dans les institutions internationales de défense des droits humains, féministes, écologistes, antiracistes, ainsi que dans les Parlements ou les Assemblées.

L'alliance des résistances autour de l'aspiration à la liberté, notamment de circuler, fait partie d'une stratégie visant à lier celles et ceux qui pensent défendre des intérêts divergents, voire conflictuels – par exemple la lutte contre le harcèlement de rue qui peut paraître opposée à celles contre les violences policières ou la criminalisation des migrants. Cela aurait pour effet de contourner ou de déjouer les stratégies de division du pouvoir, même si bien évidemment les divisions qui existent dans le mouvement social ne se réduisent pas à celles orchestrées par le pouvoir d'État. Ce n'est pas une raison pour se priver d'aller chercher du commun là où c'est possible.

L'enjeu de la liberté de circuler, c'est tout à la fois un projet politique du point de vue des quartiers populaires et un projet d'alliance des résistances dans un front le plus large possible, y compris avec les non-humains. Contre le système colonial-capitaliste, les alliances sont à aller chercher auprès de l'ensemble du vivant en résistance, quelle que soit la forme que prend cette résistance. La grippe aviaire ou l'épidémie de coronavirus ne sont-elles pas l'expression d'une alerte face à un dérèglement insupportable, et l'occasion d'alliances élargies avec les animaux non humains vecteurs de zoonoses qui subissent, comme les humains sous-humanisés, les ravages des destructions de leurs habitats par l'entreprise coloniale-capitaliste ? Les conséquences catastrophiques des élevages industriels sur le climat, ne sont-elles pas des signaux ou des formes de résistance afin que cesse l'infamie ? Le nombre croissant de cancers liés à la consommation de viande, n'est-ce pas une manière pour le vivant de dire que ça suffit ? Est-ce que ce ne sont pas là autant de signaux nous intimant de revoir totalement notre rapport au vivant

non humain, et autant d'occasions d'envisager avec lui des alliances stratégiques – hors des sentiers battus, ce qui promet de belles aventures ! – contre un même système écocidaire ?

Libération animale – et nous serons libres

Lorsque avec le Front de mères nous avons mené une lutte pour une alternative végétarienne dans les cantines scolaires, les nombreuses polémiques racistes autour du *halal* ont empêché qu'émerge un débat essentiel sur la condition animale, que nous étions pourtant, dans les quartiers populaires, prêtes à mener. Les débats que nous avons organisés sur la question de la maltraitance animale avaient eu beaucoup de succès, car ils répondaient à des questions philosophiques, religieuses et politiques fondamentales notamment chez les musulmans, qui ne trouvaient pas d'espace pour en parler. Cela partait d'un malaise : en mangeant de la viande tous les jours, l'exception est devenue la règle alors même que cela ne correspond pas aux véritables besoins nutritionnels. Mais surtout, le malaise était lié au doute quant au caractère réellement licite (*halal*) de la consommation de la viande *produite* par l'industrie. Car au-delà de l'étiquette *halal* apposée par l'industrie agroalimentaire, ce qui se passe dans les élevages industriels permet-il de considérer la nourriture que l'on y *produit* comme licite ?

L'islam reconnaît à l'animal non humain un certain nombre de droits de sa naissance à la mort. De nombreuses conditions doivent être respectées par l'humain pour se voir accorder une *dérogation* qui lui permette de *prendre la vie* de l'animal non humain. Ce n'est pas un dû et ne va pas de soi. Or, au sein des élevages industriels, les animaux sont torturés, élevés entre quatre murs dans des espaces réduits à l'extrême... Arrachage des bébés à leur mère, accélération de leur croissance, élevage à la lumière artificielle, gavage de médicaments, mise à mort avant que l'animal n'ait atteint l'âge d'un an, animaux mis en situation de voir et d'entendre la mise à mort de leurs semblables... Depuis quand tout cela est-il licite selon

l'islam ? La *tasmiya* – rituel qui consiste à dire *Bismi-Llah*, au nom de Dieu – en fond sonore pour coller aux cadences infernales de l'industrie permet-elle à la viande de l'animal d'être *halal* ? Ou au contraire, étant donné les conditions de vie et de mise à mort de l'animal, cela n'aggrave-t-il pas encore l'imposture et le sacrilège ?

Quant au sacrifice du mouton, il n'est pas obligatoire : il faut en avoir les moyens. Or, aujourd'hui, en a-t-on les moyens à l'échelle du monde et de l'humanité ? La poursuite de l'élevage industriel des animaux est l'une des causes principales de la confiscation des terres du Sud global mises au travail afin d'alimenter cette industrie de la mort, une des causes principales également, et c'est lié, de la déforestation, des pénuries et de la pollution de l'eau et du réchauffement climatique. C'est en partie à cause de l'élevage industriel que nos enfants et petits-enfants respireront moins bien, seront plus souvent malades et mourront prématurément. Cela est-il licite ? Pour nos enfants et petits-enfants, ne faut-il pas sacrifier ce sacrifice ?

Que mangeons-nous ? Ce que l'industrie a besoin de nous vendre pour s'enrichir : de la viande matin, midi et soir. Nous n'avons même plus le recul qui nous permettrait de réfléchir à ce que l'on nous fait ingurgiter. Que mangeons-nous ? Des *nuggets*. De la souffrance animale enrobée de sucre pour faire passer en bouche le goût de l'animal torturé. Mais passe-t-il vraiment ? Peut-être que notre corps et notre âme meurent d'avaloir de la souffrance animale mal camouflée sous de la chapelure et du ketchup. Peut-être que notre errance est liée au fait que le seul lien que nous ayons au vivant est abstrait, éloigné et d'une extrême violence. Nos cerveaux et nos estomacs sont des territoires colonisés dont l'industrie tire bénéfice. Et dans ce domaine également, certains territoires sont plus colonisés que d'autres. C'est surtout sur le dos des classes populaires que l'industrie agroalimentaire fait ses plus gros bénéfices, et ce notamment grâce au sucre qu'elle met partout, substance éminemment addictive et dont l'histoire est une histoire de sang et de larmes, alors même qu'il est parfaitement inutile

d'un point de vue nutritif. C'est le sucre, infusé dans tous les aliments y compris ceux des bébés, qui permet à l'industrie agroalimentaire de garder sous contrôle l'alimentation des classes populaires.

Dans la société actuelle, aucun espace ne permet la remise en question radicale de cette domination alimentaire. Certes, des choix sont proposés, dans les restaurants et à la cantine par exemple, avec des espaces séparés : un espace où l'on mange *végétarien* – sous contrôle lui aussi de l'industrie agroalimentaire – et un espace où l'on mange *normalement*. Le débat est réduit à la question de la consommation et du régime alimentaire. Alors qu'il nous faudrait convenir que la question est idéologique, qu'elle dépasse la seule question d'un choix, d'une préférence de consommation : les élevages industriels s'inscrivent dans le système colonial-capitaliste, il s'agit avant tout d'un enjeu de pouvoir, de domination et de profit.

La grande majorité de la population ne choisit pas cette alimentation, elle se la voit imposer. D'une part parce que le système colonial-capitaliste crée une distance et une frontière infranchissables entre humains et non-humains afin que les premiers restent indifférents (et/ou impuissants) au sort des seconds. Et ce dès le plus jeune âge. D'autre part parce que le débat sur les élevages industriels est confisqué, invisibilisé, diabolisé ou tourné en ridicule. C'est aussi comme cela qu'il faut comprendre les polémiques racistes autour du halal *comme vecteur d'islamisation de la société*, alors que ce qui était demandé n'était rien d'autre qu'une alternative végétarienne : cela permet de neutraliser la remise en question des élevages industriels.

Il est vrai aussi que nombre de personnes racisées refusent d'aborder la question de la libération animale, même quand elles sont sensibles au sort des animaux non humains. Et c'est totalement compréhensible : il s'agit du point de vue de personnes qui ne sont pas considérées comme des humains à part entière et qui veulent être respectées dans leur dignité humaine. Il est évident qu'il ne faut pas diluer la question de la race dans la question de l'espèce, la lutte antiraciste dans la lutte pour la libération animale. Car le racisme a sa propre mécanique, ses propres enjeux, et la lutte antiraciste sa

propre histoire, ses propres objectifs stratégiques. Surtout, le combat antiraciste ne sera pas facile à gagner, le système raciste ne tombera pas si l'on dilue la question raciale dans une autre question, quelle qu'elle soit. D'autant que nombre d'organisations et de militants en Europe qui se disent antispécistes soutiennent par ailleurs des positions racistes, voire instrumentalisent la *cause animale* uniquement à des fins racistes. On le voit régulièrement avec les campagnes politiques et médiatiques contre l'*abattage rituel* à l'occasion des fêtes religieuses musulmanes. Ces campagnes sont menées par des organisations et militants qui, trop souvent, demeurent très silencieux sur le traitement des animaux non humains en dehors de ce qui est qualifié de *pratiques islamistes barbares*. Reste que les enjeux de dignité humaine et de dignité animale sont évidemment liés. Ce sont les mêmes processus qui les bafouent l'une et l'autre. Les mêmes processus de mise au travail et d'exploitation, d'enfermement et de réduction maximale des espaces de vie, de *désancrage* et de chosification par le système colonial-capitaliste. Des processus indexés sur la réduction des animaux humains et non humains à leur seule dimension utilitaire.

Nous savons que les animaux non humains, comme nous, ne veulent pas être tués. Qu'ils sont réduits à l'état de marchandise alimentaire mais qu'ils ressentent, comme nous, la douleur et l'angoisse, la joie et la plénitude. Nous savons par ailleurs que nous n'avons absolument pas besoin de les manger pour vivre bien. Fin du débat.

Le système qui domine, exploite, torture et viole les non-humains est le même que celui qui exploite, torture et viole les humains. C'est une évidence dont on cherche à nous détourner. C'est du même ennemi qu'il faut se libérer – le système colonial-capitaliste, ce système de violences et de dominations –, afin de se réconcilier avec le vivant et avec nous-mêmes. Il faut poser la question de la libération animale comme un enjeu d'émancipation du vivant, dont l'humain, vis-à-vis de l'emprise du système colonial-capitaliste. Notre libération passe par la libération animale dans son ensemble.

Plus généralement, il faut refuser que nos corps soient colonisés par l'industrie et utilisés, mis au travail, pour écouler des stocks de marchandises. Cela passe par la reprise en main des moyens de production de la nourriture, celle dont on a réellement besoin – les moyens de subsistance. Cela passe par la prise en compte de la réalité de nos territoires et des possibilités d'une subsistance autonome par rapport au système colonial-capitaliste. Ce serait l'occasion aussi de redécouvrir la nourriture dans les héritages culturels, familiaux, spirituels, et avec ça de bricoler une nourriture d'aujourd'hui. C'est un petit pas hors du système colonial-capitaliste, mais tout ce qui peut lui échapper – piratage, bifurcation ou récupération – est bon à prendre.

En milieu urbain, les zoos, les aquariums tropicaux, les fermes urbaines et les bergeries sont présentés par les pouvoirs publics comme la quintessence de l'écologie pour quartiers populaires : *C'est un peu de nature pour divertir les enfants*. Des animaux non humains enfermés pour distraire des animaux sous-humanisés emmurés. En quoi des cages pourraient-elles enchanter des enfants assignés à résidence qui ne rêvent que de s'échapper de l'autre côté du mur et de prendre la mer ? Intéressons-nous vraiment au point de vue et aux aspirations de ces enfants, et fermons ces horreurs.

La ville aux enfants – et nous serons libres

Personne ne s'intéresse à la manière dont les enfants des quartiers populaires voient et vivent la ville. Les points de vue que l'on prend en compte, ce sont ceux de la police, du patron et des classes moyennes supérieures qui habitent, inquiètes, le quartier d'à côté. Inquiètes car elles perçoivent ces enfants comme un problème et une menace. Alors on les enferme, on réduit à l'extrême leur espace de vie, dans l'indifférence générale. Ce sont les grands oubliés, les sacrifiés des villes. Leur regard

bute sur le béton ; leur seul horizon : des murs. Des murs partout, même pour séparer l'immeuble HLM de l'*espace vert* qui se trouve en face par hasard, presque par accident.

On pourrait en raconter beaucoup de ces histoires de mur érigé en pleine canicule, dans une ville déjà surbétonnée, où les enfants ne voient le soleil qu'entre onze et quinze heures. En réalité, il s'agit toujours de la même histoire. Pourquoi ériger un mur qui va bloquer l'accès des enfants au parc où ils ont l'habitude de jouer ? Qui a demandé que l'on érige ce mur ? Personne ne le sait. Croisé dans un couloir, le directeur de l'office HLM n'a le temps de rien, il est pressé ; alors il sort sa réponse passe-partout : *C'est pour protéger les habitants de l'immeuble de la présence des Rroms installés dans le parc.* Cette tentative de s'appuyer sur la haine raciste, la haine du plus sans-terre que soi, ne passe pas ; les gens de l'immeuble ne veulent pas de ce mur car *ce n'est pas logique.* Leurs enfants font des pancartes : *À bas le mur, nous voulons être libres !* Comme les habitants menacent de se mobiliser et de contacter la presse, on interrompt les travaux et une *réunion de concertation* est organisée en urgence. Une *réunion de concertation* pour expliquer aux habitants la décision déjà prise : démocratie participative à la française. Le directeur de l'office HLM l'introduit en louant les qualités de son projet de *résidentialisation*, avec de grands portiques et de la vidéosurveillance dernier cri pour plus de sécurité face à la présence des Rroms, mais aussi face au risque de dealers en bas des immeubles. Les mères du quartier dénoncent ce discours raciste et sécuritaire et se plaignent qu'avec ce mur, leurs enfants ne pourront plus accéder au parc, alors qu'ils étouffent déjà dans cette ville parmi les plus polluées d'Europe. Le directeur de l'office HLM leur demande quel âge ont leurs enfants. Elles répondent, interloquées. Et lui de leur faire la leçon : *Ce n'est pas très responsable de laisser traîner dehors les enfants seuls à cet âge-là !* C'est ainsi que se passent les *réunions de concertation* avec les habitants des quartiers populaires. Les autorités finissent toujours par avoir recours à l'argument de la *mauvaise mère* pour faire taire, en cherchant à humilier publiquement celles qui se soucient du bonheur des

enfants, de leur droit à circuler sans être entravés par des murs de haine, de leur droit à respirer. On aurait presque envie de se lever, de quitter la réunion et de chanter avec les enfants du quartier cette chanson d'Anne Sylvestre, « La ville aux enfants » :

*Si la ville c'était moins gris
Ça serait beaucoup plus chouette
Et puis si c'était permis
D'être en patins à roulettes
S'il n'y avait pas tant d'autos
Des couloirs pour les vélos
Ça sentirait moins mauvais
Et peut-être qu'on s'y plairait
On peut pas faire trois pas
Pour les enfants y'a pas de place
On peut pas faire trois pas
Faut toujours que les autos passent
On peut pas jouer au ballon
[...]
Donnez-nous la ville pour nous
On saura bien quoi en faire.*

Pour lutter contre la *désenfantisation* des enfants des quartiers populaires – *ils n'ont pas à traîner dehors* –, pour les *réenfantiser* – *cet enfant a le droit de jouer* –, il faut réenchâter les lieux de vie, en faire des lieux où les enfants peuvent vivre leur vie d'enfants, reprendre la place volée par les murs, la police, les voitures.

Les enfants des quartiers populaires sont en Europe les personnes les plus vulnérabilisées, les plus touchées par les désastres écologiques. C'est donc d'abord de leur point de vue que le monde doit devenir plus respirable et qu'il faut construire le projet écologiste. Le point de vue des enfants est stratégique s'agissant de repenser et refonder les lieux de vie dans les quartiers populaires à l'usage de tous et toutes. Leur présence dans l'espace

public n'est pas conditionnée par leur utilité, leur temps n'est pas chronométré comme celui des adultes. Et ce temps est consacré pour l'essentiel à jouer. Leur point de vue sur la ville est donc la garantie qu'il y aura bien de la place pour le jeu, le partage, la joie, l'insouciance, la contemplation. À l'usage de tout le monde.

Enfermer et emmurer les enfants à coups de *résidentialisation*, de quadrillage policier et de vidéosurveillance, ce n'est pas les protéger. C'est chercher à les contrôler. On le sait, le danger que courent les enfants n'est pas qu'à l'extérieur. Il est très souvent à l'intérieur – la grande majorité des crimes et violences commis sur des enfants le sont à *la maison*. L'enfant est d'autant plus en danger qu'il lui est difficile de sortir. Plus l'extérieur est vivant, habité, solidaire et politique, moins le dedans est dangereux pour les enfants. Ils sont protégés quand ils peuvent aller et venir facilement, circuler librement entre le dedans et le dehors. C'est très exactement le contraire qui a été mis en place dans les quartiers populaires, avec des murs infranchissables entre intérieur et extérieur – ascenseurs en panne, trottoirs dangereux à cause des voitures, présence policière, trafic de drogues, etc. –, ce qui entraîne plus de violence à la maison *et* plus de violence au-dehors.

Afin de protéger les enfants de la chaleur suffocante et des violences, il faut leur permettre de s'échapper. En leur garantissant les conditions d'exercice de cette liberté. Quand les enfants quittent leur immeuble, que rencontrent-ils sur leur chemin ? Que voient-ils ? Que sentent-ils ? Qu'entendent-ils ? Quel est leur horizon ? Pour le savoir, le mieux est de le leur demander – à l'occasion de balades avec pique-niques par exemple – et d'établir avec eux – à l'aide de crayons, d'immenses cartes, de maquettes, de soldats de bois et de pâte à modeler – des *parcours d'enfants*. Cela permettrait de repérer ce qui entrave et facilite leur libre, joyeuse et insouciant circulation, et de mettre en place les conditions d'une ville plus respirable et sans dangers, de leur point de vue. Il s'agit ainsi de mettre la ville à hauteur d'enfants : de la place pour respirer, jouer au ballon, fuir si besoin, contempler le soleil qui se lève et qui se couche. Avec le droit de vivre sans *hogra*, le droit de *traîner dehors* avec ses amis, sans rien faire

d'utile. Il faut aussi anticiper l'avenir – la question de l'*adaptabilité* – de nos enfants, tout faire pour qu'ils puissent s'en sortir : anticiper les canicules, pollutions et accidents industriels dont, on l'a dit, les habitants des quartiers populaires sont les premières victimes.

Faire face aux enjeux écologiques de demain requiert une ville sans ségrégation, sans murs infranchissables entre quartiers populaires et quartiers pavillonnaires, sans cages ni zoos, avec la possibilité de s'échapper. Des villes où l'on peut jouer partout, afin de ne pas éduquer les enfants à la ségrégation raciale et sociale grandeur nature. Des villes sans police (sans violence d'État et sans menace de l'extrême droite), sans murs (sans l'idéologie sécuritaire) et sans voitures (sans pollutions à fort impact climatique, sans ségrégation socio-spatiale).

*
* *

Le projet de libérer le vivant et les terres du système colonial-capitaliste est ambitieux et absolument nécessaire dans un contexte d'urgence climatique. Mais quelles marges de manœuvre nous resteraient-elles pour mener ce projet si l'extrême droite devait diriger la France et l'Europe ? Aurait-on alors d'autres choix que de prendre le large ? Et si l'écologie pirate c'était faire sécession ?

Conclusion. Faire sécession

L'enfant à la jeune femme : *Maman, pourquoi sont-ils en train de construire un mur en plein milieu de la dalle ? On ne peut plus jouer au ballon maintenant.*

La jeune femme : *C'est incompréhensible...*

L'enfant : *Est-ce que c'est pour nous empêcher de jouer au ballon dans le parc du nouveau quartier ?*

La jeune femme : *Je t'ai dit, c'est incompréhensible... mais ce n'est pas grave, vous jouerez de ce côté du mur.*

L'enfant ne lâche pas : *Est-ce que c'est parce que les gens qui vont habiter là refusent de voir leurs enfants jouer avec nous ?*

La jeune femme ne répond pas.

L'enfant ne lâche rien : *C'est pour ça maman ? C'est parce qu'on n'est pas comme eux ?*

La jeune femme : *Ne t'inquiète pas chérie, je te promets qu'on va l'enlever ce mur, et tu joueras avec les enfants des deux quartiers, partout où vous voudrez.*

L'enfant : *Oui, mais si les nouveaux habitants ne veulent pas qu'on joue de leur côté, ils vont nous chasser...*

La jeune femme interrompt l'enfant du regard, plus sérieuse que jamais : *Écoute-moi bien ma fille, personne ne vous chassera.*

Et elle ajoute en pointant son index vers le sol : *Ici, ce n'est pas la terre à leur père ! Ici, c'est votre terre aussi. C'est la Terre de tout le monde.*

Faire sécession

L'État français mène une politique de plus en plus autoritaire et liberticide. Il s'est doté ces dernières années d'un appareil sécuritaire et

répressif terrifiant, qui vise en particulier les populations vivant dans les quartiers populaires. Ces quartiers n'ont jamais été aussi quadrillés et contrôlés par une police de plus en plus autonome et qui vote très majoritairement à l'extrême droite. Laquelle pourrait s'emparer prochainement de l'État français et de son bras armé, déjà en grande partie acquis à sa cause. Une extrême droite désormais normalisée, bénéficiant de la montée globale de ses idées et du suprémacisme blanc partout en Europe. Son projet politique est porté et défendu dans les institutions stratégiques – armée, police, médias, instituts et formations, culture, notamment l'édition – et dans les assemblées politiques, où elle compte de plus en plus d'élus.

L'extrême droite française défend un projet politique clair et assumé, avec une dimension écologique de plus en plus importante, notamment autour de la terre, de la démographie, du climat, des migrations et de la question raciale. Projet dont l'ambition est de renforcer encore les frontières européennes et de mettre fin à l'État de droit démocratique pour instaurer un régime d'exception vis-à-vis des populations non blanches, musulmanes et habitant les quartiers populaires. Ce projet raciste est d'autant plus inquiétant que, face à lui, n'existe aucun projet écologique antiraciste portant sur les mêmes questions (terre, démographie, climat, migrations, question raciale), porté et défendu dans les institutions et les Assemblées. Il n'est pas question ici du discours humanitaire, paternaliste ou louant la richesse de *la diversité*, mais d'un projet politique dans lequel l'antiracisme et l'abolition des frontières seraient placés au centre – comme sont au centre du projet d'extrême droite le racisme et le durcissement des frontières.

Dans ce contexte, on doit se poser la question des conséquences d'une gestion de l'urgence climatique par l'extrême droite sur les populations qui ne sont pas considérées comme étant chez elles en France. Qu'arrivera-t-il aux sans-terre des quartiers populaires quand l'Europe manquera d'air, d'eau, de terre et d'espace et que l'extrême droite renouera avec son obsession de *l'espace vital* ? Avec le renforcement des frontières

extérieures, l'Afrique sera définitivement du mauvais côté de la frontière, tandis que le renforcement des frontières intérieures placera définitivement les quartiers populaires du mauvais côté du mur.

Aujourd'hui, l'urgence est telle qu'il paraît difficile – même si ça reste évidemment possible – d'inverser la tendance menant à l'avènement de l'extrême droite au pouvoir, notamment parce que les habitants des quartiers populaires, malgré leur poids démographique, ont été maintenus trop longtemps en dehors du débat démocratique et du système électoral. En effet, l'extrême droite est montée en puissance en France ces quarante dernières années en partie à cause des calculs électoralistes de la gauche, mais aussi parce que la gauche lui a dégagé un boulevard. Elle a neutralisé (notamment par de violentes campagnes de dénigrement) les militants des quartiers populaires qui pouvaient réellement combattre les fascistes, et activement empêché (par un jeu d'alliances objectives avec l'extrême droite au niveau local) l'organisation politique des quartiers populaires ainsi que l'émergence à gauche d'un véritable projet antiraciste – ce qui constitue une faute politique et morale impardonnable. Toujours est-il qu'il semble difficile à moyen terme d'imposer un rapport de forces électoral plus favorable. L'irréversibilité et la gravité du désastre climatique, conjuguées à la menace fasciste, obligent donc les populations qui en subiront les conséquences les plus dramatiques, à envisager de faire sécession.

Faire sécession car le projet porté par l'extrême droite est une menace directe pour les populations non blanches. Faire sécession car les droits et libertés fondamentales ne seront plus garantis par un État contrôlé par l'extrême droite. Faire sécession car les forces de police feront peser un danger extrême sur les enfants des classes populaires. Faire sécession car il sera impossible de faire communauté avec la fraction de la population dont le projet consiste à hiérarchiser les enfants en fonction de leur couleur de peau, à porter atteinte à leur dignité humaine et à déporter leurs familles. Faire sécession car il nous sera simplement impossible de vivre sous le contrôle des suprémacistes blancs.

Si l'extrême droite devait prendre le pouvoir en France, il serait de notre devoir, de notre responsabilité, de faire sécession, afin de protéger les enfants et les populations qui risqueraient le plus d'être prises pour cibles.

Si la sécession peut être une solution d'urgence et de survie, elle peut aussi représenter un horizon politique à plus long terme, au-delà de la menace climato-fasciste. Car l'épée de Damoclès qui menace les populations des quartiers populaires n'est pas brandie par la seule extrême droite. L'épée de Damoclès, c'est aussi le débat comptable sur l'*utilité* des descendants de l'immigration non blanche – les uns considérant que ces populations coûtent beaucoup trop cher par rapport à ce qu'elles rapportent ; les autres que, sans elles, certains secteurs d'activité – la restauration, le bâtiment ou le nettoyage industriel – s'effondreraient. Cette assignation à l'*utilité* est des plus dangereuses : que se passera-t-il quand les *utiles* seront considérés, après calculs, comme *inutiles* ? Quand celles et ceux qui ne sont pas considérés comme étant ici chez eux seront considérés comme coûtant plus qu'ils ne rapportent ? C'est de cette logique coloniale-capitaliste, qui conditionne les libertés et les droits des personnes non blanches à leur *utilité* – l'exploitation de leur force de travail dans les secteurs les plus pénibles et les plus dévalorisés socialement –, qu'il convient de se libérer.

De manière plus générale, il devient urgent pour les quartiers populaires de rompre avec le rapport colonial qui leur est imposé. Cette rupture existe déjà en réalité : il n'est qu'à voir les taux d'abstention électorale dans ces quartiers, où seule une infime minorité des personnes en âge de voter participent aux élections. Mais cette rupture n'est pas organisée, elle ne débouche pas sur une alternative et une autonomie politiques ; c'est une simple non-participation au système, lequel reste en place et s'impose malgré tout.

Sans organisation autonome des quartiers populaires, seuls les quartiers pavillonnaires décideront de la manière de gérer la crise écologique et ils le feront en fonction de leurs seuls intérêts. L'autonomie politique des quartiers populaires ne pourra se construire qu'au travers d'une autonomie

territoriale. Notamment parce que leur population est la plus dépendante pour sa subsistance. Seule une autonomie territoriale lui permettrait de reprendre le pouvoir de subvenir à ses besoins, de sortir de l'impossibilité de faire soi-même dans laquelle elle a été enfermée. D'apprendre et réapprendre à fabriquer ce dont elle a besoin. Dans cette perspective politique, tous les quartiers populaires de France et d'Europe seraient déclarés *espaces autonomes* et organisés dans un vaste tissu solidaire et fraternel avec l'Afrique, autour de l'*hypersujet* Méditerranée.

Changer de cap

« *La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer. La forme barbare nous est déjà familière. Elle prévaut dans plusieurs régions d'Afrique, dominées par des chefs de guerre, par le pillage des ruines de la modernité, les massacres et trafics d'êtres humains, sur fond de famine. Les trois Mad Max étaient des récits d'anticipation. Une forme civilisée de la sortie du capitalisme, en revanche, n'est que très rarement envisagée. »*

Ces mots, tirés d'un entretien paru dans la revue *EcoRev'* en 2007, sont du philosophe André Gorz, penseur de l'écologie comme outil de libération, dans une perspective anticapitaliste. Il ne s'agit pas ici de réduire sa pensée à ce bref extrait, qui ne dit pas grand-chose de son œuvre foisonnante, mais il est intéressant de noter que la question coloniale en est absente – malgré son domaine de réflexion, malgré le fait qu'il ait été en 1964 l'un des fondateurs du *Nouvel Observateur*, journal héritier d'un positionnement contre l'Algérie française, et malgré sa proximité avec des intellectuels

comme Jean-Paul Sartre, clairement engagés sur cette question coloniale. Cet extrait est donc intéressant dans ce qu'il dit de l'écologie politique et de la théorie de la décroissance en France, champ dont André Gorz est une figure majeure et influente. Il est en effet emblématique de l'angle mort que représentent l'Afrique et la question coloniale dans le champ écologiste français aujourd'hui. Et il montre ainsi pourquoi le projet écologiste tel qu'envisagé en France est un échec, tout en indiquant en creux le changement nécessaire si l'on veut transformer l'écologie en arme contre le système colonial-capitaliste.

De manière générale, l'écologie politique en France ne considère jamais l'Afrique comme un espace philosophique, politique et militant à partir duquel pourraient s'envisager *une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux*. L'Afrique est souvent balayée d'un revers de main car au fond toujours considérée comme *barbare*. Les populations africaines ne seraient pas assez *civilisées* et seraient donc inaptes à développer un projet révolutionnaire. Ce rapport colonial à l'Afrique se retrouve chez nombre d'écologistes dans leur rapport aux quartiers populaires en France. Les analyses écologistes ne prennent pas en compte le rapport de domination coloniale-capitaliste entre l'Europe et l'Afrique, de même qu'elles ne pensent pas le rapport de domination entre quartiers pavillonnaires et quartiers populaires en France. Elles sont dans le déni systématique des luttes contre le système colonial-capitaliste et le désastre écologique qui ont été menées en Afrique, par les peuples africains. À commencer par les luttes de libération anticoloniale, ces luttes pour l'égalité humaine, contre la spoliation de la terre et la destruction du vivant. Des luttes glorieuses dont beaucoup ont été victorieuses, mais qui ne sont jamais prises en compte comme ressources propres à penser la sortie du capitalisme. Quand les Africains ne sont pas sous-humanisés et caricaturés en *barbares*, ils sont infantilisés, considérés comme incapables de changer eux-mêmes leur sort et de mener leurs propres luttes : c'est aux

Européens, *via* leurs ONG et leur saupoudrage humanitaire, de les sauver de la famine, des multinationales ou d'eux-mêmes, en prenant soin de taire les responsabilités impérialistes de l'Europe.

Dans cette optique, les Européens contrôlent la situation. Les théories de la décroissance, sans perspective antiraciste ni anticoloniale, leur permettent de garder la main sans remettre en question les rapports de domination entre l'Europe et l'Afrique : l'Europe reste à l'initiative et au centre du changement. C'est seule qu'elle sauve la planète et seule qu'elle emmène le reste de l'humanité à sa suite. C'est certainement ce sentiment de toute-puissance qui, paradoxalement, produit dans les rangs écologistes, en particulier dans le mouvement climat, un sentiment d'impuissance et d'angoisse. En effet, l'Europe est en réalité tout à fait incapable de sauver la planète. Elle n'a pas les moyens de lutter seule contre le désastre climatique et surtout, elle est l'une des principales régions du monde où sont concentrés ceux qui ont le moins intérêt à ce que le système colonial-capitaliste s'effondre.

Dans un contexte d'extrême droitisation et de fascisation du champ politique français et européen, un projet d'écologie politique et de décroissance qui ne place pas en son centre une ligne anticoloniale et antiraciste est voué à l'échec, tant le système qui détruit le vivant repose tout entier sur la sous-humanisation d'une partie de l'humanité. Mais surtout, un tel projet est dangereux car parfaitement compatible avec celui de l'extrême droite survivaliste et suprémaciste. Si l'on veut lutter réellement contre le désastre écologique et avoir une chance de gagner, il faut changer de cap...

Cap aux Suds

... et aller vers les Suds – le Sud de la Méditerranée et le Sud présent en Europe. La sortie du capitalisme écocidaire ne se fera ni de façon *civilisée* ni de façon *barbare*. Elle se gagnera grâce à une guerre de libération, une révolution dont le centre se situera certainement dans le Sud global. C'est

de là que tout partira, à nouveau. Et en Europe, nous ferons notre part. Des luttes écologistes dans le prolongement, il faut l'espérer et surtout y travailler, des luttes de libération anticoloniale victorieuses des années 1940 aux années 1970. Et sur le front, il n'y aura ni *civilisés* ni *barbares*. Que des révolutionnaires.

Le choix qui se présente aux écologistes et au mouvement climat en Europe est simple. Ils doivent faire de la question de la lutte contre le système colonial-capitaliste une question centrale. C'est elle qui va déterminer la nature du projet écologiste : opportunité de plus de justice ou poursuite infinie des injustices. Plus précisément : soit la question climat est l'occasion de lutter contre les injustices, de mettre hors d'état de nuire le système colonial-capitaliste, de refonder notre rapport au monde, un monde qui ne soit plus régulé par la domination et le profit, sans hiérarchisation des humains et des terres ; soit c'est au contraire l'occasion de renforcer les injustices entre d'un côté un monde où l'on vit bien et où l'on cultive sa liberté, et de l'autre un monde où l'on étouffe. Ces deux mondes (co)existent déjà, il suffit de traîner à proximité des métropoles françaises pour prendre la mesure des ravages causés par les mille et un murs séparant les quartiers populaires des quartiers pavillonnaires.

Une certitude : en Europe, seul un projet de libération du système colonial-capitaliste pourra participer à régler le problème du réchauffement climatique. Et ce projet de libération, c'est l'écologie pirate, qui a les pieds ancrés dans les quartiers populaires d'Europe et les yeux tournés vers l'Afrique. Car les terres et les peuples africains nous importent ; nous sommes liés à eux malgré les amputations et les traumatismes qu'ont provoqués les frontières. C'est pourquoi faire de la circulation sans entraves une liberté fondamentale et non un privilège est si important dans ce projet.

Les États européens criminalisent des humains qui ne font rien d'autre que circuler. Ils construisent des prisons où les enfermer, y compris les enfants – enfermer et terroriser un enfant parce qu'il a pris la mer : voilà qui peut être qualifié de *radical*. Pourtant ça passe. Ça passe parce que ces États sont déterminés à présenter leur radicalité comme quelque chose de

légitime. La qualité de notre projet de libération ne dépend pas de sa radicalité, mais de notre détermination à le mettre en œuvre. Que celles et ceux qui défendent un monde plus respirable se cherchent et se trouvent, nous sommes sûrement beaucoup plus nombreux et nombreuses que nous ne le croyons.

Pour en finir avec l'entre-deux dans lequel ils sont toujours enfermés, assignés à errer dans le vide sans toucher terre, les enfants de l'immigration postcoloniale habitant les quartiers populaires de France et d'Europe doivent pouvoir s'ancrer dans une terre. Cet ancrage en France et en Europe, anciennes puissances coloniales, n'est pas une trahison. C'est au contraire une libération qui consiste à dire à ces enfants rêvant d'aventures et de prendre la mer : *Vous êtes ici chez vous, libres de partir et libres de revenir*. À leur dire aussi qu'aucun enfant ne sera pleinement libre tant que les enfants du monde entier, du Congo à la Palestine, ne pourront pas jouer dehors tranquillement.

L'écologie pirate, transmettons-la aux enfants, afin de les associer à la détermination de leur destin et aux luttes dont ils auront à prendre le relais.

Ce livre, c'est une nouvelle part de ma part. Je le dédie à mes enfants, c'est le cadeau d'un puissant dragon, inquiet mais plein d'espoir, à ses deux intrépides petits pirates.

UN CONTE D'ÉCOLOGIE PIRATE

Le Roi Kapist, les Dragons et les enfants-pirates

IL ÉTAIT UNE FOIS il y a fort longtemps un Roi Kapist qui possédait une pièce d'or et qui en voulait beaucoup, beaucoup, beaucoup plus. Un jour, il eut une idée : gagner plein de pièces d'or grâce au travail des autres. *Mais comment arriverai-je à convaincre les autres de travailler pour moi tralala ?*, se demanda-t-il. Il se gratta la tête et se souvint que petit, on lui répétait : *Ton sourire est tellement enjôleur, et le tralala qui finit tes phrases tellement irrésistible, que tu pourrais vendre du feu à un Dragon !* Ce souvenir d'enfance persuada le Roi Kapist que pour convaincre les autres de travailler pour lui, son charme naturel serait sa force. *À moi les milliers de millions de milliards de pièces d'or tralala*, se réjouit-il. Il décida de mettre à profit son pouvoir de séduction dès le lendemain.

Le lendemain matin en effet, le Roi Kapist se réveilla très tôt et se rendit dans la partie basse du marché, sa pièce d'or en poche. Sur place, il trouva à louer une forge et un abattoir et il acheta du fer, des paillettes dorées, des Agneaux et du sucre. Puis il se rendit sur le port. Sur le quai et face à la mer, le Roi Kapist appela de sa voix envoûtante les Dragons d'Afrique qui vivaient de l'autre côté de la Méditerranée : *Oyez Oyez vaillants Dragons, je propose aux plus costauds d'entre vous de me rejoindre ici en Europe tralala. Je vous promets du travail, de l'argent et du bonheur pour vos familles tralala.* Effectivement envoûtés, les Dragons vinrent en bateau par milliers. Pendant la traversée, sur le pont du bateau, ils chantèrent, tristes mais pleins d'espoir :

Enfant entends-tu mes larmes couler ?

Je prends la mer, tu me manques déjà,

Enfant bientôt je te retrouverai,

Partout tu joueras, partout tu joueras,

Et tu seras libre, et tu seras libre,

Et nous serons libres !

Sur le port, le Roi Kapist accueillit les Dragons à bras ouverts et les salua : *Salam aleïkoum mes chers amis tralala. Aleïkoum salam*, saluèrent à leur tour les Dragons ravis de cet accueil. Après les salamaleks et sans plus tarder, le Roi Kapist sépara les Dragons en deux groupes.

Au premier groupe, il fit visiter la forge : *C'est ici que je vous demande de fabriquer des cages en fer tralala. N'hésitez pas à les recouvrir de tonnes de paillettes dorées, les clients adorent ça tralala. En échange, je vous paierai et vous pourrez manger, dormir et subvenir aux besoins de vos enfants restés au pays tralala.*

Au deuxième groupe, le Roi Kapist fit visiter l'abattoir : *C'est ici que je vous demande d'enrober de sucre les cadavres d'Agneaux tralala. N'hésitez pas à utiliser des tonnes de sucre, les clients en raffolent tralala. En échange, je vous paierai et vous pourrez manger, dormir et subvenir aux besoins de vos enfants restés au pays tralala.*

Les Dragons écarquillèrent les yeux : *Quoi ? Fabriquer des cages ? Tfou c'est horrible ! Recouvrir de sucre des cadavres ? Tfou c'est dégoûtant ! Ce n'est pas du tout ce que nous espérions en traversant la mer. Écœurés et déçus, les Dragons eurent envie de retourner d'où ils venaient. Mais ils avaient faim, ils n'avaient pas d'argent pour acheter à manger, ni même pour reprendre le bateau. Et l'Afrique était loin. Ils décidèrent de travailler un jour et un seul, pour être payés, s'acheter à manger et dormir un peu. Nous rentrerons au pays ce soir inshAllah, se consolèrent-ils.*

Le Roi Kapist installa dans la forge et l'abattoir une horloge parlante qui hurlait aux Dragons sa cadence infernale : *tic tac tic tac tic tac tic tac*. Tant et si bien que les Dragons fabriquèrent en une seule journée des milliers de cages dorées et enrobèrent de sucre des milliers de cadavres d'Agneaux. Satisfait, le Roi Kapist les emballa dans du beau papier glacé et partit les vendre dans la partie haute du marché. Grâce à son sourire enjôleur et sa voix envoûtante, presque toute la marchandise fut vendue. Il gagna dix pièces d'or et quelques pièces d'argent. Le soir venu, les Dragons vinrent réclamer leur dû. *Bien sûr tralala*, les rassura le Roi Kapist, chose

promise chose due tralala. Et il se mit à répartir les quelques pièces d'argent entre les Dragons. Ces derniers allaient repartir quand le Roi Kapist les arrêta : *Mais dites-moi chers amis, vous devez avoir faim tralala. Je vous propose quelques gourmandises sucrées pour vous requinquer, et un endroit où dormir en sécurité pour vous revigorer tralala.* Les Dragons comprirent évidemment que le Roi Kapist cherchait à leur refourguer son stock de cages et de cadavres invendus. Ils refusèrent catégoriquement : *Nous ne dormirons pas dans des cages, nous dont les maisons en Afrique s'ouvrent sur le ciel, et nous ne mangerons pas ces animaux torturés maquillés de sucre, nous qui ne mangeons que ce que la Terre bénie de Dieu offre de mieux.* Le Roi Kapist, armé de son plus beau sourire, insista : *Allons allons mes bons amis, nulle part vous ne trouverez de quoi manger et où dormir avec vos misérables pièces d'argent tralala. Moi je vous aime bien et vous me faites pitié, alors je vous fais un prix tralala : vos maigres pièces d'argent contre un repas et un toit, il vous restera même de l'argent à envoyer à vos familles restées au pays tralala.*

Les Dragons n'eurent effectivement guère le choix, nulle part ils ne trouvèrent mieux que ce qu'on leur proposait là. Ils acceptèrent le marché, surtout pour pouvoir envoyer de l'argent à leurs familles restées au pays. Après le dîner, ils allèrent se coucher dans les cages de la cité, en fredonnant avant de s'endormir, tristes et épuisés :

Enfant entends-tu mes larmes couler ?

J'ai pris la mer, je regrette déjà...

Le Roi Kapist rentra chez lui : *Quelle joie que ces dix pièces d'or tralala !* Il les fit danser – bling bling bling – et dansa avec elles. *Ce n'est que le début tralala,* dit-il en contemplant le coucher du soleil. Après les avoir longuement admirées, il déposa précieusement neuf des dix pièces d'or dans son coffre et mit de côté la dernière. Il partit se coucher, épuisé mais content.

Le lendemain matin, il se réveilla très tôt et se rendit sur le quai du port, face à la mer. De sa voix envoûtante, il appela à nouveau en direction de

l'Afrique : *Oyez Oyez vaillants Dragons, je propose aux plus costauds d'entre vous de venir me rejoindre de ce côté de la mer tralala. Je vous promets du travail et du bonheur pour vos familles tralala.*

Ignorant les mésaventures des Dragons qui les avaient précédés la veille, les Dragons envoûtés vinrent en bateau par milliers. Pendant la traversée, sur le pont du bateau, eux aussi chantèrent, tristes mais pleins d'espoir :

Enfant entends-tu mes larmes couler ?

Je prends la mer, tu me manques déjà,

Enfant bientôt je te retrouverai,

Partout tu joueras, partout tu joueras,

Et tu seras libre, et tu seras libre,

Et nous serons libres !

Le Roi Kapist accueillit sur le quai cette deuxième vague de Dragons avec les mêmes honneurs que la première. Après les *Salam aleikoum – Aleïkoum salam*, il sépara les Dragons en deux groupes.

Au premier groupe, le Roi Kapist fit visiter la partie basse du marché : *C'est ici que je vous demande d'acheter le fer que vous apporterez à la forge, et les agneaux que vous apporterez à l'abattoir tralala.* Il leur tendit la pièce d'or mise de côté la veille : *Voici l'argent pour ces achats tralala. Achetez les produits les moins chers possibles, même s'ils sont de mauvaise qualité, on les recouvrira de paillettes et de sucre, les clients n'y verront que du feu tralala. En échange, je vous paierai et vous pourrez manger, dormir et subvenir aux besoins de vos enfants restés au pays tralala.*

Au deuxième groupe, le Roi Kapist fit visiter la partie haute du marché : *C'est ici que je vous demande de vendre les cages dorées et les cadavres sucrés que vous récupérerez à la forge et à l'abattoir tralala. N'hésitez pas à vanter les bienfaits de ces produits, les clients apprécieront tralala. Dites-leur que les cages assureront leur sécurité et que les cadavres sucrés sont très bons pour la santé tralala. Vous me remettrez l'argent de la vente tralala. En échange, vous aurez de quoi manger, dormir et subvenir aux besoins de vos enfants restés au pays tralala.*

À ces Dragons-là, comme à ceux de la veille, le Roi Kapist proposa contre leur maigre salaire un repas et un toit. Et comme la veille, après avoir catégoriquement refusé pour les mêmes raisons, les Dragons finirent par accepter. Et eux aussi se couchèrent en fredonnant, amers :

Enfant entends-tu mes larmes couler ?

J'ai pris la mer, je regrette déjà...

Quelques mois passèrent. L'entreprise du Roi Kapist fonctionnait à merveille : il réussit à faire de sa première pièce d'or des milliers d'autres. Son coffre était presque plein, et ce n'était pas prêt de s'arrêter. Le Roi Kapist put acheter la forge et l'abattoir qu'il avait loués jusqu'alors. Dorénavant, tout lui appartenait : la forge, l'abattoir, les Agneaux, les cages, les Dragons. Il acheta même le marché. Il était heureux et, depuis que les Dragons faisaient tout à sa place, à part empocher les pièces d'or bien sûr, il s'octroyait des grasses matinées et jouait au golf le reste de la journée.

C'est du côté de l'abattoir qu'éclatèrent les premiers soulèvements. Les Agneaux refusaient d'y être massacrés et recouverts de sucre. Ils considéraient le sort réservé à leurs corps comme une offense à la Terre bénie de Dieu qui les avait vus naître, et comme un sacrilège. Plusieurs d'entre eux décidèrent de créer le FLA, le Front de Libération des Agneaux. Leur devise était : *Pas de justice béééé, pas de paix !* Ils lancèrent plusieurs opérations commandos qui consistaient à saboter leurs propres corps en se rendant malades et contagieux. Le stock de cadavres sucrés devenait ainsi invendable.

Le Roi Kapist remarqua bien évidemment qu'il se passait quelque chose de bizarre à l'abattoir et que ce quelque chose lui faisait perdre de l'argent. Pour surveiller cela de plus près, il décida de faire construire un palais juste au-dessus et de s'y installer. Très rapidement, il mit en place un système qui permettait, dès qu'un Agneau était malade, d'évacuer rapidement son corps et de le jeter dans une décharge.

Tout rentra dans l'ordre.

Mais peu de temps après, ce fut cette fois du côté des Dragons que ça n'allait plus. Leur colère grandissait de jour en jour. Ils n'acceptaient pas

que le Roi Kapist garde pour lui toutes les pièces d'or, ne leur laissant que les miettes d'argent, alors que c'étaient eux qui faisaient tout le travail. Ils étaient en colère aussi de voir certains d'entre eux tomber morts d'épuisement ou étouffer à cause des paillettes qui s'accumulaient dans leurs gorges et leurs narines. Alors parfois, les Dragons refusaient de venir travailler. Ils se mettaient en grève et manifestaient sous les fenêtres du Roi Kapist en scandant : *Pour nos droits et notre dignité, pour l'unité de tous les Dragons contre le kapisme ! Certains d'entre eux allaient jusqu'à mettre le feu à la forge ou à jeter des pierres contre le palais.*

Pour mettre fin à ces troubles à l'ordre kapistique et obliger les Dragons à venir travailler docilement tous les jours, le Roi Kapist mit les cités, la forge, l'abattoir et le marché entièrement sous contrôle. Il fit placer des caméras de surveillance partout, dans les ascenseurs, les placards, les poubelles, et même sur les nuages ! Puis il fit appel aux services d'une troupe mercenaire chargée de surveiller les Dragons. Les soldats étaient présents à chaque coin de rue et derrière chaque Dragon ils répétaient : *Pin-pon vous n'avez pas à sortir des cages de la cité, sauf pour travailler ; pin-pon vous n'êtes pas ici chez vous, ne l'oubliez jamais ; pin-pon sinon on vous embarque pour outrage à agent kapistique ; allez, circulez !*

Un jour, fatigués, les Dragons vinrent annoncer au Roi Kapist qu'ils comptaient rentrer définitivement au pays, en Afrique. Leur terre, leur famille, leurs enfants leur manquaient trop, leur vie dans la cité était devenue invivable. *Basta !* lui lancèrent-ils, *on rentre chez nous !* Le Roi Kapist paniqua : *Si les Dragons arrêtent de travailler, c'est la faillite assurée tralala. Comment puis-je les retenir tralala ?* Il se gratta la tête et eut une idée. Armé de son sourire enjôleur, il proposa aux Dragons : *Faites venir vos familles et le problème sera réglé tralala. Vous serez heureux tous regroupés dans la cité tralala.*

Les Dragons furent surpris par cette charmante attention et bien sûr acceptèrent avec joie ! Ils se rendirent sur le port et face à la mer, ils crièrent de bonheur : *Oyez Oyez Dragons adorés, rejoignez-nous !*

Les familles des Dragons embarquèrent par milliers. Pendant la traversée, sur le pont du bateau, elles chantèrent, tristes mais pleines d'espoir :

*Ô terre, entends-tu mes larmes couler,
Je prends la mer, tu me manques déjà
Ô terre bientôt je te retrouverai,
Partout fleuriras, partout fleuriras,
Et tu seras libre, et tu seras libre,
Et nous serons libres !*

Sur le port, au son des you-you, tout le monde s'embrassait, dansait et riait. Le Roi Kapist avait tenu à être là également pour accueillir les familles. Il ouvrit grand les bras et se prépara aux salamaleks, mais très vite, il fronça les sourcils. Les enfants des Dragons couraient partout, ils jouaient à cache-cache, se chamaillaient, criaient, riaient très fort et n'écoutaient rien. *Mais quel bazar tralala ! Ces enfants dragons sont insupportables tralala ! Qu'est-ce que je vais bien pouvoir faire de ces sauvageons-là tralala ?*

Pour calmer les enfants dragons, le Roi Kapist ajouta du sucre dans leur repas : *Ce n'est pas mauvais pour leur santé tralala*, jura-t-il aux parents. Il décida également de réduire la taille des cages dorées des familles dragons : *C'est pour votre sécurité tralala*, leur assura-t-il. Le Roi Kapist mentait, bien sûr, et très vite les petits dragons tombèrent malades : ils avaient du mal à digérer les cadavres d'Agneaux sucrés ; de gros boutons rouges poussaient partout sur leur corps et d'affreuses caries gâtaient leurs dents. Sans compter que les étroites cages les empêchaient de respirer correctement.

On signala les maladies des enfants dragons au Roi Kapist, qui s'emporta : *Ils n'ont que ce qu'ils méritent tralala ! C'est la faute de leurs parents, ils s'occupent mal d'eux, ils leur font manger des cochonneries et les enferment toute la journée devant la télévision tralala*. Depuis, le Roi Kapist ne manqua jamais l'occasion d'insulter les enfants dragons : *Bande d'inutiles, vauriens, fainéants, vous n'êtes pas des Dragons, vous êtes des sales Serpents tralala !*

Le Roi Kapist continua de se demander ce qu'il allait bien pouvoir faire d'eux. Il se gratta la tête et eut une idée. Il fit construire des écoles où les enfants dragons seraient dressés à apprendre les métiers de la forge, de l'abattoir et du marché.

Quand les enfants dragons furent assez grands, ils remplacèrent leurs parents à la forge, à l'abattoir et au marché. Ils y travaillèrent à la même cadence infernale que leurs parents : *tic tac tic tac tic tac tic tac*. L'entreprise du Roi Kapist continuait de prospérer, de nouvelles pièces d'or s'amoncelaient et le coffre ne cessait de se remplir. Le Roi Kapist avait réussi à faire de sa première pièce d'or des milliers et des millions d'autres. Mais il en voulait toujours beaucoup, beaucoup, beaucoup plus.

Les années passèrent. Les enfants dragons devenus grands eurent à leur tour des enfants. Ces derniers vivaient en cage comme leurs parents et leurs grands-parents. Mais eux naquirent de ce côté de la Méditerranée, ils n'avaient jamais quitté la cité dont les murs s'élevaient à perte de vue. La nuit, ils rêvaient de tous les faire exploser juste pour contempler quelques instants le soleil couchant. Le Roi Kapist, qui devinait le rêve des enfants dragons, s'inquiéta : *Que faire d'eux tralala ?* S'il le pouvait, il les renverrait en Afrique dans le pays de leurs parents et grands-parents. En attendant, il les garda sous contrôle. Il fut interdit aux enfants dragons de circuler dehors sans raison valable, étant entendu que c'était le Roi Kapist qui décidait ce qui était valable ou pas. Si les enfants dragons osaient enfreindre cette règle, la troupe était chargée de les plaquer au sol. Le Roi Kapist avait bien insisté auprès des soldats : *Plaquez-les bien fort, étouffez-les s'il le faut tralala*. Parfois, le plaquage était trop fort, et nombreux furent les petits dragons qui moururent ainsi étouffés. Un jour un petit dragon mourut asphyxié alors qu'il suppliait qu'on le laisse respirer. Ce fut le plaquage de trop, les petits dragons crachèrent le feu de toute leur tristesse et leur colère contenues. Et le feu fut magnifique, il venait de très loin. Partout dans la cité, les flammes lièrent les Dragons en un seul cri : *Nous voulons respirer, nous voulons prendre la mer !*

La révolte ne dura pas, le Roi Kapist envoya la troupe, qui très rapidement éteignit le feu. Tout rentra dans l'ordre. Et les affaires reprurent de plus belle.

La forge et l'abattoir tournaient à plein, avec toujours plus d'Agneaux massacrés et de Dragons qui étouffaient. De plus en plus de cages finirent par se détraquer, elles fondaient de tristesse à l'idée qu'elles étaient utilisées pour enfermer et priver de liberté. De nombreux Dragons tentèrent d'alerter le Roi Kapist : *L'activité de la forge et de l'abattoir est trop intense ; c'est en train de tout détruire. On va tous mourir si ça continue. Il faut ralentir !*

Mais pour le Roi Kapist, seul comptait l'argent. Son coffre débordait désormais, il avait réussi à faire de sa première pièce d'or des milliers de millions de milliards d'autres. Et il en voulait encore beaucoup, beaucoup, beaucoup plus. *Impossible de ralentir tralala !*, répondait le Roi Kapist aux Dragons. *Au contraire, il faut accélérer, ajoutez encore du sucre et des paillettes, ça passera mieux tralala !*

Les Dragons comprirent que face à la cupidité du Roi Kapist, la seule et unique solution était de faire sécession. Dans la forge, ils organisèrent une grande mutinerie. Ils déclarèrent que la forge était dorénavant un espace autonome et s'y barricadèrent avec leurs enfants comme dans une forteresse. Ils décidèrent de l'appeler Verdragon, vert comme l'espoir d'une prochaine libération. Les enfants de Verdragon décidèrent quant à eux de devenir pirates et au sommet de la forteresse, ils hissèrent leur pavillon aux couleurs du Dragon. Le Roi Kapist devint vert de rage : *Bande de voleurs, sales Serpents, cette forge m'appartient tralala ! Ma vengeance sera terrible, vous serez tous pendus tralala !* Il fit assiéger Verdragon par la troupe.

Au bout de plusieurs semaines de siège, les Dragons tenaient bon mais les vivres vinrent à manquer. Il fallait trouver une solution, mais il était difficile d'y réfléchir enfermés entre quatre murs. Les enfants-pirates en étaient persuadés : ils ne trouveraient l'inspiration nécessaire pour se libérer que face à la mer. Un jour, quatre d'entre eux, parmi les plus intrépides, eurent une idée pour échapper au contrôle du Roi Kapist. Avec l'aide du fer

des cages dorées, ravies de les aider à se libérer, les enfants-pirates fabriquèrent un gigantesque escabeau qu'ils installèrent sur le toit de la forteresse. Le lendemain très tôt, avant que le jour se lève, ils grimperent sur l'escabeau, et une fois tout en haut, ils s'élançèrent d'un bond vers le nuage le plus proche. Et hop, ils atterrirent sur la caméra que le Roi Kapist y avait installée. Puis ils sautèrent à pieds joints de nuage en nuage, de caméra en caméra. *Cap au sud, direction la mer !* aiguilla un des enfants-pirates. Le voyage en nuages dura toute la journée.

Le soir venu, les enfants-pirates arrivèrent enfin face à la mer : *Waouh !* Ils n'en crurent pas leurs yeux. *Ce que c'est beau !* C'était la première fois qu'ils avaient l'occasion de contempler le coucher du soleil. Face à la mer, ils trouvèrent l'inspiration qu'ils étaient venus chercher : *Nous ne sommes pas si faibles, le Roi Kapist n'est pas si fort, et personne ne nous empêchera de vivre libres !*, s'écrièrent-ils. Durant la nuit, les quatre enfants-pirates discutèrent stratégie en sirotant du thé à la menthe. Ils élaborèrent de savants calculs et réalisèrent des cartes minutieuses. Au petit matin, ils tenaient enfin leur plan : *Immense incendie ou petits feux, ce sera la révolution !*, se jurèrent-ils.

De retour dans la cité, les quatre enfants-pirates contactèrent secrètement les Dragons, les autres enfants-pirates ainsi que les membres du FLA pour proposer leur plan. Tous l'acceptèrent. L'Alliance se noua et, pour la symboliser, ils décidèrent de porter un ruban noir autour du cou. L'opération Feu Continu pouvait commencer.

Ce fut d'abord aux membres du FLA de jouer. Il fallait attirer le Roi Kapist dans l'abattoir. Ce qui était difficile car le Roi Kapist dirigeait dorénavant ses affaires depuis son palais juste au-dessus. Il ne voulait plus quitter son coffre d'une semelle. Alors les membres du FLA firent semblant d'être malades, ils se roulèrent par terre : *Béé, j'ai mal à l'estomac : Mon Dieu, aidez-moi béé, j'ai vraiment trop mal.* Ils vomissaient partout et se tenaient le ventre. C'était maintenant aux Dragons de jouer. Ils crièrent très fort : *Au secours, il y a une épidémie de conoravirus chez les Agneaux, au*

secours ! Le Roi Kapist fut pris de panique à l'idée de perdre ses stocks de cadavres sucrés, et surtout de perdre de l'argent. Il descendit à l'abattoir à toute vitesse.

Les Dragons en profitèrent pour monter au palais, ce qui déclencha les alarmes que le Roi Kapist avait installées. Alertée, la troupe fit son entrée dans l'abattoir. Le Roi Kapist réalisa qu'on l'avait berné. Il courut derrière les Dragons pour tenter de sauver son coffre mais avant de remonter, il pointa du doigt les enfants-pirates et les Agneaux, et ordonna à la troupe : *Tirez dans le tas, tuez-moi ces sales Serpents et ces brebis galeuses, tuez-les tous, tralala !* La troupe sortit les armes et se prépara à tirer.

Au même moment, des Serpents se glissèrent par milliers à l'intérieur de l'abattoir. Ils venaient en renfort outrés d'entendre le Roi Kapist parler à nouveau de Serpents sales : *Psss ! Comment ce Kapiss si crasseux ose-t-il sans cesse nous salir ainsi ?* Ils prirent la troupe d'assaut, s'enroulèrent autour des poignets et des chevilles des soldats et serrèrent de toute leur force pour les empêcher d'utiliser leurs armes. La troupe se retrouva menottée et plaquée au sol, les Serpents avaient réussi à la neutraliser.

À l'étage, les Dragons entreprirent de brûler tout l'or contenu dans le coffre du Roi Kapist car c'était la cause de leur malheur. Le Roi Kapist, en pleurs, tenta de les arrêter et se jeta sur les pièces en feu pour les sauver. Mais les pièces d'or brûlèrent. Bling bling bling. Et le Roi Kapist brûla avec elles.

Le palais en flammes était près de s'effondrer sur l'abattoir. Les Serpents, satisfaits d'avoir pu laver leur honneur s'échappèrent très facilement. Quant aux autres, ils risquaient de se retrouver coincés. Les Dragons ne purent se résoudre à voir leurs enfants mourir ainsi, et c'est très certainement ce qui provoqua chez eux un électrochoc : ils se rappellèrent qu'ils savaient voler. Ni une, ni deux, ils prirent leurs enfants et les membres du FLA sur le dos et se dirigèrent vers les fenêtres. Le Roi Kapist, lui, bougeait encore. Il savait qu'il allait mourir mais il voulait emporter tout le monde avec lui. Alors il traîna son corps brûlé vers la régie de surveillance pour fermer toutes les issues et ainsi empêcher les Dragons et leurs passagers de

s'échapper. C'était sans compter sur le plus intrépide des membres du FLA qui, depuis le dos d'un des Dragons, sortit son lance-pierre. Il visa le bouton du conteneur qui retenait le sucre destiné à recouvrir les cadavres d'Agneaux. Il réussit son coup, et le conteneur s'ouvrit sur des tonnes de sucre fondu sous l'effet de la chaleur qui inondèrent l'abattoir. Le Roi Kapist était sur le point d'actionner la manette qui fermait les issues. Il ne lui manquait plus que quelques centimètres. Il y était presque. Mais le sucre l'emporta. *Ouf, on a eu chaud !*, s'écrièrent les Dragons et leurs passagers en s'échappant par les fenêtres. Pris dans les vagues, le corps du Roi Kapist s'immobilisa soudain, coincé entre deux machines. Un dernier *tralala* s'échappa de sa bouche, mais il fut lui aussi englouti par les flots. Dans l'abattoir en feu, gisait désormais le cadavre calciné du Roi Kapist, totalement enrobé de sucre.

Les Dragons et leurs passagers étaient déjà haut dans le ciel, ils se retournèrent une dernière fois sur l'immense brasier et lancèrent des *hip hip hip hourra !* et des *you you !* L'opération Feu Continu se termina par la victoire triomphale de l'Alliance.

Puis les Dragons déployèrent leurs ailes majestueuses et s'envolèrent vers la mer. En chemin, tous chantèrent, pleins de malice et de joie :

*Nous sommes ici chez nous,
Qu'en pense le Roi Kapist ?
Il brûle, il brûle, il brûle
Nous sommes chez nous partout,
Qu'en pense le Roi Kapist ?
Il brûle, il brûle, il brûle.*

Arrivés face à la mer, les Dragons, les enfants-pirates et les membres du FLA décidèrent de poursuivre l'aventure ensemble et de former un équipage. Ils fabriquèrent un bateau. Restait le drapeau. Les Agneaux proposèrent de le confectionner avec les rubans noirs que chacun avait autour du cou, comme symbole de leur libération. Les Dragons proposèrent à leur tour que le pavillon porte les couleurs de l'Agneau. C'était une manière pour les Dragons de demander pardon pour les crimes dont les

Agneaux avaient été les victimes, et eux les complices. Une manière aussi de leur témoigner une sincère fraternité. Les Agneaux acceptèrent la proposition, ce qui libéra les Dragons d'un dernier fardeau. Fous de joie et d'impatience, les enfants-pirates hissèrent le pavillon noir. C'est ainsi que l'équipage prit la mer, revenant de temps en temps dans les cités pour danser autour des cerisiers, et chanter :

*Ô terre, entends-tu nos larmes couler,
Nous prîmes la mer, libres, quelle joie !
Ô terre à nouveau nous sommes liés,
Partout tu verdoies, partout tu verdoies,
Et nous sommes libres ! Et nous sommes libres !
Tous nous sommes libres !*

Remerciements

Un immense merci à Stéphanie Chevrier, Carole Lozano et toute l'équipe des Éditions La Découverte. Un grand merci tout particulier à Rémy Toulouse, mon éditeur et, d'île en île, camarade et ami.